3,60€ samedi 13 - dimanche 14 juillet 2024 LE FIGARO - N° 24 848 - www.lefigaro.fr - France métropolitaine uniquement Première édition

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



PARIS 2024
TONY ESTANGUET ET THOMAS JOLLY LÈVENT LE VOILE SUR LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DES PARALYMPIQUES PAGE 17

PORTRAIT
BRUNO LE MAIRE, LES DERNIERS JOURS D'UN SEPTENNAT À BERCY PAGE 8



FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de vendredi :
Emmanuel Macron doit-il attendre la fin des JO pour nommer un premier ministre?

OUI	NON
71%	29%

VOTANTS : 243 582

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr
Êtes-vous favorable au blocage des prix des biens de première nécessité?

Y. HERMAN/REUTERS-SERVICE DE PRESSE-F. BOUCHON/LE FIGARO

Entre crise politique et JO, la parenthèse du 14 Juillet

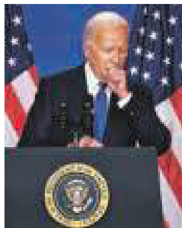


CARON/ZEPPELIN/SIPA

Le traditionnel défilé de l'armée française célèbre cette année les 80 ans de la libération de notre pays par les Alliés. Il se déroulera exceptionnellement avenue Foch à Paris. PAGES 2 À 4 ET L'ÉDITORIAL

Industriels et distributeurs prêts à combattre le blocage des prix voulu par le NFP

Dès cet été, un décret pourrait imposer le blocage des prix des produits de première nécessité dans l'alimentation, l'énergie et les carburants, a prévenu Jean-Luc Mélenchon dimanche. Depuis, les acteurs de la filière alimentaire préparent leurs arguments pour empêcher une mesure qui aurait des effets désastreux. PAGE 26



Joe Biden peine à dissiper les inquiétudes des démocrates

Malgré quelques lapsus, le président américain est apparu en meilleure forme lors de sa très attendue conférence de presse, jeudi, que pendant son débat contre Donald Trump. Pendant une heure, il a répondu en direct aux questions des journalistes à la fin du sommet de l'Otan, mais sans parvenir à dissiper les doutes sur son état physique. PAGE 9

ÉDITORIAL par Laurence de Charette

Leçon de bien commun

Les Français, dimanche, contempleront un défilé qui leur est cher. Il ne s'agira ni d'une marche Insoumise vers Matignon ni d'une manifestation cégétiste aux portes de l'Assemblée nationale, mais des manœuvres en ordre serré des armées, ces exercices impeccables qui réjouissent, tous les ans, les spectateurs, massés dans la rue ou derrière leur écran. La traditionnelle parade militaire du 14 Juillet a certes dû, cette année, renoncer aux Champs-Élysées, occupés à s'apprêter pour les Jeux olympiques - cette fête dont on tarde à se réjouir tant le spectacle qui la précède est *« désastreux »*, selon le mot de son ordonnateur, Emmanuel Macron lui-même -, pour se déployer sur l'avenue Foch, à partir de l'Arc de triomphe. Elle n'en reste pas moins pas un repère salutaire par les temps qui courent : au milieu du chaos institutionnel, des hommes et des femmes venus rappeler, au cœur de la cité, les vertus intangibles du service, de l'esprit de sacrifice et de l'engagement… On pense, alors que la politique montre aujourd'hui un visage minuscule, un masque ridicule, fait de combines, de revirements, d'arrangements, à Hélie Denoix de Saint Marc : *« On peut,* disait-il, *demander beaucoup à un soldat, en particulier de mourir, c'est son métier. On ne peut lui demander de tricher, de se dédire, de se contredire, de mentir, de se renier, de se parjurer. »*

Souvent, le lexique politique emprunte aux termes du combat : stratégie, mobilisation, conquête… Mais, au front, les mots ne tiennent que s'ils sont pleins, et les chefs ne tirent leur autorité que de leur dignité, de leur fraternité : les escadrons qui défileront dimanche renvoient chacun à l'impératif de vérité, au devoir de responsabilité. Le défilé du 14 Juillet est une fête, nationale et populaire, qui replace aussi le tragique au cœur de l'histoire et des consciences, comme un signe, un appel, une exigence - *« cette obligation qui nous est faite de se hisser au-dessus de soi-même »*, disait, à propos de la vocation militaire, le général Lecointre.

Valeurs du service et de l'engagement

On glose souvent sur le désamour entre le « peuple » et les « élites » : pas plus que leurs soldats, les Français n'ont, certes, besoin ni de bonimenteurs ni d'imposteurs. Puisse donc la fête nationale réveiller l'éthique du gouvernement et l'éthique du bien commun. ■

AND : 4,50 € - BEL : 3,70 € - CH : 4,60 CHF - D : 4,20 € - ESP : 4,30 € - GR : 3,70 € - LUX : 3,70 € - MAR : 37 DH - MTQ/GLP : 4,30 € - REU : 4,70 € - TUN : 11,00 TND ISSN 0182.5852
M 00108 - 713 - F: 3,60 €



Le défilé militaire du 14 Juillet des Jeux olympiques

Nicolas Barotte

La traditionnelle parade militaire de la fête nationale dérogera cette année à son itinéraire sur les Champs-Élysées pour se dérouler avenue Foch à Paris.

Les armées se sont adaptées. Depuis quarante-cinq ans, le traditionnel défilé militaire du 14 Juillet n'avait pas dérogé à son itinéraire sur les Champs-Élysées. Mais les contraintes d'organisation des Jeux olympiques, qui commencent le 26 juillet, ont conduit le gouverneur militaire de Paris à proposer une autre configuration.

La place de la Concorde, où se termine d'habitude le défilé, a été rendue impraticable en raison des Jeux : le BMX freestyle, le skateboard, le breaking et le basket à trois s'y dérouleront. Le site alternatif choisi pour le défilé, de la place de l'Étoile à la place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny est inédit. En 1979, le défilé avait été organisé entre République et Bastille. Auparavant, le cours de Vincennes avait aussi été emprunté. Mais les armées comptent quoi qu'il en soit être au rendez-vous de l'événement. Fête populaire, le défilé du 14 Juillet est aussi une occasion pour les armées de se faire connaître et apprécier du public.

Le défilé 2024 s'annonce plus modeste que les précédents. *« L'axe est plus court d'un tiers, la chaussée, plus étroite »*, a expliqué le gouverneur militaire de Paris, le général Christophe Abad, en présentant l'organisation de la cérémonie. Les travaux du tramway parisien, qu'il n'était pas question d'interrompre, ont aussi obligé *« à avancer la tribune présidentielle »*, a poursuivi le général. *« L'exercice de séparation des carrés* (des troupes à pied, NDLR) *va nécessiter beaucoup d'entraînement »*, a-t-il ajouté. Toute cette semaine, les militaires s'y sont exercés avec application sur le camp de Satory, près de Versailles.

Dès lors, les armées ont dû renoncer à faire défiler des troupes motorisées. 4000 troupes à pieds battront le pavé, contre 5000 l'année dernière. 43 avions et 22 hélicoptères assureront le défilé aérien, en adaptant eux aussi leur plan de vol aux contraintes de gestion du trafic aérien. Cette année, les hélicoptères défileront en premier. La Patrouille de France clôturera le spectacle en



Les 80 ans de la libération de la France mis à l'honneur

Les armées cultivent la mémoire du temps long. Chaque année, le défilé militaire du 14 Juillet leur donne l'occasion de relire l'éphéméride. En 2024, le 80e anniversaire de la libération de la France par les troupes alliées de l'occupation nazie s'est imposé comme symbole évident à honorer. *« Le 14 Juillet est un moment privilégié pour le lien entre la nation et les armées »*, rappelait il y a quelques semaines le gouverneur militaire de Paris, le général Christophe Abad.

Sans être réduit à une cérémonie d'hommage, le défilé du 14 Juillet s'inscrit de fait dans la séquence mémorielle engagée cette année avec comme points d'orgue les cérémonies du débarquement du 6 juin, puis celles commémorant l'appel du 18 Juin, avant celles du débarquement de Provence. Cette séquence intervient après celle consacrée *« à la résistance »*, close avec l'entrée de Missak Manouchian au Panthéon en février. L'année prochaine, le *« troisième temps »* mémoriel, comme on l'appelle à l'Élysée, honorera la victoire de 1945 et *« la reconnaissance du retour de la France dans le monde »*, indiquait-on à l'Élysée en mars.

« Le défilé du 14 Juillet n'est pas un événement de commémoration de la Libération, mais évidemment il évoquera l'universalité des valeurs portées par ceux qui ont libéré le pays en 1944 », précisait-on à l'Élysée en mars. Il devait cependant jalonner le chemin de mémoire conçu dans l'entourage du chef de l'État pour 2024 et 2025. *« La mémoire, c'est notre imaginaire et, l'imaginaire, c'est ce qui nous constitue en tant que nation »*, ajoutait-on. À l'Élysée, l'histoire était aussi vue comme un moyen de rallumer une forme de concorde nationale. C'était avant le bouleversement engendré par la dissolution.

Peu importe le chaos politique suscité par la dissolution et l'absence de majorité à l'Assemblée nationale, le défilé militaire du 14 Juillet devrait se dérouler comme prévu. Après que le président aura passé les troupes en revue, les « emblèmes » des pays qui ont participé

Parmi les emblèmes des 31 nations invitées, 14 pays qui ont participé au Débarquement et 17 pays africains, 23 ont répondu présent. L'Algérie, le Danemark, la Guinée, la République tchèque, le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie et le Togo seront absents

à la libération de la France ouvriront la marche. Parmi les emblèmes des 31 nations invitées, 14 pays qui ont participé au Débarquement et 17 pays africains, 23 ont répondu présent. L'Algérie, le Danemark, la Guinée, la République tchèque, le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie et le Togo seront absents. Le tableau sera complété par plusieurs morceaux de musique : *Saint Louis Blues March*, *Sing, Sing, Sing* et *In the Mood*. Deux choristes du Chœur de l'armée interpréteront *Douce France* en hommage aux héros du débarquement.

Les troupes mises ensuite à l'honneur évoqueront aussi la Deuxième Guerre mondiale : le régiment de marche du Tchad, dont la 9e compagnie, dite de la Nueve, avait été la première unité de la France libre à entrer dans Paris ; le commando Kieffer, qui porte le nom du capitaine de corvette Philippe Kieffer, dont les 177 hommes du bataillon de fusiliers marins avaient débarqué en Normandie ; le bataillon de fusiliers marins Amyot d'Inville, du nom du capitaine de corvette mort en Italie en juin 1944 ; l'escadron chasse 3/30 *« Lorraine »*, héritier du groupe de bombardement Lorraine, qui avait participé à l'opération Smoke Screen lors du D-Day ; et enfin l'escadrille française de chasse n°1, première unité militaire titulaire de la croix de la Libération. Dans chacune de ces unités, la mémoire est entretenue comme un honneur.

Le défilé aérien clôturera l'hommage avec le passage d'aéronefs figurant le débarquement de Normandie. Deux chasseurs américains devaient se joindre à la parade initialement. Ils ne pourront pas être là. Le vol d'un bombardier britannique historique Lancaster avait aussi été prévu dans les premières ébauches. Mais les avions sont trop vieux pour voler, comme l'a montré l'accident récent d'un appareil du Battle of Britain Memorial Flight, l'unité qui maintenait les engins en condition. Reste un Typhoon de la Royal Air Force aux couleurs des Spitfire de la Deuxième Guerre mondiale, qui survolera l'avenue avant le passage de la Patrouille de France. ■ **N. B.**

bousculé par l'organisation

« formation éclatement », une première aussi.

Le défilé sera un peu plus court que les années précédentes. Il ne devrait durer qu'une heure quarante-cinq. Mais les armées comptent bien honorer leur mission avec la même exigence : pour les troupes qui défilent, le 14 Juillet est un moment de fierté, et notamment pour les jeunes des écoles militaires. L'opération Sentinelle, renforcée pour la sécurisation des Jeux, a aussi pesé sur l'organisation du défilé et limité les effectifs disponibles pour l'armée de terre : 15 000 soldats ont été mobilisés dont 10 000 en Île-de-France. Pour accueillir une partie de ces troupes, un camp militaire a été installé sur la pelouse de Reuilly, à l'est de Paris. Le camp Caporal-Alain-Mimoun a été inauguré la semaine dernière. Quelque 4 000 soldats pourront y être hébergés.



Répétition du défilé sur l'avenue Foch, à Paris, le 11 juillet.

PAUL DELORT/LE FIGARO

Chaque année, un ou plusieurs thèmes sont mis à l'honneur. Outre le 80e anniversaire de la Libération, l'esprit olympique s'est imposé, avec notamment le premier relais de la flamme à Paris portée par le colonel Thibaut Valette, médaillé d'or au concours complet (équitation) lors des Jeux de Rio en 2016. Il sera escorté dans ce moment solennel par les écuyers du Cadre noir de Saumur. Une autre animation verra 80 jeunes former des anneaux olympiques face à la tribune présidentielle. Pour les armées, le sport constitue une valeur puissamment entretenue, faite de cohésion et d'endurance. De nombreux athlètes

4 000 troupes à pieds battront le pavé, contre 5 000 l'année dernière. 43 avions et 22 hélicoptères assureront le défilé aérien, en adaptant eux aussi leur plan de vol aux contraintes de gestion du trafic aérien

militaires doivent participer aux épreuves olympiques, comme la championne de judo Clarisse Agbegnenou, adjudant dans la gendarmerie nationale. Aux JO de Tokyo, *« l'armée des champions »* avait remporté 32 médailles sur les 87 françaises et 50 % des médailles d'or.

Le défilé du 14 Juillet permettra enfin aux armées de tester une dernière fois leurs dispositifs de lutte antidrones à moins de deux semaines de la cérémonie d'ouverture. Les tests menés depuis des mois ont souligné les limites des moyens de détection dans un environnement urbain. Les armées se disent néanmoins confiantes grâce à la redondance des différents systèmes Parade, Bassalt, Milad ou Radiant. Durant les précédents défilés, aucun incident sérieux n'a été observé. ■

Retranché dans son pré carré, Macron veut rester le chef des armées

Il y a sept ans, Emmanuel Macron descendait fièrement les Champs-Élysées pour son premier 14 Juillet. À bord d'un Command car, il passait les troupes en revue. La veille, il avait sèchement recadré son chef d'état-major des armées, le général de Villiers, d'un *« je suis votre chef »*. Il avait ainsi semé le trouble et la gêne au sein de l'institution, peu habituée à ce genre de démonstration d'autorité maladroite. Les années suivantes, il s'était efforcé de retisser les liens. Il avait aussi garanti aux armées, grâce à une loi de programmation militaire volontariste, un chemin de reconstruction. Dimanche, une semaine après la sanction du second tour des élections législatives, le président de la République passera les troupes en revue avenue Foch dans une ambiance de fin de règne.

Emmanuel Macron est renvoyé dans son pré carré. La Constitution fait du président de la République le chef des armées. Avec la politique étrangère, la défense fait partie du *« domaine réservé »*. L'expression renvoie plus à une pratique qu'à une règle de droit, puisque le gouvernement et le ministre des Armées gardent la main sur l'administration et sur le budget. *« La France a une Constitution claire qui permet d'assurer la crédibilité de sa politique internationale »*, a rappelé le président, depuis Washington où il se trouvait pour le sommet de l'Otan jusqu'à jeudi soir.

Même si le devoir de réserve et le principe de loyauté soudent les armées derrière le président, le chaos politique a sidéré les militaires. Alors que la guerre menace aux portes de l'Europe, ils s'inquiètent en coulisses. Leur préoccupation porte d'abord sur les perspectives budgétaires. Même si la loi de programmation militaire doit permettre de doubler le budget des armées d'ici 2030, avec 413 milliards d'euros alloués entre 2024 et 2030, l'effort n'est pas jugé suffisant compte tenu de l'étendue des menaces. Lors du sommet de Washington, les 32 alliés se sont félicité que 23 d'entre eux aient franchi la barre des 2 % du PIB requis pour leur défense, depuis les objectifs fixés en 2014. La France a atteint le seuil. Mais elle est loin derrière l'effort consacré par d'autres puissances européennes. *« La France prend sa part des efforts demandés »*, a assuré le chef de l'État jeudi soir depuis la capitale américaine.

L'inquiétude gagne après les législatives

Ces déclarations ne seront pas suffisantes pour rassurer les armées. Elles manquent de munitions mais aussi de matériels. Pour boucler l'enveloppe, le gouvernement a joué sur les marges, avec notamment 13 milliards d'euros de recette extra-budgétaires pour lesquels la Cour des comptes a émis des doutes. Les armées craignent de faire les frais des priorités d'un nouveau gouvernement. Durant la campagne législative, le Nouveau Front populaire est demeuré volontairement vague sur ses intentions en matière de défense : les positions sont irréconciliables entre Insoumis, socialistes, Verts et communistes.

Le discours que prononcera Emmanuel Macron samedi à l'Hôtel de Brienne, lors de la réception qui précède traditionnellement le défilé, sera écouté avec attention par la communauté de défense. Avant les échéances électorales, le chef de l'État a aussi procédé à une série de nominations au sein des armées telles que le nouveau chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Bellanger, ou le nouveau major-général des armées, le général Vincent Giraud, ancien chef du cabinet militaire de Sébastien Lecornu. Si le président a la dernière main sur les nominations, celles-ci doivent être contresignées en Conseil des ministres. À l'Élysée, on veut croire que l'hypothèse du RN ayant été écartée par les urnes, les autres configurations gouvernementales seront propices à une entente au sein de l'exécutif.

À Washington, durant le sommet de l'Otan, le président de la République a affirmé à ses alliés que les engagements internationaux de la France ne seraient pas remis en cause. *« J'ai pu confirmer à mes homologues et alliés que la France aurait une approche de continuité dans ses engagements internationaux »*, a-t-il assuré. Pour lui, le vote des élections législatives a écarté les extrêmes. *« En aucun cas, ce ne sont les forces qui remettent en cause* (les engagements français) *qui ont dégagé une majorité »*, a-t-il souligné. De quoi rassurer ses partenaires ? *« J'en ai senti beaucoup soulagés parce qu'ils avaient compris que le risque d'avoir une force politique qui remette en cause notre présence dans le commandement intégré de l'Otan, qui questionne (...) notre dissuasion, qui remette en cause profondément l'aide à l'Ukraine, était de nature à compliquer les décisions que nous avions prises »*, a-t-il expliqué sans citer directement le Rassemblement national (partisan d'une sortie de l'Otan jusqu'à récemment) ou La France insoumise (opposée à la dimension européenne de la dissuasion nucléaire française). ■

N. B.

Les défilés aériens

10h49
Défilé des hélicoptères et des avions lents
28 appareils

Armée de l'air et de l'espace
Marine nationale
Armée de terre
Gendarmerie nationale
Direction générale de l'armement
Sécurité civile
Douane

1 EC135 — Douane
1 H145 — Sécurité civile
1 AS350, 1 EC135, 2 EC145 — Gendarmerie nationale
1 Dauphin, 1 H160, 1 Caïman — Marine nationale
2 Caracal — Armée de l'air et de l'espace
2 PC-6; 2 EC120, 2 Fennec; 1 Cougar, 3 Caïman; 3 Tigre — 70 ans de l'aviation légère de l'armée de terre
1 ALSR, 2 ATL, 1 Fokker 100 — Connaissance Compréhension Anticipation

11h34
Défilé des avions
36 appareils

Armée de l'air et de l'espace
Marine nationale
Partenaires étrangers

Patrouille de France — 8 Alphajet en formation éclatement
1 Eurofighter Typhoon — D-Day
1 Mirage 2000-5, 1 Rafale C, 1 E-3F AWACS — Débarquement de Normandie
4 Mirage 2000 D, 1 A330 MRTT Phénix — Débarquement de Provence
2 Rafale B, 1 A330 MRTT Phénix, 4 Rafale B, 1 C-135 — Forces aériennes stratégiques
1 E2C Hawkeye, 5 Rafale M — Groupe aérien embarqué
2 Rafale, 1 A400M, 1 A330 — Projection de force

Source : ministère de la Défense

À Brienne, un 14 Juillet au goût d'adieu pour Sébastien Lecornu

Tristan Quinault-Maupoil

Samedi, le ministre des Armées accueillera Emmanuel Macron dans le jardin de l'Hôtel de Brienne pour un discours aux troupes, la veille de la fête nationale.

Imperméables aux soubresauts de la vie politique, les traditionnelles répétitions organisées tout au long de la semaine ont donné un aperçu du défilé qui se tiendra dimanche. Dans le jardin de l'Hôtel de Brienne, on s'active aussi. Comme tous les ans, des gradés en uniforme impeccable y prendront place samedi pour y écouter discourir le chef des armées. Les militaires ont gardé cette habitude d'ouvrir le bal des festivités, alors que les garden-parties des autres ministères ont été supprimées par Nicolas Sarkozy. Ce sera la troisième réception organisée par Sébastien Lecornu, le locataire des lieux depuis l'été 2022. La dernière ? *« Je ne sais pas répondre à la question. Cela ne m'appartient pas complètement… »*, relève le ministre des Armées de 38 ans, qui se prépare à assumer les affaires courantes à compter de la semaine prochaine après la démission du gouvernement.

Un œil sur le déploiement des 18 000 militaires mobilisés le temps des Jeux olympiques, les livraisons d'armes en Ukraine et la situation délicate au Liban où stationnent des hommes sous commandement de la Finul. *« Ce ministère, je l'ai fondamentalement voulu. Je l'aime profondément. C'est un lien personnel que j'ai avec le monde militaire. Donc je n'abandonnerai jamais ces sujets. C'est certain »*, insiste Sébastien Lecornu vendredi, à son retour de Washington où il a assisté au sommet de l'Otan avec Emmanuel Macron. Bien que le président de la République croie encore à la faisabilité d'une coalition où son camp serait incontournable, l'avenir de Sébastien Lecornu reste incertain.



GONZALO FUENTES/REUTERS

« Ce ministère, je l'ai fondamentalement voulu. Je l'aime profondément », explique Sébastien Lecornu *(ici, lors du défilé du 14 Juillet 2023, à Paris).*

« Le ministère n'échappe pas à la réalité politique et démocratique. Ça dépendra de ce qui se passera à l'Assemblée. Le président a par le passé pu avoir un droit de regard particulier sur ce ministère… », commente celui qui a été nommé après la présidentielle grâce à la proximité qu'il a cultivée avec l'Élysée depuis 2017. Faisant de lui le plus jeune titulaire du poste depuis la Révolution.

« Le monde nous regarde »

Au moment où bon nombre de figures macronistes se détournent d'Emmanuel Macron, heurtées par sa dissolution ratée, il lui reste *« fidèle »*. *« Je suis très mal à l'aise avec ceux qui crachent dans la soupe et manquent de loyauté au président. Beaucoup de gens ont vu changer leur vie grâce à lui. Mon amitié lui est acquise. Certains excès récents sont impardonnables »*, affirme-t-il, avant de se tenir samedi à Brienne aux côtés du premier ministre, dont la relation avec Emmanuel Macron, est devenue exécrable.

« Je crois à la cohérence. On ne peut pas rejoindre l'aventure Macron en 2017 en croyant au dépassement, et lui tourner le dos sept ans plus tard. Cela ne nous dispense pas de faire notre autocritique, c'est indispensable », dit Sébastien Lecornu tandis que son ami proche, Gérald Darmanin, se tourne de nouveau vers la droite. Et que Gabriel Attal redevient sensible aux sirènes de la social-démocratie après avoir organisé un désistement anti-RN lors des législatives, y compris en faveur des Insoumis.

Face à l'éventualité d'être remplacé par un représentant du Nouveau Front populaire, il prévient qu'il ne faut *« pas s'entendre avec des formations politiques qui seraient totalement à rebours des fondamentaux de notre système de défense. Je pense qu'il y a un devoir de clarté, le monde nous regarde »*. Il a été surpris du contexte géopolitique peu discuté lors des législatives anticipées : *« C'est frappant : tout le monde est inquiet sur ces sujets puis au moment de voter ils disparaissent. Le Nouveau Front populaire n'a pas prononcé un mot pour ces questions. Il y a quelque chose de préoccupant : la vie politique ne peut s'exonérer du réel. »*

Dans son fief, les équilibres n'ont pas évolué : quatre des cinq circonscriptions y sont toujours détenues par le parti à la flamme. Libéré de sa charge ministérielle, il compte retrouver l'un de ses deux anciens mandats pour *« s'occuper de (son) département »*. *« Comme sénateur »*, siégeant au groupe RDPI, *« ou président du conseil départemental »*, si Alexandre Rassaërt, qui a repris son flambeau avant de s'opposer aux macronistes, cède effectivement sa place.

« Je compte bien organiser la reconquête de l'Eure face au RN. C'est absolument certain », assure-t-il, bien que la macronie a été troublée par la parution, mercredi, d'un article de *Libération* évoquant sa participation à un dîner avec Marine Le Pen organisé par l'ancien député Thierry Solère. *« Je maintiens que le samedi 16 mars j'étais chez moi dans l'Eure. Sur le fond, le ministre des Armées se doit de discuter avec toutes les oppositions. C'est plutôt rassurant pour le pays et de bon sens »*, rétorque celui qui a accueilli *« avec indifférence »* les remarques outrées de ses collègues. *« J'en ai un peu marre de tous ces conseillers, et sans doute ministres, qui se prennent pour Machiavel et qui se comportent comme des Pieds Nickelés »*, a lâché Roland Lescure (Industrie), cette semaine sur BFMTV.

Qu'importe, Sébastien Lecornu préfère tancer en privé les *« bons amis »* qui raillent les résultats qu'il obtient dans l'Eure *« depuis leur circonscription très confortable »*, moins difficile que son département. Et promet de prendre plus de place dans les mois à venir : *« Je compte continuer à faire vivre le débat d'idées qui en a cruellement besoin. »* ■

Dans les rangs du défilé, Camille, orpheline de policier et élève commissaire

Esther Paolini

« Soixante-quinzième promotion, marquez le pas ! » Parmi les 32 élèves commissaires de police qui répètent pour le défilé du 14 Juillet au camp militaire de Satory, dans les Yvelines, Camille Ernest, 24 ans, sourit avec fierté. Sous son tricorne, de larges yeux bleus. Ceux de son père. Il était le numéro deux de l'unité information de la Direction du renseignement de la préfecture de police de Paris. Le 3 octobre 2019, son collègue, Mickaël Harpon, guidé par un fanatisme islamiste aveugle, l'a égorgé et poignardé à mort. Trois autres fonctionnaires ont connu le même sort, une quatrième personne a été grièvement blessée avant que l'assaillant ne soit neutralisé. *« L'un des drames les plus douloureux de l'histoire »* de la préfecture de police de Paris, avait affirmé Emmanuel Macron lors de l'hommage national.

Marcher au pas en ordre serré, tenir son épée fermement de la main droite, maintenir un bon alignement des fourreaux, le port de tête toujours haut… Ce cérémonial à la rigueur militaire n'est pas un exercice habituel pour les élèves commissaires de police. *« C'est un moment fort pour moi. Je sais qu'il aurait été très fier de me voir défiler »*, confie-t-elle. À chaque Fête nationale, le réveil était réglé pour assister ensemble, père et fille, à la cérémonie retransmise à la télévision. D'abord en poste à Reims, son père a rejoint la police parisienne en 1992 puis le service de renseignement de la « PP » en 2000.

Les attentats du 13 Novembre sont un premier déclic pour celle qui se voyait épouser une carrière dans la magistrature. Elle observe son père travailler sans relâche dans la traque du commando terroriste. *« Il rentrait peu à la maison, parfois juste en pleine nuit pour prendre une douche avant de repartir. »* Un soir, il passe en coup de vent chez eux, visiblement exténué. Sa fille lui demande comment il fait pour tenir. *« Il m'a répondu : "Je peux bien perdre quelques heures de sommeil là où certains ont perdu la vie". »*

Et puis survient ce 3 octobre 2019, 12h55. Comme tous les matins, Damien Ernest quitte le pavillon familial de l'Essonne pour rejoindre l'île de la Cité. Mais ce jour-là, il ne revient pas. De la vocation d'un père, il ne reste alors qu'une mère et deux filles à terre. Un cercueil recouvert du drapeau tricolore dans la cour de la préfecture. Dans un premier temps, le choc, le déni, la douleur terrassent tout. *« Pendant des semaines, à l'horaire habituel où il rentrait le soir, j'attendais sur les marches et je me disais : "Il va rentrer". »* Elle perd brusquement ce *« papa poule » « au caractère affirmé »*. Mais Camille ne s'effondre pas : *« J'ai eu cette conviction et ce désir d'embrasser la même carrière que lui, de suivre ses pas. »* Major de promo de son master de droit pénal et sciences criminelles, elle rejoint l'École nationale supérieure de police où elle se fait discrète sur son histoire familiale. Mais lorsqu'il a fallu choisir un nom pour la promotion, ses camarades n'ont pas hésité : ce sera celui de son père.

Pourquoi vouloir rejoindre une institution qui n'a pas su empêcher la mort d'un père ? La commission d'enquête parlementaire sur l'attaque a conclu qu'un *« faisceau d'indices aurait dû conduire à alerter la hiérarchie »* sur la radicalisation de Mickaël Harpon. Le rapport cite notamment une modification du comportement à l'égard des femmes, des propos justifiant l'attentat contre *Charlie Hebdo* ou encore des menaces d'égorgement à l'encontre d'un collègue.

Prendre la relève

L'avocat de la famille Ernest, Me Édouard Bourgin, a listé seize signaux de radicalisation qui auraient dû conduire, a minima, à sa mise à l'écart. *« Par crainte exacerbée de l'amalgame, la hiérarchie a fermé les yeux jusqu'à offrir à Mickaël Harpon un statut d'intouchable*, dénonce-t-il. *Cette crainte a permis à un service spécialisé d'être frappé en plein cœur. C'est un aveu de vulnérabilité de ce service, mais aussi de tout un pays. »* L'instruction n'ayant pas mis en lumière d'éventuels complices, l'attaque ne devrait pas aboutir à un procès pénal. De son côté, la préfecture a assuré avoir élaboré une nouvelle doctrine de mise en sécurité.

En gagnant les bancs de l'école des commissaires, Camille a mis ses ressentiments de côté, portée par un *« devoir de mémoire »* et une volonté de *« rendre hommage »* à ce père qui lui a tant appris. Lorsqu'elle sera en poste, elle promet d'être vigilante. *« Je vais tout faire pour que quelque chose comme ça ne se reproduise plus*, garantit-elle. *J'ai voulu m'engager dans un concours de chef de service parce que je veux être à l'écoute de mon personnel, attentive à ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. »* À long terme, elle espère rejoindre, elle aussi, un service de renseignement, pour prendre la relève. Ce dimanche, sur l'avenue Foch, sera *« l'un des plus beaux jours de (s)a vie »*. Elle pensera à son père, *« du début à la fin »*. ■

Une fête nationale sous haute surveillance policière

Jean-Marc Leclerc

Plus vigilant que jamais, le ministère de l'Intérieur devait tenir ce 12 juillet une dernière réunion d'arbitrage sur le dispositif de sécurisation des 13 et 14 juillet. Les célébrations de la fête nationale sont devenues, depuis une vingtaine d'années désormais, le théâtre de débordements qui mobilisent d'importants effectifs de forces de sécurité.

L'an dernier, au lendemain des émeutes, pas moins de 45 000 membres des forces de l'ordre étaient sur le pont chaque soir pour prévenir les heurts et procéder aux arrestations nécessaires. Sans parler de 40 000 sapeurs-pompiers également présents. Des unités d'élite du RAID, du GIGN et de la BRI étaient aussi intégrées au dispositif.

Cette année, la mobilisation sera importante, mais il faudra s'adapter à une contrainte qui n'était pas prévue : la Nouvelle-Calédonie, en pleine crise, a absorbé jusqu'à 35 unités des forces mobiles. Elles feront défaut en Métropole, lors de ces soirées populaires placées sous haute surveillance, tandis que le chaudron des banlieues fait l'objet de toutes les attentions.

Le contexte politique n'arrange rien. La France insoumise (LFI) s'estime victorieuse dans les urnes et se retrouve chauffée au rouge par le scénario de la formation d'un gouvernement dont elle serait écartée. Peut-elle mettre de l'huile sur le feu un soir de célébration de la Révolution, véritable totem pour son chef de file, Jean-Luc Mélenchon ?

« Faire face aux débordements »

À Paris, la concentration de forces de l'ordre, avec maints renforts venus de province, devrait suffire à contenir les ardeurs des casseurs. Mais ailleurs, de nombreuses villes demeurent exposées, comme Nantes, Bordeaux, Strasbourg, Toulouse ou Lyon. Or les effectifs de sécurité dont elles disposent ne sont pas pléthoriques comme ceux de la capitale. Le secrétaire général d'Alliance (majoritaire chez les gradés et gardiens), Fabien Vanhemelryck, le déplore : *« Les collègues vont rencontrer une fois de plus des difficultés. Il faudra faire face aux débordements habituels, aux dégradations en tous genres, aux feux de véhicules. C'est la triste banalité. Espérons que certains élus fassent preuve de responsabilité et de retenue, vu l'instabilité dans laquelle nous sommes. »*

Grégory Joron, le patron d'Unite-SGP-FO, autre puissante organisation syndicale, a bien conscience, lui aussi, que les défis sont sérieux. Il n'oublie pas que les 14 et 15 juillet seront marqués par *« l'arrivée de la flamme olympique à Paris »*, ponctuée de nombreuses étapes nocturnes dans les arrondissements. Selon lui, dès samedi soir, il faudra se tenir prêt, car *« le 13 juillet est quand même souvent tendu dans les quartiers ; le risque est là »*, confie-t-il. Reste que *« les policiers et gendarmes seront présents comme d'habitude pour assurer le bon déroulement de ces événements »*, assure Gaëlle James, la patronne de Synergie-Officiers. Des primes spéciales ont été distribuées aux troupes pour sécuriser les JO. Alors que la flamme est aux portes de la capitale, le marathon sécuritaire commence. ■

Richard Flurin et **Pierre Lepelletier**

Les négociations se poursuivaient vendredi soir entre les quatre principaux partis. Socialistes et Insoumis empêchent le consensus en revendiquant tous deux Matignon.



STÉPHANE MAHE/REUTERS

Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes, Olivier Faure, premier secrétaire du PS, et Manuel Bompard, coordinateur de LFI, le 13 juin, à Paris.

Divisée sur son premier ministre, la gauche peine à sortir de l'impasse

Le plan était pourtant clair. Partagé par tous. Quelques heures après la victoire surprise du Nouveau Front populaire aux élections législatives, les responsables de gauche savaient qu'il fallait faire vite pour désigner un premier ministre à Emmanuel Macron. Tous avaient conscience que leur dynamique serait de courte durée, tant la majorité relative décrochée est faible. Que, par conséquent, le chef de l'État ferait tout pour les prendre de court. Cela n'a pas manqué. Mercredi, il a considéré que *« personne »* n'avait gagné les élections, et a réclamé aux *« forces républicaines »* de *« bâtir un large rassemblement »*. Et le NFP, lui, ne s'était toujours pas mis d'accord… *« Si nous avions été en mesure de proposer un premier ministre lundi matin, il serait déjà installé à Matignon »*, déplore un socialiste.

Malgré l'injonction du chef de l'État, la gauche compte bien lui forcer la main et proposer le plus tôt possible son gouvernement quatre couleurs. Mais vendredi encore, ses représentants semblaient dans l'incapacité de s'entendre. *« On avance dans une atmosphère très constructive. C'est sérieux, c'est concentré. Tout le monde a envie d'aboutir »*, rassurait Marine Tondelier, la patronne des écologistes, vendredi matin sur BFMTV. Hors micro, le ton n'était pourtant pas le même. Les quatre forces de gauche ne parvenaient toujours pas à toper sur le nom d'un premier ministre.

Pour sortir de l'ornière, les communistes ont poussé une hypothèse inattendue, qui a fini par convaincre une partie des négociateurs. Et pourquoi pas Huguette Bello, présidente de La Réunion ? *« Elle connaît le Parlement, son autorité est respectée, elle est présidente d'une région qui traverse des difficultés fortes et les relève avec brio »*, a défendu le secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel, vendredi après-midi sur BFMTV, estimant que le président de la République ne pourrait pas *« balayer d'un revers de main cette proposition »*. Cette ancienne communiste, figure relativement confidentielle de la gauche, s'est rapprochée ces dernières années de LFI, jusqu'à figurer en dernière position sur la liste de Manon Aubry aux européennes. En 2021, Jean-Luc Mélenchon louait chez elle *« le meilleur de la créolisation française et de l'héritage du communisme dans la tradition des Français »*.

La proximité d'Huguette Bello avec l'Insoumis ne l'a pas empêchée d'être jusque-là plutôt consensuelle à gauche. *« Elle peut faire la synthèse : elle est à la fois proche de Fabien Roussel et de Jean-Luc Mélenchon, elle a des combats communs avec les socialistes, elle a jadis poussé la candidature de Ségolène Royal à la présidence de la République. Ça peut aider à faire consensus »*, indique la députée réunionnaise Karine Lebon. *« Elle était très surprise. Elle n'a pas décliné ni dit oui pour l'instant »*, poursuit cette élue, proche d'Huguette Bello. La proposition a été saluée par les Insoumis et les Verts, mais n'a pas remporté l'assentiment des socialistes, qui n'en démordaient pas. *« C'est une proposition sérieuse… pour des gens qui ne veulent pas gouverner »*, tranchait l'un d'entre eux.

Jeu de dupes

Le maire socialiste d'Alfortville, Luc Carvounas, a par ailleurs levé un lièvre en rappelant sur X qu'Huguette Bello *« n'a pas voté le mariage pour tous quand elle était députée »*. *« Je n'imagine pas le NFP valider cette candidature »*, conclut-il. Pour cause, la loi Taubira, votée sous François Hollande, constitue l'un des totems de la gauche. Ne pas l'avoir soutenue représentait, aux yeux de certains, une faute éliminatoire. *« Il faut raison garder. Elle a été la première à célébrer un mariage de deux femmes à la Réunion. Ce parallèle est grotesque »*, veut croire le sénateur communiste Ian Brossat.

Comme depuis le départ, les socialistes persistaient, mordicus, à avancer le nom d'Olivier Faure. *« Dans sa tête, il est déjà à Matignon »*, grince un Insoumis. Si Fabien Roussel a affirmé avoir soutenu cette piste, mélenchonistes et écologistes ont incité le PS à réfléchir à d'autres noms. Notamment à celui de Johanna Rolland, maire de Nantes et numéro deux d'Olivier Faure. Mais la proposition – refusée par l'intéressée – a rapidement été interprétée par les socialistes comme une tentative de déstabilisation de leur parti, unis derrière son chef comme rarement il l'a été.

Pour témoigner de leur bonne foi, Insoumis et écologistes ont eux-mêmes partagé une liste des quatre « premier-ministrables » de leur camp. Sauf que LFI n'a pu s'empêcher d'y consigner le nom de Jean-Luc Mélenchon, levant un vent d'indignation. Les socialistes l'ont perçu comme une nouvelle marque de provocation. *« Ils ne veulent pas gouverner. Ils préfèrent le chaos et l'opposition. C'est leur nature profonde. Désigner un socialiste à Matignon reviendrait pour les Insoumis à reconnaître une forme de leadership au PS »*, s'agaçait un cadre socialiste.

Les troupes d'Olivier Faure pressaient vendredi leurs alliés écologistes, qu'ils accusent de manquer de clarté et d'entretenir un jeu de dupes, d'enfin choisir. *« Ils doivent se positionner ! Si les écolos veulent un socialiste plutôt que Jean-Luc Mélenchon, qu'ils le disent »*, soufflait un cadre à la mi-journée. *« La seule chose que nous voulons, c'est que les négociations aboutissent au plus vite »*, répliquait un cadre écologiste. Le résultat est le même pour tous : au soir du cinquième jour de négociation, la gauche se révélait toujours incapable de s'accorder sur le nom d'un premier ministre. Au risque de faire douter sur la solidité de leur union, même si, assurent-ils tous, leur prétention à gouverner reste totale. ■

Marine Le Pen durcit son opposition contre le NFP

Paul Laubacher

Pour Marine Le Pen, la nouvelle donne à l'Assemblée nationale a changé. Il fallait donc faire évoluer la doctrine mariniste au lendemain des élections législatives anticipées qui ont vu l'élection d'un Hémicycle sans majorité claire, et au bord du blocage. Le Rassemblement national (RN) arrive certes en force au Palais Bourbon, avec 125 députés, mais très loin de ses ambitions originelles, qui étaient de conquérir le pouvoir et Matignon, et loin derrière l'union de la gauche sous les couleurs du Nouveau Front populaire (NFP) et de l'ex-majorité présidentielle.

Marine Le Pen, réélue logiquement présidente du groupe parlementaire du RN mercredi dernier, a profité d'une confusion interne au parti nationaliste sur la ligne à tenir face au NFP pour mettre les points sur les *« i »*. *« Le bourbier dans lequel nous a plongés Emmanuel Macron ne permet pas de connaître le futur gouvernement de la France »*, a-t-elle déclaré jeudi soir dans un message publié sur le réseau social X (ex-Twitter), avant d'annoncer solennellement : *« Mais il y a une chose qui est sûre : le groupe RN censurera tout gouvernement où des LFI et des écologistes auraient des responsabilités ministérielles. »*

Même son de cloche chez Jordan Bardella, président du parti à la flamme, avec un peu moins de précision. *« Contrairement à ce qui est annoncé par la presse, le RN censurerait immédiatement un gouvernement minoritaire du NFP, dont les mesures économiques, agricoles et migratoires plongeraient le pays dans le chaos »*, fait-il valoir lui aussi sur X. *« Il ne peut y avoir aucune complaisance avec l'extrême gauche »*, affirme-t-il.

Future confrontation

Le jeune patron du RN a beau blâmer *« la presse »*, la réaction des deux figures nationalistes est la conséquence avant tout d'un cafouillage interne. Le jour même, Renaud Labaye, secrétaire général du groupe parlementaire et bras droit de Marine Le Pen, expliquait une tout autre position vis-à-vis de la gauche. *« Par principe, on ne censure jamais pour censurer. Tout dépendra du gouvernement, du discours de politique générale ou des textes présentés »*, avait-il annoncé au *Figaro*. *« Nous ne faisons jamais de censure a priori. Si la gauche fait des mesures consensuelles que l'on peut voter, on ne la censurera pas. Puis, la temporalité est importante. Il y a des paramètres à prendre en compte comme la bonne tenue des Jeux olympiques »*, expliquait-il.

L'argumentation de Renaud Labaye reprenait les préceptes qui ont aiguillé le groupe RN pendant deux ans à l'Assemblée nationale, ceux d'une *« opposition constructive »*, capable de voter des textes du gouvernement, ou même d'un autre parti, *« s'ils vont dans le bon sens »*, et qui ne pratiquait pas l'obstruction parlementaire pour faire échouer un texte. Autrement dit : l'institutionnalisation du parti lepéniste. Cette attitude *« constructive »* a, par exemple, permis à la loi immigration, votée dans la douleur par le camp présidentiel, d'être adoptée grâce aux votes des élus maristes.

Les stratèges nationalistes avaient estimé que les Français, en accordant alors une majorité relative à Emmanuel Macron, donneraient le point au parti qui serait capable de jouer le jeu de cette nouvelle donne parlementaire. Deux ans et une dissolution plus tard, l'élection de 125 députés RN vient confirmer, selon eux, leur stratégie. *« Tout ce que l'on a gagné aux législatives vient en grande partie de notre travail dans l'Hémicycle, remarqué par nos électeurs, actuels et futurs »*, juge un député.

La déclaration de Marine Le Pen vient clarifier le rôle qu'entendent avoir ses élus dans cette nouvelle Assemblée nationale. L'« opposition constructive », qui portait sur des textes soumis à l'Hémicycle, a trouvé sa limite, selon l'ancienne candidate à la présidentielle : la constitution d'un gouvernement *« ultra-minoritaire »*, en l'occurrence du NFP, avec la participation de La France insoumise et des Écologistes.

Surtout, Marine Le Pen pose les bases de sa future confrontation avec *« l'extrême gauche »*, comme elle définit le mouvement de Jean-Luc Mélenchon, mais aussi celui de Marine Tondelier, avant une éventuelle seconde dissolution d'ici un an. Elle estime que la principale confrontation aura lieu entre deux blocs : le sien et celui incarné, pour l'instant, par le NFP. ■

Émotions, tensions et tractations : les coulisses d'une folle semaine à l'Assemblée nationale

Wally Bordas

Les 577 députés ont fait leur entrée au Palais Bourbon dans un contexte d'incertitude politique plus prononcé que jamais.

Il ne faut pas toujours se fier aux apparences. Ni aux grandes déclarations péremptoires assénées devant les caméras. Derrière la violence des attaques qui fusent, depuis lundi matin, entre les différents camps, les retrouvailles dans les couloirs du Palais Bourbon sont parfois bien plus chaleureuses. Il n'y a qu'à voir ces deux députés, l'un, macroniste de la première heure, et l'autre, écologiste convaincue, se tomber dans les bras, pris d'émotion et de soulagement, dans ce que l'on appelle le « périmètre sacré » de l'Assemblée. Ou encore, d'écouter, d'une oreille indiscrète, ces deux élus socialiste et Renaissance, qui ne s'étaient jamais adressé la parole auparavant, discuter amicalement d'un « *accord* » pour la présidence de la commission des finances, dans la cour d'honneur de la Chambre basse.

Après ces législatives anticipées, qui ont vu, plus que jamais, la classe politique française se déchirer dans une campagne express, le retour des députés à l'Assemblée se fait - pour l'instant - sans éclats de voix. « *L'ambiance est assez particulière, assez humaine. Il y a beaucoup d'embrassades avec les collègues de la coalition présidentielle. Beaucoup savent qu'ils doivent leur réélection au "front républicain"* », raconte l'écologiste Sandra Regol. Avant de reprendre : « *C'est étrange, c'est un peu : "Bienvenue dans le monde des Bisounours". Il y a beaucoup d'émotion. Ça tranche complètement avec le monde politique vu de l'extérieur.* »

Il faut dire que les députés n'ont pas forcément eu le temps de beaucoup se croiser, chacune des forces politiques ayant choisi un jour différent pour mettre en scène son retour. Lundi et mardi, les effusions de joie - souvent sincères, parfois surjouées - de la gauche. Ou plutôt, des gauches, qui, malgré leur union au sein du Nouveau Front populaire, sont arrivées séparément au Palais Bourbon. Mercredi, l'ovation de Marine Le Pen par ses 124 députés sur les escaliers de la cour d'honneur de l'Assemblée, suivie, quelques minutes plus tard, par l'arrivée groupée du nouveau patron de La Droite républicaine, Laurent Wauquiez accompagné d'une trentaine de députés LR. Plus discrètes, les allers et venues des macronistes, grands perdants de ces élections désormais minés par des querelles internes.

Et toujours, dans les yeux des parlementaires de chaque camp, cette même incertitude. Car, à dire vrai, si la gauche revendique la victoire, elle est consciente que sa majorité relative est très étriquée. Et si les troupes présidentielles semblent désespérément chercher une coalition pour garder la main, elles savent leurs tentatives très hypothétiques. « *Il n'y a pas de liesse particulière, personne n'a la victoire à la bouche. Il y a du trouble, de la confusion, de la gravité. Aucun député ne semble très victorieux. L'ambiance est déjà pesante, chacun s'évite. C'est une drôle de prérentrée* », résume la députée Horizons Naïma Moutchou.

> **« Entendre mes collègues crier victoire alors qu'ils savent très bien que sans coalition avec les macronistes, il n'y aura rien… C'est déprimant »**
> **Une députée de gauche**

Et, malgré certaines sympathiques scènes de retrouvailles, une vraie tension semble déjà s'installer entre une partie de la gauche et le Rassemblement national. Exemple en milieu de semaine : alors que Marine Le Pen et Jordan Bardella improvisent un point presse devant l'Assemblée, ce nouvel élu socialiste s'éloigne à leur vue, le regard noir. « *Je ne reste pas là, sinon…* », lâche-t-il dans sa barbe. Cette députée écologiste, elle, les évite soigneusement : « *Ces gens-là me font froid dans le dos. Ils sont encore plus nombreux qu'avant, j'angoisse déjà de les entendre tous s'applaudir dans l'Hémicycle.* »



JOEL SAGET/AFP

Alors qu'aucune majorité ne semble se dégager, l'élection du futur président de l'Assemblée nationale pourrait se jouer à la majorité relative, au troisième tour.

La gauche a pourtant d'autres problèmes à régler. Car pendant que les députés font leur retour à l'Assemblée, les chefs à plumes des différentes forces politiques du Nouveau Front populaire négocient dans des hôtels parisiens sur le futur gouvernement à soumettre au président de la République. Des pourparlers qui ne sont pas sans conséquences sur l'Assemblée, chaque camp étant suspendu à la nomination d'un potentiel nouveau premier ministre par Emmanuel Macron pour se positionner. Et faire campagne pour la répartition des postes clés du Palais Bourbon.

« *Ils font chier, on passe pour des cons depuis cinq jours et on donne le bâton à Macron pour se faire battre* », rouspète, jeudi soir, un conseiller parlementaire écologiste, auprès d'un néodéputé du même camp. Qui répond : « *Je sais, j'ai eu Marine* (Tondelier, patronne des écologistes, NDLR) *hier, ça coince encore et toujours. Y'en a marre qu'on soit la Suisse, il faut qu'elle prenne position entre Faure et Mélenchon !* » Des tractations « *affligeantes* », juge sévèrement une élue de gauche en fin de semaine. « *Je trouve tout ce spectacle ridicule. Entendre mes collègues crier victoire alors qu'ils savent très bien que sans coalition avec les macronistes, il n'y aura rien… C'est déprimant. Ils feraient mieux de tous aller faire un stage en Allemagne pour voir comment ça fonctionne* », tempête-t-elle. Avant d'avouer, quelques minutes plus tard : « *En même temps, ça va être dur de trouver des sujets qui aillent dans le sens des Français et sur lesquels on soit tous d'accord. Il va falloir être créatif.* »

Pendant ce temps, les macronistes se déchirent. Sonnés par la dissolution surprise et par le résultat des législatives, les survivants du camp présidentiel en veulent à la terre entière. Au président de la République, qui les a envoyés en campagne au pire moment. Mais aussi, aux ténors du mouvement, comme Gabriel Attal, Élisabeth Borne ou Gérald Darmanin, de s'être avancés dans des « *batailles d'ego* » dès le lendemain de la « *claque électorale* ». Un « *spectacle désastreux* », a tancé le président de la République, dans une réunion à l'Élysée en petit comité, vendredi. « *Ce spectacle, il ne le doit qu'à lui-même* », grince une macroniste, dégoûtée par une semaine sous haute tension.

La guerre des camps est déclarée. Celle des lignes, aussi. Sacha Houlié, figure de l'aile gauche, ne siégera pas au sein du groupe Renaissance. « *On revient décimés. La plupart d'entre nous sommes là grâce à la gauche qui s'est désistée pour nous sauver les fesses et on en est encore à chercher des alliances avec LR, qui n'existe plus* », peste un stratège du camp présidentiel entre deux couloirs. Depuis le début de la semaine, certains s'activent effectivement pour envoyer des signaux à la droite en vue de potentiels rapprochements.

> **« On revient décimés. La plupart d'entre nous sommes là grâce à la gauche qui s'est désistée pour nous sauver les fesses et on en est encore à chercher des alliances avec LR, qui n'existe plus »**
> **Un stratège du camp présidentiel**

Objectif : tenter une coalition en vue d'une majorité relative pour ne pas laisser le pouvoir à la gauche. « *Nous aurions dû le faire bien avant. Lors de la législature précédente, il y a eu un vrai rendez-vous manqué avec LR. Eux comme nous n'avons pas tiré toutes les conséquences d'une majorité relative* », juge le député Renaissance Mathieu Lefèvre qui multiplie les échanges, depuis le début de la semaine, avec des députés de droite.

Ces derniers ont d'ailleurs commencé à dessiner les contours d'un « pacte législatif » afin de « *travailler dans l'intérêt du pays* », dixit Laurent Wauquiez. « *Il faut que nous plaidions pour une grande coalition allant des socialistes à la droite républicaines* », plaide quant à lui un député LR qui a refusé de rejoindre le groupe désormais présidé par l'ancien président de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Autre enjeu d'importance : la semaine prochaine, les élections pour les différents postes à responsabilité auront lieu. Dans un contexte politique incertain où aucune majorité ne semble se dégager, l'élection du futur président de l'Assemblée nationale pourrait se jouer à la majorité relative, au troisième tour. Et ainsi revenir à un député qui ne sait pas encore s'il appartient à « la majorité » ou à « l'opposition », puisqu'il serait alors possible que le scrutin ait lieu avant la nomination d'un gouvernement.

La présidente sortante de l'institution, Yaël Braun-Pivet, a d'ores et déjà annoncé sa candidature. Et croit sincèrement en ses chances. Toute la semaine, la députée des Yvelines a consulté tous azimuts pour trouver des soutiens, au sein de l'ex-majorité macroniste mais aussi, dans les rangs de la droite. Elle aurait même eu, selon nos informations, plusieurs discussions avec son ancien vice-président, le député RN Sébastien Chenu, en vue d'une entente tacite le jour de l'élection. « *Le RN doit avoir sa place dans les instances de l'Assemblée, comme en 2022* », a d'ailleurs défendu en substance Yaël Braun-Pivet devant Emmanuel Macron à l'Élysée, vendredi.

Dans le camp macroniste, une autre prétendante pourrait tirer son épingle du jeu. Ancienne vice-présidente de l'Assemblée, la philippiste Naïma Moutchou pourrait également briguer le perchoir. « *Elle s'entend avec tout le monde, des députés LFI au RN. Elle ferait une très bonne présidente de l'Assemblée* », juge un député Renaissance.

Parmi les autres candidats officiels ou putatifs : Cyrielle Chatelain, patronne des écologistes à l'Assemblée, pourrait être la favorite de la gauche, en fonction de l'avancée des accords conclus entre les différentes forces du NFP. L'Insoumis Éric Coquerel, ex-président de la commission des finances, est également une piste évoquée. Tout comme l'ancien président de la République François Hollande, qui suscite tout de même une levée de boucliers chez les écologistes et les Insoumis. Le député Liot Charles de Courson, doyen de l'Assemblée en années de mandat, a également annoncé son intérêt dans les colonnes du *Parisien* afin de « *garantir l'indépendance du Parlement par rapport à l'exécutif* ». Tout comme la députée LR Annie Genevard, qui a déjà exercé le rôle de vice-présidente, de 2017 à 2022.

Du côté du Rassemblement national, Sébastien Chenu comme Hélène Laporte devraient également se porter candidats. Bruno Bilde, lui, se verrait bien devenir questeur. Mais leurs chances semblent compromises, après l'alliance anti-RN mise en place pour les législatives par toutes les autres forces politiques. « *Il serait incohérent de voter pour eux après avoir plaidé le "front républicain" il y a deux semaines* », estime un macroniste. Une position qui divise dans la majorité, certains plaidant pour reconduire les élus marinistes.

En attendant le jeudi 18 juillet, jour de cette élection, qui comportera donc de nombreuses inconnues, chacun fourbit ses armes dans les couloirs du Palais Bourbon. Les apartés se multiplient dans les salles de réunion et dans les cafés alentours. Et ils se poursuivront la semaine prochaine jusqu'à ce que la composition des différents groupes se dessine enfin. Et que les nombreuses tractations accouchent - ou pas - d'un accord entre différentes forces politiques. La suite ? Personne ne la connaît. Si beaucoup se hasardent à faire des conjectures, aucun élu ne semble à même de livrer un pronostic sur l'avenir. « *La vérité, c'est que personne ne sait rien. On est dans l'improvisation totale. La seule certitude, c'est que le président ne peut pas dissoudre l'Assemblée pendant au moins un an* », sourit un parlementaire de droite. Un député de gauche, lui, prédit : « *Si Emmanuel Macron ne nomme pas un gouvernement NFP, ça va être la guerre parlementaire. Ils nous accusent de bordéliser l'Assemblée depuis 2022, mais s'ils prennent cette décision, je peux vous dire qu'ils n'ont encore rien vu.* » ■

> **« La vérité, c'est que personne ne sait rien. On est dans l'improvisation totale. La seule certitude, c'est que le président ne peut pas dissoudre l'Assemblée pendant au moins un an »**
> **Un parlementaire de droite**

Entre Gabriel Attal et Gérald Darmanin, la macronie sombre dans le combat des chefs

Loris Boichot

Alors que son premier ministre prend la tête des élus Renaissance, le président fustige le « spectacle désastreux » des ambitions dans son camp.



Engagée loin des caméras, la confrontation entre Gabriel Attal et Gérald Darmanin *(ici, le 12 mars, à Paris)*, qui se rêvent l'un comme l'autre en héritiers d'Emmanuel Macron, a laissé des traces.

LUDOVIC MARIN/AFP

Emmanuel Macron rentre tout juste du sommet de l'Otan à Washington, ce vendredi matin, quand il réunit dans le salon Vert de l'Élysée les cadres de son parti, Renaissance. Il y a urgence à ressouder un camp en voie de dislocation, alors que la gauche revendique le pouvoir depuis le second tour des législatives anticipées, dimanche.

Autour de lui, le chef de l'État a convié son premier ministre, Gabriel Attal, sa prédécesseur, Élisabeth Borne, ses ministres Gérald Darmanin (Intérieur), Stéphane Séjourné (Affaires étrangères), Aurore Bergé (Égalité femmes-hommes), le député Sylvain Maillard, ainsi que la présidente sortante de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet.

Quelle date butoir fixer pour former la « *coalition* » entre « *forces républicaines* » qu'il a appelée de ses vœux, dans sa récente « lettre aux Français » ? Comment manœuvrer en vue de l'élection à la présidence du Palais Bourbon, prévue jeudi, que le président voit comme un « *premier vote de clarification* » ? La parole circule entre les convives.

Et puis il y a l'avenir du groupe Renaissance, passé de 170 députés à près d'une centaine. Gabriel Attal, seul en lice, doit être élu à sa tête samedi matin par vote électronique, au terme d'une semaine de tractations pendant lesquelles il s'est vu concurrencé par Gérald Darmanin et Élisabeth Borne.

À distance, Emmanuel Macron n'a rien raté de cette lutte d'influence entre rivaux. Devant eux, ce vendredi matin, il déplore un « *spectacle désastreux* ». Il les appelle à préférer « *la nation plutôt que les ambitions prématurées* » et insiste : « *On ne peut pas faire ce qu'on a reproché aux autres avant d'arriver au pouvoir.* » Le message est cinglant.

Engagée cette semaine loin des caméras, la bataille entre Gabriel Attal et Gérald Darmanin, qui se rêvent en héritiers d'Emmanuel Macron, a laissé des traces. Jusque sur les boucles de messagerie des députés Renaissance, vendredi matin. « *Nous avons frôlé la disparition* », leur a écrit le premier ministre, en leur promettant que « *l'unité* » sera sa « *seule boussole* ». Avec un nouveau nom de groupe proposé : « Ensemble pour la République ».

> **« On ne peut pas faire ce qu'on a reproché aux autres avant d'arriver au pouvoir »**
>
> **Emmanuel Macron** Vendredi

Peu après, son ministre de l'Intérieur tient à marquer sa différence, dans un message envoyé à son tour : « *L'unité de notre groupe est très importante, mais l'unité (comme la vie de couple) ne se décrète pas : elle se construit chaque jour.* » Il juge que l'élection de Gabriel Attal ne règle ni « *la ligne politique* » ni « *le fonctionnement* » du parti Renaissance, qui doit fait son « *examen critique* ». Lors de la réunion organisée à l'Élysée, il évoque encore la cohésion du camp Macron : « *Il faut savoir si l'on veut vivre ensemble.* » Ambiance électrique.

Déçu de ne pas avoir pu se hisser à la tête du groupe parlementaire, malgré le soutien exprimé en coulisses par l'Élysée, Gérald Darmanin lorgne désormais la formation présidentielle. Son secrétaire général, Stéphane Séjourné, doit remettre son mandat en jeu lors d'un congrès attendu à l'automne. « *On a perdu, il faut un changement rapide à la tête du parti, jusqu'à son nom* », estime le député Mathieu Lefèvre, proche de Gérald Darmanin.

Le locataire de l'Hôtel de Beauvau et celui de l'Hôtel de Matignon ont déjà manifesté leur opposition lors de deux réunions tendues, mardi et mercredi. Sous les yeux des députés Renaissance, dans la salle Colbert du Palais Bourbon, le premier a indiqué exclure les écologistes d'une coalition, quand le second a défendu un large accord, des Républicains jusqu'à la gauche non Insoumise.

Tacticien, Gérald Darmanin a aussi échafaudé un plan pour éviter que la tête du groupe ne revienne à Gabriel Attal, et à lui seul. Il a défendu une direction collégiale associant, à ses côtés, Élisabeth Borne et Aurore Bergé. Une proposition lue en interne comme une stratégie « tout sauf Attal ».

Mais le chef du gouvernement et ses proches ont plaidé pour une désignation rapide. La sienne. « *Un chef, c'est fait pour cheffer* », a fait valoir mercredi le ministre Roland Lescure (Industrie), soutien de Gabriel Attal. Désormais à l'extérieur de Renaissance, le député Sacha Houlié voit dans ces luttes internes « *la suite logique du combat des chefs* ». « *On est 96 heures après la débâcle et ils se battent pour un gâteau périmé, c'est affligeant* », se lamente un pilier du parti macroniste.

Face à Gabriel Attal, qu'elle a vu jeudi à Matignon, Élisabeth Borne a aussi réfléchi à sa stratégie. En début de semaine, elle a discuté avec François Bayrou de l'opportunité de se rapprocher de ses députés du MoDem, avec d'autres élus. Tout comme elle a aussi testé, puis écarté, une candidature à la tête du groupe Renaissance.

L'élue du Calvados, comme Gérald Darmanin, a compris qu'ils ne pouvaient guère rivaliser avec le premier ministre. Improvisé chef de la campagne législative, populaire auprès des députés, Gabriel Attal se voit crédité d'avoir émis des consignes claires de désistement dans l'entre-deux-tours contre le Rassemblement national (RN).

De nombreux parlementaires estiment qu'ils l'ont aidé à survivre à la dissolution. Une décision en faveur de laquelle a plaidé le ministre de l'Intérieur, à l'inverse, auprès d'Emmanuel Macron. Longtemps jugé proche du chef de l'État, avec lequel il entretient des relations délétères depuis son annonce surprise, Gabriel Attal apparaît désormais comme l'un de ceux qui s'en distinguent le plus. Un retournement.

Pour pouvoir mener à bien ses nouvelles ambitions, bientôt entouré de cinq vice-présidents élus, il a examiné le calendrier. La démission de son gouvernement, qu'il a présentée dès lundi 8 juillet au chef de l'État, pourrait être acceptée mardi 16 juillet. Cela lui permettrait, ainsi qu'aux 17 autres ministres élus, de siéger dès le début de la législature, deux jours plus tard, et de participer au vote de la présidence de l'Assemblée nationale. Emmanuel Macron l'a prévenu, vendredi, à l'Élysée, dans une nouvelle mise en garde : il « *a la responsabilité de réussir ces élections internes* ». ■



CONTRE-POINT

PAR **GUILLAUME TABARD**

« Toute maison divisée contre elle-même périra »

Ce n'est pas parce qu'on a perdu qu'il ne faut pas se diviser et se déchirer en place publique. La famille macroniste, si tant est qu'on puisse l'appeler encore ainsi, en apporte une nouvelle illustration. Emmanuel Macron peut leur faire la leçon et déplorer « *le spectacle désastreux* » offert par les siens, c'est sa dissolution et sa manière de la gérer qui a libéré les forces au sein de l'alliance Ensemble qui n'a jamais si mal porté son nom.

En prévenant d'emblée que l'élection de Gabriel Attal à la présidence du groupe Renaissance ne réglerait « *ni la ligne politique ni le fonctionnement du parti* » qui, il est vrai, est resté aux abonnés absents durant les deux campagnes européenne et législative, Gérald Darmanin a montré qu'il n'entendait nullement reconnaître le leadership de celui qui est encore son premier ministre. La redéfinition politique autant qu'idéologique du « bloc central » est évidemment un des enjeux de la période qui conduira jusqu'à la prochaine présidentielle, quelle qu'en soit la date. Mais dans les jours, et même les heures qui viennent, la seule question est de savoir s'il est possible d'empêcher de confier les clés de Matignon au Nouveau Front populaire.



Déjà, sur le papier, une entente a minima entre Ensemble et Les Républicains n'a rien d'évident. Au sein de cet arc alternatif, tout le monde n'est pas d'accord entre les partisans d'un « *pacte législatif* » (scénario Wauquiez), ceux d'un gouvernement à direction LR (version Bertrand) ou ceux d'une alliance incluant aussi des sociaux-démocrates (hypothèse Bayrou). Dans le cercle plus restreint d'Ensemble, à savoir la majorité sortante Renaissance-MoDem-Horizons, le chacun pour soi s'est installé. Édouard Philippe s'est définitivement affranchi du chef de l'État qui lui a donné sa chance à Matignon. Et au sein même de Renaissance, le parti présidentiel, les querelles personnelles (Attal, Darmanin, Borne) s'ajoutent aux tentations séparatistes (que fera un Sacha Houlié, président sortant de la commission des lois ?). La candidature unique du premier ministre à la présidence du groupe n'est donc pas le signe d'une unité préservée, mais d'une rivalité différée.

Alors que la gauche fait bloc, quelles que soient les arrière-pensées de chacun, le centre et la droite s'abandonnent aux délices suicidaires des rejets mutuels. Il y a meilleur moyen de conjurer l'arrivée à la tête du gouvernement de la gauche la plus radicale qu'on ait connue depuis longtemps. Le paradoxe est que les tractations entre Insoumis, communistes, écologistes et socialistes prouvent que ce camp n'a rien à envier aux autres en matière de fractures idéologiques et de détestations personnelles. Mais ils ont pour eux l'effet d'affichage de la coalition arrivée en tête. La majorité sortante, si elle voulait participer à une offre alternative, se devait de compenser par un surcroît d'élan unitaire. Elle a choisi de prendre le chemin inverse. Oubliant la mise en garde évangélique : « *Toute maison divisée contre elle-même périra.* » Mais on le vérifie une fois encore : la défaite n'est jamais bonne conseillère. ■

Bruno Le Maire, les derniers jours d'un septennat à Bercy

Bertille Bayart

L'indéboulonnable ministre de l'Économie s'apprête à tourner la page du gouvernement, mais pas de la politique.

« *Sur la côte basque, le brouillarta est un phénomène climatique singulier ; en faisant tomber d'un coup une masse d'air chaud sur l'océan, il déchaîne des vents violents, creuse en mer des vagues de plusieurs mètres de hauteur, soulève sur les plages des tempêtes de sable inattendues.* » Le brouillarta que Bruno Le Maire décrit ainsi en introduction de son dernier livre, *La Voie française* (Flammarion), s'est abattu sur le paysage politique français le 9 juin à 21 heures, à l'initiative du président de la République.

Depuis ce jour de dissolution, c'est écrit : pour Bruno Le Maire, cette fois, Bercy, c'est fini. Le septennat du ministre de l'Économie et des Finances d'Emmanuel Macron, détenteur du titre de la longévité à ce poste de la Vᵉ République, s'achèvera dès qu'un nouveau gouvernement aura été formé. Dans les bureaux de son cabinet, on commence à faire les cartons. Les sacs-poubelles emportent les souvenirs inutiles. Mercredi soir, le ministre a réuni une dernière fois ses directeurs d'administration centrale. Le paquebot de Bercy avait perdu l'habitude de l'alternance. Ces jours-ci, bringuebalé de l'hypothèse d'un gouvernement RN à la possibilité d'un gouvernement Nouveau Front populaire, en passant par l'ingouvernabilité, il tangue, comme le pays. Au sixième étage, le ministre contemplait le désastre, soufflé par une campagne dominée par les populismes, marquée par « *une déréalisation complète du débat public* », aux conséquences vertigineuses.

Comme beaucoup de ses collègues d'un gouvernement bientôt démissionnaire, mais pas encore remplacé, Bruno Le Maire espère que cette période de fonction sans pouvoir, d'entre chien et loup politique et institutionnel, ne s'éternisera pas trop. « *Je suis encore ministre et je le serai jusqu'à la dernière minute de la dernière heure de mes fonctions* », assure-t-il. Mais chacune de ces minutes est amère. La comédie du pouvoir bascule du jouissif au pénible au moment où celui-ci s'achève. Les appels dont le but est de décrocher une ultime décision, ou une Légion d'honneur in extremis, sont probablement les pires.



Bruno Le Maire, le 1er juillet, dans son bureau, au ministère de l'Économie et des Finances, à Paris.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

« Je suis encore ministre et je le serai jusqu'à la dernière minute de la dernière heure de mes fonctions »

Bruno Le Maire

Le Maire n'a plus qu'une envie : partir chez lui, à Saint-Pée-sur-Nivelle, dans le Pays basque, avec les *Pensées*, de Pascal, sous le bras pour les relire une dixième fois. Quitter Paris et son atmosphère politique « *toxique* » pour quelques jours, quelques semaines. Retrouver pour un temps le silence. « *Il faut parfois accepter de se taire. On peut mener des combats hors de l'Assemblée. Les gens ont besoin de silence. Tout le monde devient inaudible dans ce vacarme* », dit-il. Et puis, c'est long, sept ans. « *Une épreuve, y compris physique*, décrit Bruno Le Maire. *Mais aussi un honneur.* » Il a fait le compte : 350 conseils des ministres, une vingtaine de G7 Finances, quatorze G20 Finances, sept G7 aux côtés du président et autant d'assemblées du FMI. Des allers-retours innombrables à Bruxelles, Berlin, Washington et ailleurs. Le normalien-diplomate a certes voulu Bercy – il l'avait déjà espéré en 2011 avant que François Baroin ne s'y impose sous son nez. Il a aimé Bercy, probablement le seul ministère qui n'enferme pas son locataire dans un écosystème étroit. Un jour, il faudra qu'il croque dans un livre la galerie de portraits de ceux qu'il y a côtoyés, ministres étrangers ou patrons du CAC 40. Il a aimé la puissance projetée par ce ministère, dans lequel il a progressivement agrégé sous sa seule autorité de plus en plus de compétences : comptes publics, numérique, PME, industrie, énergie. « *Ça fait vingt-deux ans que je suis engagé en politique* », dit celui qui est entré dans la machine gouvernementale au cabinet de Dominique de Villepin et a été trois fois élu député de l'Eure (en 2007, 2012 et 2017). « *Cela me fera beaucoup de bien de prendre un peu de distance.* »

Le futur ex-ministre de l'Économie sait déjà ce qu'il fera ensuite. Il écrira, bien sûr, lui qui se définit d'abord comme un écrivain. Sur quoi ? On verra. « *Les livres s'imposent à moi* », dit-il. Et, à partir du 15 septembre, il enseignera. Ce devrait être officiel pendant l'été, dès que son bail à Bercy aura été effectivement résilié. Bruno Le Maire, qui en fait à juste titre un motif de fierté, a démissionné de la fonction publique. Et il n'a plus de mandat électif. Or il faut bien gagner sa vie.

Jeudi, le ministre a rangé sa chambre. Il a envoyé aux ministères leurs nouveaux plafonds de dépenses 2024, calculés pour porter à 25 milliards d'euros l'effort d'économies et respecter l'engagement de contenir à 5,1 % du PIB le déficit public cette année. Libre au prochain gouvernement de faire autrement. Il a aussi fait publier un audit demandé le 17 juin à l'Inspection générale des finances, qui fait la photographie de l'état, à date, des comptes publics et de l'économie du pays. Ainsi qu'un rapport sur les raisons de l'erreur à 0,6 point de PIB, qui a conduit le déficit à atteindre 5,5 % et non 4,9 % l'an dernier. La faute à une faible élasticité des recettes fiscales, inédite depuis 1991. Documents techniques, enjeu très politique. Bruno Le Maire soigne son bilan. Pas question pour lui de se faire refiler le mistigri de la responsabilité du désastre qui vient de frapper la macronie.

La dissolution n'est pas de son fait. Il n'a pas été consulté. Ni écouté quand il a dit, à l'Élysée, le dimanche 9 juin, qu'une dissolution de convenance serait le plus sûr chemin vers la crise de régime. Un mois plus tard, il réfute toujours l'argument qui le concerne le plus directement : la certitude d'une motion de censure lors du vote du prochain budget, qui aurait de toute façon fait sauter le gouvernement Attal. Le locataire de Bercy n'y croit pas. « *La chute du gouvernement n'était pas écrite, il y avait une voie de passage* », répète-t-il. À ses yeux, les députés LR auraient renoncé à appuyer sur le bouton, surtout si l'exécutif avait fait gré à leur exigence d'indexation des retraites – du reste confirmée depuis. Allez savoir ! Ces raisonnements font partie de ce grand jeu des uchronies qui tient éveillé la nuit depuis un mois un camp présidentiel complètement déboussolé.

« Il faut parfois accepter de se taire. (…) Les gens ont besoin de silence. Tout le monde devient inaudible dans ce vacarme »

Bruno Le Maire

Plus fondamentalement, Bruno Le Maire tente de contrer l'idée qui s'est installée de la perte de contrôle sur les finances publiques. Malgré les chiffres qui donnent à la France le bonnet d'âne de la classe des grands pays européens : le déficit donc, et la dette de 3100 milliards d'euros. Le ministre tente de recalculer son bilan. Le chiffre de « *1000 milliards de dette en plus* » en sept ans ne veut rien dire, martèle-t-il. Il faut le rapporter au PIB. Soit 13 points de plus, ou encore 350 milliards d'euros, selon lui essentiellement imputables aux crises du Covid et de l'inflation. Pas de regrets : « *Le coût a été élevé, mais il était nécessaire pour épargner aux Français des conséquences économiques et sociales bien plus graves encore sur l'emploi, l'activité, la croissance et, au bout du compte, sur les finances publiques* », écrivait-il cette semaine dans une tribune publiée dans nos colonnes. Avant que son septennat ne soit percuté par ces crises hors norme, la France était sortie de la procédure communautaire pour déficits excessifs et le déficit avait été ramené sous les 3 %.

Mais, quoi qu'il en dise, cette dette record risque d'être son sparadrap. Le septennat Macron-Le Maire aura été une variante de *Sept ans de réflexion*, avec la politique du chèque dans le rôle de Marilyn Monroe et de la tentation irrésistible. Sauf si le temps fait son œuvre. Et si la mémoire rétinienne de l'opinion retient les alertes du ministre ces derniers mois, conjurant la majorité et l'opposition de trouver des pistes d'économies, lançant des idées d'économies – filière seniors des retraites par exemple – comme autant de ballons d'essai. Le ministre a soigneusement consigné dans une pochette chacune de ses notes transmises depuis août 2023 au président dans ce sens. Emmanuel Macron n'a pas voulu les saisir. Il a continué à miser sur la croissance et le taux d'emploi pour soigner les comptes, alors que Bruno Le Maire pensait qu'il fallait y ajouter une couche d'économies structurelles. Là était leur différend depuis l'élection de 2022.

Bruno Le Maire aurait peut-être mieux fait de partir plus tôt. La question s'est posée plusieurs fois depuis 2022. Son entourage l'y a très vivement encouragé début 2024, au moment du remaniement qui a conduit Gabriel Attal à Matignon. Il a voulu rester. À défaut de bons comptes, peut-être le ministre espérait-il, une fois la vague inflationniste passée, recueillir pleinement les fruits de la politique de l'offre, de stabilité fiscale et de soutien aux entreprises, menée depuis sept ans avec constance. Celle-ci, estime-t-il, a constitué « *un changement de politique économique aussi radical que celui opéré en France en 1981* ». La baisse du chômage et l'attractivité enfin retrouvée du pays sur la carte du monde sont des acquis, et ses trophées. Le succès du plan épargne-retraite, qui a séduit 11 millions de Français, aussi. « *L'enjeu, c'est la transformation du modèle économique de la France : nous devons redevenir un pays de production. Nous devons soutenir l'industrie et l'innovation. Nous devons améliorer notre prospérité. Cela prendra dix ans, peut-être vingt ans, mais la trajectoire pendant sept ans a été rectiligne. Les finances publiques, ce n'est que le moyen* », affirme-t-il.

« L'enjeu, c'est la transformation du modèle économique de la France : nous devons redevenir un pays de production »

Bruno Le Maire

Ce bilan est bon. Il se laisse même parfois aller à le qualifier d' « *exceptionnel* », fidèle à l'air satisfait que ses adversaires et interlocuteurs lui reprochent si volontiers. Mais il y a belle lurette qu'on sait que la célèbre maxime d'un conseiller de Bill Clinton, « *It's the economy, stupid !* », est fausse. On ne gagne pas d'élections sur un bilan économique. Ce qui n'empêche pas le ministre de ressentir déjà le sentiment d'un immense gâchis, de désespérer du virage politique qui s'annonce, peut-être de la catastrophe, si le Nouveau Front populaire parvient à s'imposer au pouvoir. « *Un naufrage économique et financier* » en puissance.

Raison de plus pour reprendre sa liberté, après sept années de loyauté impeccable en public à Emmanuel Macron. Venu de la droite avant le premier tour de la présidentielle de 2017, Le Maire n'a jamais été de la famille des macronistes pur jus, souvent élevés dans les rangs de la social-démocratie de gauche. Demain, pourtant, peut-être sera-t-il de ceux qui les derniers chercheront à convaincre le chef de l'État de ne pas démissionner quand la pression politique sera tout entière dirigée dans ce sens. « *Il faudra faire bloc derrière le président de la République* », dit-il. Ultime paradoxe.

Depuis ses 2,4 % à la primaire de la droite de 2016, qu'il a appris à tourner en autodérision, la carapace s'est épaissie. En sept ans, Bruno Le Maire a appris à parler plus fort. « *Il ne faut pas être bon garçon. Il faut être moins propre sur soi* », disait-il en avril. Il n'y aura pas d'héritier du macronisme qui vient de se saborder, mais une foire d'empoigne qui a probablement commencé dimanche dernier. Car il y a une force centrale dont le socle électoral est solide, un dépassement à reconstruire.

« *Il faut refonder une idéologie*, estime-t-il aujourd'hui. *Les autres, on sait ce qu'on achète* », la justice avec la gauche, la lutte contre l'immigration avec le Rassemblement national. « *Mais, nous, qu'est-ce qui nous définit ?* » Bruno Le Maire veut prendre le temps d'y réfléchir. Repenser les exigences d'écologie et de sécurité, le capitalisme, les institutions. Il a posé des premiers jalons, avec son idée d'un « *État protecteur* » plutôt que providence, avancée au printemps. Après Bercy, il sera temps pour lui de rencontrer, de dialoguer, de se poser, de comprendre, de penser un pays qui s'est « *structuré depuis 400 ans comme un État-nation, mais où l'État, ses services publics, son autorité, son école, et la nation, avec la montée du communautarisme et de l'individualisme, sont considérablement affaiblis* ». Bref, Bruno Le Maire n'envisage pas un instant de quitter la politique. Il prend un peu de champ, c'est tout. Avant de revenir, « *et pas pour jouer les seconds rôles* ». Une autre version du « *pas seulement en se rasant* » de Nicolas Sarkozy. Permanence de la politique française, même dans le chaos du moment : c'est toujours l'élection présidentielle qui les fait courir. ■

Joe Biden tient bon, sans dissiper les inquiétudes des démocrates

Adrien Jaulmes Correspondant à Washington

Malgré quelques lapsus, le président est apparu en meilleure forme à sa conférence de presse, jeudi, que lors de son débat contre Trump.

Joe Biden est parvenu à donner une conférence de presse cohérente, mais sans dissiper les doutes sur son état physique. Pendant près d'une heure jeudi soir, le président américain a réussi à répondre en direct aux questions des journalistes à la fin du sommet de l'Otan. Sa première apparition en direct et sans prompteur depuis son débat catastrophique avec Trump il y a quinze jours a été attentivement scrutée. Mais quelques lapsus malheureux, comme lorsqu'il a confondu le nom de sa vice-présidente, Kamala Harris, avec celui de Donald Trump, après avoir peu de temps auparavant appelé Vladimir Poutine le président ukrainien Volodymyr Zelensky, ont terni sa performance.

Ces bourdes auraient été qualifiées de gaffes voici encore quelques semaines, Biden étant connu pour mélanger fréquemment les mots. Mais depuis son apparition télévisée face à Trump le 27 juin dernier, les questions sur son état physique et mental ont plongé le Parti démocrate dans une crise de confiance majeure.

La conférence de presse programmée à la fin du sommet de l'Otan est devenue la plus attendue de sa carrière. Le président n'avait pas droit à l'erreur. S'il est apparu plus à l'aise que lors du débat, répondant à des questions multiples sur divers dossiers de politique étrangère, son élocution s'est ralentie à la fin de son intervention. Et surtout, son insistance à *«terminer le travail»*, assurant qu'il *«passe des tests neurologiques tous les jours»* en prenant les décisions qui incombent à sa fonction, n'a pas rassuré. Comme s'il niait l'ampleur du malaise suscité dans son camp par son déclin physique, Biden a continué à attribuer à la fatigue ou au décalage horaire sa prestation face à Trump. Il a reconnu tout au plus qu'il avait commis une *«erreur stupide»* en ne se reposant pas plus. *«J'aime beaucoup mes collaborateurs, mais ils n'arrêtent pas de me remplir mon emploi du temps»*; il *«est plus chargé que celui de Trump»*, *«qui ne fait que jouer au golf»*.

Aucune de ces explications n'a convaincu. L'air hagard de Biden le soir du débat, son élocution presque inaudible, la confusion de ses réponses, évoquaient plus la fragilité d'un vieillard rattrapé par l'âge que les symptômes d'un refroidissement. *«J'ai passé trois examens avec un neurologue… on m'a dit que j'étais en très bonne forme»*, a insisté Biden.

Et surtout, il a répété son intention de continuer sa campagne envers et contre tout. *«Je crois que je suis le plus qualifié pour gouverner, et je pense que je suis le plus qualifié pour gagner»*, a insisté le président *«Je l'ai battu une fois et je le battrai encore»*, a-t-il dit en évoquant Trump. Biden a reconnu que d'autres candidats démocrates pourraient aussi le vaincre, *«mais il faudrait tout recommencer à zéro… et notamment avec l'argent collecté»*.

Kamala Harris, une possible alternative

À la question de savoir pourquoi il avait décidé de se représenter, après avoir laissé entendre en 2020 qu'il n'était là que pour passer le relais à une nouvelle génération, Biden a invoqué la gravité de la situation dont il a hérité en termes d'économie, de politique étrangère et de divisions internes. *«La plupart des historiens me créditent d'avoir accompli plus que n'importe quel autre président depuis Lyndon Johnson et peut-être même avant. Ce dont je me suis rendu compte, c'est que le temps que j'ai passé au Sénat m'a permis d'acquérir une certaine expérience dans la manière de traiter avec le Congrès pour faire avancer les choses. Personne ne pensait qu'il serait possible de faire adopter ces textes législatifs les plus importants. Et je veux aller jusqu'au bout.»*

Il a aussi salué les capacités de Kamala Harris, à présent considérée de plus en plus ouvertement dans les médias comme une possible alternative s'il venait à renoncer à sa candidature. *«C'est une personnalité de première classe. Je ne l'aurais pas choisie si je n'avais pas pensé qu'elle était qualifiée pour être présidente»*, a-t-il dit.

Mais son bilan n'est pas la question qui préoccupe les démocrates, qui doutent plutôt de ses capacités à vaincre Trump, sans même parler d'exercer un second mandat. Tous les sondages indiquent qu'une majorité de l'électorat considère qu'il est trop vieux pour occuper son poste quatre années supplémentaires. Biden a mis en doute la validité des chiffres. *«Quelle est la précision des sondages aujourd'hui ? Ils sont de toute façon prématurés parce que la campagne ne commence vraiment que fin septembre… Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Je vais donc continuer à avancer, continuer à avancer. Et parce que j'ai encore du travail à faire.»*

Cette conférence de presse aurait été considérée voici encore un mois comme une prestation acceptable pour Biden. Sans être catastrophique, elle prolonge la crise plus qu'elle ne la résout. Répondre à quelques questions non préparées n'est pas non plus un exploit, et la prestation de Biden, quinze jours après un débat qui a profondément sapé la confiance de larges pans du Parti démocrate dans son candidat, arrive trop tard pour enrayer les défections qui se multiplient dorénavant à un rythme alarmant.

Au cours des derniers jours, une quinzaine d'élus démocrates ont publiquement appelé Biden à abandonner sa candidature. Mercredi, le premier sénateur, Peter Welch, élu du Vermont, s'est joint aux représentants. *«Nous ne pouvons pas ignorer la performance désastreuse du président Biden lors du débat»*, a-t-il écrit.

La lettre ouverte de George Clooney, parue mercredi dans le *New York Times*, où l'acteur affirme qu'il *«aime Joe Biden, mais qu'il faut un autre candidat»* démocrate, a aussi été dévastatrice. L'acteur avait organisé le mois dernier un gala de levée de fonds en l'honneur de Joe Biden, où était présent le Tout-Hollywood, et il a expliqué que le président diminué que tout le monde a vu pendant le débat était bien le même vieil homme qu'il avait vu pendant cet événement. *«La seule bataille qu'il ne peut pas gagner est la lutte contre le temps»*, a écrit l'acteur, soutien du Parti démocrate.

D'après les médias américains, Obama avait eu connaissance de cette tribune, et ne se serait pas opposé à sa publication. L'ancien président s'entretient régulièrement avec Nancy Pelosi, ex-présidente démocrate de la Chambre, pour chercher un moyen de résoudre la crise. Alors que Biden a opposé en début de semaine une fin de non-recevoir aux demandes des démocrates d'abandonner la course, Pelosi a fait depuis une remarque ambiguë laissant entendre qu'il pouvait encore décider autrement.

À court terme, le temps joue pourtant à présent en faveur de Biden. S'il reste techniquement quarante jours avant le début officiel de la convention démocrate, à la mi-août, Biden pourrait être officiellement investi comme candidat avant cette date, mettant ainsi son parti devant le fait accompli. Mais le président, physiquement diminué, devra relever face à Trump des défis plus difficiles que de tenir une conférence de presse. ■



«Je crois que je suis le plus qualifié pour gouverner, et je pense que je suis le plus qualifié pour gagner», a déclaré Joe Biden, lors de sa conférence de presse, jeudi, à Washington. YVES HERMAN / REUTERS

Présidentielle en Algérie : Abdelmadjid Tebboune sans surprise

Adam Arroudj Alger

Le président sortant a annoncé qu'il briguera bien un second mandat à l'élection anticipée qu'il a lui-même fixée au 7 septembre prochain.

«Je propose qu'il soit nommé directement président, comme ça, on n'en parle plus et on passe un été tranquille.» Écrasé par la chaleur dans les embouteillages algérois et exaspéré par la fermeture intempestive des routes au moindre passage du convoi présidentiel, Karim, 35 ans, cadre commercial, reste indifférent à l'annonce du président Abdelmadjid Tebboune.

Ce jeudi 11 juillet, dans une interview vidéo postée sur la page Facebook de la présidence algérienne, le chef de l'État explique, avec une grande décontraction, selon un scénario classique, qu'*«en réponse aux souhaits de nombreuses organisations politiques et non politiques, et de jeunes»*, il compte briguer un second mandat le 7 septembre, *«comme le permet la Constitution»*.

Pendant ce temps, les chaînes de télévision privées retransmettaient en direct, du siège de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), le chargement dans un fourgon des formulaires pour la collecte de 600 signatures d'élus ou 50 000 signatures d'électeurs inscrits sur les listes, nécessaires à la validation de toute candidature.

Abdelmadjid Tebboune, 78 ans, avait annoncé en mars une présidentielle anticipée, laissant planer peu de doutes sur ses intentions. Une semaine plus tard, le chef de l'État avait justifié cette décision par des raisons *«purement techniques»*. Alors que *«décembre n'est pas la date officielle à laquelle nous organisons habituellement les élections en Algérie»*, septembre est, en revanche, *«le moment propice pour la tenue de ce rendez-vous électoral, car il coïncide avec la fin des vacances d'été et le début de la rentrée sociale pour de nombreux Algériens, à l'intérieur et à l'extérieur, qui pourront ainsi exprimer leur voix»*. Face aux spéculations sur des tensions internes au système, il avait répondu : *«Le reste n'est que philosophie et conjectures.»*

L'annonce de sa candidature intervient au lendemain d'une visite d'une journée en Kabylie. Alors que depuis cinq ans, le chef de l'État a peu parcouru l'intérieur du pays, cette sortie revêt un caractère très symbolique, la région étant réputée comme réfractaire au système. Les dizaines de vidéos publiées sur TikTok montrant le président en train d'arpenter les rues de Tizi-Ouzou, chef-lieu de la wilaya (préfecture) du même nom, et de poser aux côtés de fillettes en tenue traditionnelle, sont un message envoyé aux quelques indépendantistes du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK), groupuscule en exil considéré comme terroriste par les autorités.

> **«L'élection présidentielle est convoquée alors qu'aucun débat sérieux sur l'avenir du pays n'a été tenu»**
> **Soufiane Djilali** Président du parti d'opposition Jil Jadid

L'enjeu pour Abdelmadjid Tebboune, élu en 2019 avec 58,13 % des suffrages mais seulement 39,88 % de participation, sur les ruines du système Bouteflika déchu par le soulèvement populaire du Hirak, sera de mobiliser davantage les Algériens et d'obtenir un meilleur score pour valider un bilan qu'il estime positif et que peu de voix critiques osent remettre en question. En revanche, les médias officiels et privés, ainsi que ses alliés politiques, se sont mobilisés pour mettre en avant les *«réalisations»* de *«l'Algérie nouvelle»* du président.

«Il est de notoriété publique que les recettes de l'État ont augmenté, que la saignée du Trésor relève du passé et que l'Algérie a récupéré les fonds dilapidés qu'elle pouvait récupérer, estimés en milliards de dollars. Le citoyen algérien aujourd'hui jouit de tous ses droits et accomplit ses devoirs», a-t-il résumé ce jeudi. *«Toutes les victoires obtenues sont les victoires du peuple algérien, et non les miennes.»*

Selon l'Anie, 34 postulants à la candidature ont jusqu'à maintenant retiré les formulaires de souscription. Peu resteront en course. Un ou deux candidats islamistes, celui du Front des forces socialistes (FFS, parti historique d'opposition), et sans doute deux femmes : Louisa Hanoune, 70 ans, secrétaire générale du Parti des travailleurs (trotskiste), figure de la vie politique algérienne, passée par la case prison pendant le Hirak, ou encore Zoubida Assoul, 68 ans, présidente du parti d'opposition Union pour le changement et le progrès (UCP), ex-magistrate et figure du Hirak.

Soufiane Djilali, du parti Jil Jadid (Nouvelle Génération, opposition), a annoncé qu'il ne participerait pas à ce scrutin. *«L'élection présidentielle est convoquée alors qu'aucun débat sérieux sur l'avenir du pays n'a été tenu»*, a-t-il regretté, en estimant que *«les conditions politiques réunies pour une compétition valide»* n'étaient pas réunies. ■

Comment Kiev lutte contre le détournement des armes occidentales

Margaux Benn

Un rapport contredit la thèse du Kremlin, selon laquelle l'aide militaire à l'Ukraine est dérobée par des groupes criminels.



Un soldat ukrainien manipule un lance-grenades automatique MK19 de fabrication américaine, lors d'un exercice de tir, près de Kiev, en septembre 2023.

C'est une crainte – légitime – des États donateurs d'armes à l'Ukraine : que le matériel acheminé dans ce pays, l'un des plus corrompus au monde depuis bien avant le début de la guerre, termine sa course sur le marché noir plutôt que sur le front. Pourtant, deux ans et demi après le début de « l'invasion de grande ampleur » lancée par Moscou en février 2022, il n'en est rien, selon le dernier rapport de l'ONG suisse Global Initiative against Transnational Organized Crime (GI-TOC).

La guerre entre la Russie et l'Ukraine a, comme tous les conflits, entraîné une prolifération d'armes illégales sur le territoire ukrainien. Toutefois, il s'agit plutôt d'armes soviétiques (1 à 5 millions selon les chiffres officiels ukrainiens), égarées par des soldats russes, et récupérées sur le champ de bataille par des civils ou des militaires. Les auteurs du rapport, qui ont interrogé des membres de groupes criminels ukrainiens, des experts européens et effectué une veille des annonces parues sur le « dark web », n'ont trouvé aucune preuve de détournement – autre qu'anecdotique – d'armes livrées par les Occidentaux depuis 2022, et encore moins de leur commerce à l'extérieur de l'Ukraine. En bref : les armes livrées à Kiev servent bien à contrer l'invasion russe, et ne se retrouvent pas entre les mains des gangsters européens.

Selon le rapport, la plupart des rares armes occidentales ayant disparu ont été récupérées sur le champ de bataille par des soldats russes. *« Si un jour on les retrouve sur le marché noir en Europe de l'Ouest, Moscou aura tôt fait d'accuser les Ukrainiens d'armer les gangsters français ou italiens, alors que statistiquement, il est beaucoup plus probable que ces armes aient été récupérées, puis revendues par des Russes »*, prédit Fedir Sydoruk, l'un des auteurs du rapport.

Déjà, Moscou dissémine des fake news pour alimenter les craintes des pays donateurs sur les risques de diversion des flux d'armes et d'équipements alloués à Kiev. En octobre 2023, par exemple, le diplomate russe Dmitry Polyansky avait publiquement assuré auprès du Conseil de sécurité des Nations unies que 20 % des armes livrées à Kiev par ses alliés occidentaux terminaient leur route sur le marché noir, vendues à des terroristes et à des groupes rebelles. Un chiffre démenti par toutes les études impartiales effectuées sur le sujet.

Plusieurs facteurs expliquent le faible taux de diversion des armes livrées à Kiev. Tout d'abord, les autorités ukrainiennes ont mis en place un registre des armes à feu en circulation sur le territoire, et imposé l'enregistrement obligatoire des armes récupérées ou données à des soldats sur le champ de bataille. Le gouvernement a également renforcé la surveillance de toutes les armes perdues et volées en Ukraine, dont le nombre est passé d'environ 400 000 avant l'invasion de février 2022 à près de 600 000 aujourd'hui. À titre comparatif, l'Union européenne compte environ 630 000 armes manquantes. Sur le front, perdre sa kalachnikov est assimilé à un *« crime »*, selon un soldat cité par les auteurs du rapport. Les militaires doivent en permanence garder leur arme sur eux et, bien souvent, ils affirment recevoir l'ordre de retourner sur le champ de bataille après des combats pour récupérer les armes qui auraient pu être égarées.

Par ailleurs, la guerre qui fait rage, en particulier dans les régions de l'est et du sud du pays, signifie que les soldats rentrés du front, tout comme les civils ayant récupéré des armes, conservent ces dernières pour assurer leur sécurité. Les trafiquants d'armes, pour leur part, ne sont pas constitués en grandes bandes organisées. Il s'agit plutôt d'individus ou de petits groupes qui revendent des armes légères, munitions et explosifs, ou bien les stockent dans la perspective de les vendre après la guerre, lorsque le marché sera plus propice.

1000 euros pour une kalachnikov

Car le prix des armes en Ukraine – en particulier dans les localités proches de la ligne de front – est bas, bien plus que dans d'autres pays de la région. Les risques pour les contrebandiers, eux, sont conséquents : scruté par ses alliés occidentaux, Kiev a renforcé ses mécanismes de contrôle pour éviter le détournement d'armes fournies depuis l'étranger. Toute personne reconnue coupable de diversion d'équipement militaire écope de lourdes peines de prison.

Il en est de même pour le trafic international, depuis l'Ukraine vers l'Europe de l'Ouest. En Ukraine, une kalachnikov s'achète 1000 euros, alors que dans les Balkans, en Albanie ou en Serbie par exemple, son prix est encore plus dérisoire… Seulement 400 euros. Sans compter que l'Ukraine se situe géographiquement plus loin de ses clients ouest-européens, dans un contexte où les contrôles aux frontières sont renforcés. *« La seule manière de rendre ce trafic profitable serait de le faire à échelle importante, ce qui nécessiterait de dissimuler les armes dans des conteners ou, a minima, des camions, et de les transporter par exemple par voie maritime »*, souligne Fedir Sydoruk. Ce qui est rendu impossible, ou très dangereux, par le blocus russe du port ukrainien d'Odessa.

« Un kilo de cocaïne rapporte plus qu'un kilo d'armement en Ukraine actuellement, et le risque de se faire prendre est bien moindre, poursuit Fedir Sydoruk. *D'ailleurs, un nouveau business bien plus juteux a fleuri en Ukraine : de nombreux criminels se sont détournés du trafic de cigarettes, de drogues ou d'armes pour se reconvertir en passeurs, aux frontières, d'hommes fuyant la mobilisation. »*

Des dizaines de milliers d'armes légères et de drones affluent en revanche en Ukraine via des systèmes parallèles, de manière semi-légale (à l'instar des drones pouvant avoir un double usage civil et militaire) ou illégale, la plupart du temps commandées par des soldats. Des volontaires civils récupèrent et acheminent ces matériels depuis l'étranger jusqu'à l'arrière, à Dnipro par exemple, voir à la ligne de front. *« Ce qui est inquiétant, c'est que certaines personnes récupèrent du matériel militaire en prétendant être des volontaires au service des forces armées, mais ils les conservent en vue de les vendre plus tard »*, avertit Fedir Sydoruk. Déjà, nous confirme-t-on, la police a découvert des caches d'armes dans les environs de Dnipro, non loin des zones de combats. *« Dnipro, en tant que hub militaire, est aussi en passe de devenir une plaque tournante pour le commerce illégal de matériel militaire. Tout comme Odessa, déjà reconnue pour être une ville mafieuse avant le début du conflit »*, déplore une source ukrainienne. Mais, là encore, pour l'heure, les stocks sont essentiellement composés d'armes russes et soviétiques. ■

Avec la guerre à Gaza, la Cisjordanie est une bombe à retardement

Guillaume de Dieuleveult Correspondant à Jérusalem

L'emprise croissante d'Israël a aggravé la crise économique sur ce territoire, dont la population est désespérée et où la violence explose.

Les services secrets israéliens ont récemment alerté sur un phénomène inquiétant, de leur point de vue. D'après le Shin Bet, 40 000 Palestiniens ont réussi à passer illégalement la barrière de séparation entre Israël et la Cisjordanie. Poussés par le besoin, ils travailleraient au noir, principalement dans des exploitations agricoles et la construction. *« Il vaudrait mieux qu'ils entrent sous notre supervision plutôt qu'illégalement »*, ajoutent des officiers dans la presse.

Après neuf mois de guerre dans la bande de Gaza, alors qu'un accord tarde à voir le jour avec le Hamas et que la situation est extrêmement tendue dans le nord du pays, la Cisjordanie présente des signaux inquiétants. La violence explose. Le nombre de morts n'y avait pas été aussi élevé depuis la seconde Intifada. L'autre ressort de la crise qui est en train de s'y dérouler est économique. Faute d'activité, une partie de la population est privée de toute perspective.

Dans les jours qui ont suivi l'attaque terroriste du 7 octobre, Israël a supprimé tous les permis de travail pour les habitants de Cisjordanie. Depuis 9 mois, 120 000 personnes sont sans revenus. Le taux de chômage est passé de 15 % à 30 %. Simultanément, l'accès au territoire a été restreint : les Palestiniens d'Israël, qui venaient faire leurs courses dans les marchés de Jénine et Naplouse, ont disparu, privant les commerçants d'une clientèle plutôt aisée.

À l'intérieur de la Cisjordanie, le nombre de check-points est passé de 580, avant la guerre, à 800, selon Raja Khaldi, le directeur de Mas, un think-tank palestinien. Il est désormais habituel de voir des files de voitures s'allonger interminablement devant les barrages. Relier deux villes distantes de quelques kilomètres est devenu une entreprise hasardeuse : on ne sait jamais quand on arrivera. *« Cela ralentit énormément l'activité à l'intérieur de la Cisjordanie »*, relève Raja Khaldi.

À cela s'ajoute une situation financière difficile pour l'Autorité palestinienne. L'essentiel de ses ressources provient des taxes douanières, qui sont prélevées et reversées par Israël, en application des accords de Paris, le versant économique des accords d'Oslo. Mais le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, ne fait pas mystère de sa volonté d'étouffer économiquement le pouvoir palestinien. Il a considérablement réduit les transferts financiers. *« En temps normal, l'Autorité palestinienne reçoit 250 millions de dollars par mois. En ce moment, c'est 100 millions en moyenne »*, explique Raja Khaldi.

L'Autorité palestinienne totalement décrédibilisée

En conséquence, les 140 000 fonctionnaires, dont les membres des forces de sécurité palestiniennes, ne reçoivent plus que la moitié de leur salaire, dans le meilleur des cas. Présidée depuis 2005 par Mahmoud Abbas, 88 ans, l'Autorité palestinienne est déjà totalement décrédibilisée auprès de la population. *« En affaiblissant l'Autorité palestinienne et ses services de sécurité, ces mesures vont renforcer le Hamas en Judée et Samarie* (la Cisjordanie, NDLR) *»*, s'inquiète le Shin Bet. *« Ce qui se passe, c'est une mort lente. Nous sommes étouffés progressivement. Ce sont les familles pauvres qui en souffrent le plus, mais les familles aisées aussi voient leurs revenus diminuer. Les gens ont de moins en moins à perdre, c'est ça qui est dangereux »*, conclut Raja Khaldi. L'économiste se réjouit tout de même que Bezalel Smotrich n'ait pas actionné *« la bombe nucléaire »* : la rupture des relations entre le système bancaire palestinien et israélien.

Pareille mesure entraînerait un effondrement de l'économie. En juin, le ministre israélien des Finances menaçait d'y recourir. Début juillet, il a accepté de prolonger les accords bancaires de trois mois. Cette décision est arrivée en même temps que l'annonce de la légalisation de huit colonies et de la construction de 5 300 nouvelles « unités d'habitation » en Cisjordanie, territoire occupé depuis 1967 où, en vertu du droit international, toute installation de population civile est illégale.

Mais Bezalel Smotrich voit les choses différemment. Ce sioniste religieux, habitant lui-même une colonie, estime que la « Judée et la Samarie » reviennent de droit divin à l'État d'Israël. Ministre des Finances, il dispose aussi d'un portefeuille au sein du ministère de la Défense, ce qui fait de lui le ministre officieux des colonies. Depuis 1967, ce sont des militaires qui administrent la Cisjordanie. À bas bruit, Bezalel Smotrich est en train de changer la donne. Fin mai, une série de compétences relatives à l'aménagement du territoire ont été transférées de l'armée à une administration civile placée sous son autorité. Les associations israéliennes de défense des droits de l'homme dénoncent une annexion de fait. ■

Jeanne Paturaud

La fin des correctifs académiques, afin de ne plus « mentir » sur le niveau réel des élèves, a bien eu un impact sur les résultats. Mais pas dans les « importantes » proportions qu'avait prédites Gabriel Attal.



En 2024, 85,6 % des candidats ont obtenu leur brevet des collèges contre 89,1 % en 2023 (soit - 3,5 points). LAURENT THEVENOT/PHOTOPQR/LE PROGRES/MAXPPP

Brevet 2024 : légère baisse du taux de réussite

Serait-ce la fin de la hausse constante du taux de réussite au brevet ? Les résultats 2024, publiés ce vendredi, étaient particulièrement attendus cette année. Avec un taux de réussite de 85,6 % contre 89,1 % en 2023 (soit - 3,5 points), cette légère baisse avait pourtant été prévue *« importante »* par Gabriel Attal en mars dernier, après avoir annoncé la suppression des correctifs académiques.

Toute relative qu'elle soit, cette baisse dénote avec l'augmentation constante du taux de réussite depuis 2000. Cette année-là, 78 % des candidats décrochaient leur brevet, contre près de 90 % en 2023. Ces résultats n'étaient pas le fruit d'une performance des collégiens mais plutôt d'un *« mensonge »* sur *« le niveau réel des élèves »*, déplorait le premier ministre lors de son déplacement dans un collège à Chartres, en mars. Le constat posé, Gabriel Attal indiquait vouloir supprimer le recours aux correctifs académiques, responsables selon lui de *« gonfler artificiellement les notes des élèves »*.

C'était d'ailleurs un secret de Polichinelle pour les enseignants qui constataient fréquemment un écart entre le niveau de leurs élèves à l'année et le taux de réussite dans leurs établissements. Ces correctifs permettaient à chaque recteur de *« réviser à la hausse les notes de l'ensemble des élèves d'une académie, en ajoutant par exemple un point lorsqu'une différence par rapport à l'année précédente était constatée »*, expliquait il y a quelques mois Édouard Geffray, directeur général de l'enseignement scolaire (Dgesco).

Dans le détail, les académies sont nombreuses à avoir perdu 2 à 3 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. À Limoges par exemple, le taux de réussite est passé de 87,4 % en 2023 à 85,8 % cette année. L'académie d'Amiens accuse elle aussi une baisse (2,1 points), tout comme Montpellier (2,6 points). *« Avant, nous avions l'habitude d'attribuer un 10/20 à des élèves qui, en réalité, avaient obtenu 9,4. Maintenant ce n'est plus possible, c'est ce qui explique cette chute »*, explique l'académie de Montpellier.

Il y a quelques mois, en consultant les chiffres fournis par les services du premier ministre, *Le Figaro* mettait en lumière les résultats ahurissants dans ces académies, permis par le recours aux correctifs académiques. À Créteil par exemple, le taux de réussite avait été gonflé de 6 points en 2023. Autant dire que, cette année, les regards étaient en particulier tournés vers cette académie. Sans surprise, le taux de réussite a chuté de 8,3 points de pourcentage (toutes séries confondues). Parmi les autres académies concernées par des baisses importantes, on peut notamment relever celle de Versailles, qui chute de 7,1 points, celle de Nancy-Metz qui en perd 4,9.

« Un vrai impact sur la suite du parcours des élèves »

Mais les écarts les plus flagrants concernent surtout la série professionnelle : à Créteil, l'obtention du brevet chute de 11,3 points, tout comme à Lille (- 7,9) ou à Reims (- 8,6). La plupart des académies accusent surtout des baisses de 1 à 3 points de pourcentage. À noter également que les départements et régions d'outre-mer connaissent une baisse proportionnelle à celle de métropole, avec 3,5 points de moins. Il y a toutefois certaines disparités, en série générale notamment : en Guyane, le taux de réussite passe de 81,7 % à 69 % (- 12,7), tandis qu'en Guadeloupe, il chute dans des proportions moins importantes : de 88,5 % à 83,7 % (- 4,8). Autre fait saillant, Mayotte gagne de son côté 3,3 points de pourcentage.

« Cette histoire de correctifs académiques était surtout un bel effet de communication de la part de la majorité présidentielle puisque leur usage est très disparate en fonction des académies», commente Patrick Bedel, secrétaire général adjoint du Syndicat indépendant des personnels de direction de l'Éducation nationale. *Si l'harmonisation ne se fait plus par ce biais, elle se fait à d'autres niveaux, en particulier via les enseignants à qui on demande d'être bienveillant et d'accepter un grand nombre de réponses à chaque question. »*

Pour la dernière fois cette année, les candidats qui n'ont pas obtenu le brevet pourront malgré tout rejoindre les rangs d'une classe de seconde au lycée. Dès 2025, ceux qui ont échoué devront en revanche passer par une classe dite de *« prépa-seconde »* afin d'être remis à niveau et de renforcer leurs méthodes de travail. *« Les académies sont sensibles à la suppression des correctifs, précisément parce que, dès 2025, cela aura un vrai impact sur la suite du parcours des élèves. Paradoxalement, elles restent très discrètes à ce sujet, sûrement pour ne pas affoler les candidats et leurs familles »*, conclut Gwénaël Le Paih, secrétaire général adjoint du syndicat Snes FSU. ■

Lycée juif Yabné : les conclusions de l'enquête créent des remous

Emma Ferrand

Lancée jeudi matin, après des soupçons de discrimination au bac, elle a livré ses résultats le soir même, suscitant doutes et interrogation.

En moins de douze heures, le ministère de l'Éducation nationale a levé le mystère. Après avoir lancé, jeudi matin, une enquête administrative au sujet des soupçons et accusations de discrimination envers des élèves juifs au bac, il a rendu ses conclusions le soir même. Il estime que les éléments recueillis *« ne permettent pas de conclure que les élèves du lycée Yabné auraient subi une quelconque discrimination à raison de leur religion supposée ou de leur établissement d'origine »*. Le résultat autant que la méthode questionnent les principaux intéressés.

L'enquête a été lancée par Nicole Belloubet alors que 15 lycéens de l'école Yabné, un brillant établissement juif privé sous contrat, dans le 13e arrondissement de Paris, avaient indiqué avoir été *« saqués »* à l'épreuve du grand oral par deux jurys, qui se déroulait au lycée Charles-de-Foucauld.

Pourtant, le ministère se veut clair : *« Si certains élèves ont pu connaître des notes plus faibles à cette épreuve très spécifique du grand oral qu'à celles d'autres épreuves écrites dans les mêmes matières, rien n'établit que ces notes attribuées par un jury souverain l'auraient été pour des raisons autres que la maîtrise ou l'absence de maîtrise de cet exercice par ces élèves »*, déclare-t-il en ajoutant que les modalités d'examen ont été *« conformes »*.

Le ministère a analysé les notes en physique-chimie des 173 candidats qui ont passé leur épreuve au lycée Charles-de-Foucauld, tous jurys confondus. Puis, il a comparé les résultats de ceux interrogés par les deux jurys qui posent question. Pour le premier jury, l'analyse des résultats, *« en comparant les élèves issus de Yabné et les autres élèves, ne révèle aucune distorsion de notation »*. Pour le deuxième, s'il *« s'est montré globalement plus sévère, rien ne permet de retenir une discrimination réelle ou supposée à l'égard des élèves du lycée Yabné »*, affirme l'enquête réalisée *« avec rigueur et précision »*, comme le souligne Nicole Belloubet sur X.

Pour l'école Yabné, c'est la douche froide. Si son avocat, Me Patrick Klugman, salue l'enquête *« dans son principe »*, il regrette que l'affaire n'ait été prise au sérieux que huit jours après le premier signalement, *« jusqu'à ce que la crise devienne médiatique »*. *« Puis, c'est devenu un empressement pour le ministère »*, relève l'avocat. Pour lui, surtout, l'enquête, telle qu'elle a été menée, ne permet pas de justifier qu'il n'y ait pas eu de discrimination. *« Nous regrettons que l'enquête ait été aussi rapide et définitive dans ses conclusions. Nous aimerions partager ces dernières en disant que toutes les vérifications ont été faites. Mais cela n'est pas possible, ni juridiquement, ni scientifiquement »*, ajoute Me Klugman.

Ainsi, le lycée Yabné appelle le ministère à *« rassurer les familles le plus méticuleusement possible »* et *« à poursuivre cette enquête de manière ouverte, sereine et transparente »*, insiste l'avocat. Celui-ci souhaiterait que les jurys, les bacheliers et l'établissement d'origine soient entendus. *« L'école a ses propres statistiques au sujet de ses 138 élèves qui passaient le bac. Cela peut donc être intéressant de les consulter »*, plaide-t-il. Il aimerait en outre que les lycéens et enseignants concernés soient reçus pour que leurs versions soient entendues. *« Plusieurs propos rapportés circulent. Une professeur de mathématiques aurait entendu ses confrères dire "ce sont encore des élèves de cette école" en parlant des candidats de Yabné. Il faut éclaircir la situation »*, martèle-t-il.

> **« L'Éducation nationale se moque du monde. En 24 heures, elle nous dit: "On a vérifié, tout est normal." C'est une honte digne des grandes lâchetés administratives de ce pays… une longue histoire ! »**
>
> **Julien Dray** Ancien député, sur X

De son côté, le ministère se justifie : *« L'école a saisi la ministre avec tous les éléments qu'elle souhaitait notifier. »* Ajoutant que *« les membres des jurys, qui provenaient de quatre établissements parisiens différents, n'ont pas été entendus à ce stade »*. Le ministère assure par ailleurs avoir consulté les notes de spécialité des lycéens concernés, pour évaluer leur niveau. *« Mais les deux types d'exercices n'ont rien à voir »*, précise-t-il. Le reste du dossier académique des candidats n'a pas été regardé.

L'école Yabné n'est pas la seule à s'interroger sur ces résultats. Julien Dray, ancien député, qui s'était déjà exprimé mercredi sur X pour appeler à clarifier la situation, a de nouveau partagé sa sidération : *« L'Éducation nationale se moque du monde. En 24 heures, elle nous dit : "On a vérifié, tout est normal." C'est une honte digne des grandes lâchetés administratives de ce pays… une longue histoire ! »*, a-t-il écrit. Avant d'ajouter, dans un nouveau tweet : *« Une enquête menée en 24 heures… et on me dit que je suis parano, complotiste, antiprofs, que je (ne) vois tout que par le prisme juif etc. OK, mais il se trouve que je suis fils d'enseignant, que j'ai été prof moi même, etc. Donc désolé mais des jurys qui saquent j'en ai vu… »*

À l'inverse, d'autres se réjouissent des conclusions de cette enquête. En particulier la communauté enseignante, directement pointée du doigt dans cette affaire. Dans un communiqué de presse, le syndicat national des lycées et collèges (Snalc) partage son soulagement : *« Le Snalc a été horrifié de l'emballement médiatique qui s'est produit suite à une rumeur concernant l'épreuve du grand oral. (…) Le Snalc rappelle que l'école est aujourd'hui le principal rempart contre l'antisémitisme, comme elle l'est contre toutes les formes de discrimination. »* Pour le syndicat, cette situation est surtout l'occasion de demander la suppression de l'épreuve, issue de la réforme du bac. *« Sans surprise, et comme le prévoyait le Snalc, l'enquête a lavé nos collègues de tout soupçon, et n'a fait que révéler ce que nous savions déjà, à savoir que le grand oral est une épreuve qui dysfonctionne, tant dans sa préparation que dans son évaluation »*, ajoute le syndicat.

Patrick Klugman et l'école Yabné espèrent que leur demande de poursuivre l'enquête sera entendue par le ministère. *« On ne souhaite pas en arriver là mais, en dernier recours, nous devrons envisager de porter plainte. »* Le ministère, lui, compte en rester là : *« Sauf élément nouveau porté à notre connaissance, les investigations sont closes à ce stade. »* ■

L'intérêt de la caféine pour traiter la maladie d'Alzheimer se précise

Elisa Doré

Des chercheurs français ont décrypté son mécanisme d'action potentiel. Un essai clinique de phase III est en cours.

Le café serait-il un remède naturel contre la maladie d'Alzheimer ? Si l'idée peut paraître saugrenue, les scientifiques soupçonnaient en fait depuis longtemps les effets protecteurs de la caféine contre le déclin cognitif. Plusieurs études observationnelles avaient notamment établi une relation entre une consommation modérée de café (de 3 à 5 tasses par jour) et une diminution du risque de développer une démence de type Alzheimer en vieillissant. Mais jusqu'alors le lien de causalité n'avait jamais été démontré. Des chercheurs de l'Inserm et du CHU de Lille apportent de nouveaux éléments en faveur de cette hypothèse. Dans une étude publiée dans la revue *Brain*, les scientifiques mettent en évidence un mécanisme par lequel la caféine pourrait bloquer l'activité de récepteurs qui participent à l'apparition de troubles de la mémoire. Ces résultats ont déjà permis la mise en place d'un essai clinique de phase III, la dernière étape avant une éventuelle autorisation de mise sur le marché si les résultats sont positifs.

« Cette approche pourrait considérablement améliorer la qualité de vie en réduisant la progression de la maladie »

Marc Dhenain
Directeur de recherche CNRS



La caféine bloquerait les récepteurs de l'adénosine de type 2A (A2A), qui augmentent de façon anormale chez les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ROMOLO TAVANI/STOCK.ADOBE.COM

De précédents travaux avaient montré que la quantité de certains récepteurs cibles de la caféine, les récepteurs de l'adénosine de type 2A (A2A), augmentait de façon anormale dans le cerveau chez les patients atteints de la maladie d'Alzheimer. Néanmoins, les chercheurs ne savaient pas si le dysfonctionnement de ces récepteurs était impliqué dans la progression des symptômes neurodégénératifs (pertes de mémoire, troubles des fonctions exécutives et de l'orientation spatio-temporelle) et, si oui, par quel mécanisme. *« Nous savons que ces récepteurs neuronaux régulent les interactions au niveau des synapses, le lieu de transmission des informations chimiques et électriques que les neurones utilisent pour communiquer, donc nous soupçonnions que leur augmentation puisse avoir un rôle négatif dans la maladie d'Alzheimer, qui se caractérise justement par la perte des synapses »*, explique David Blum, qui a conduit cette étude.

Partant de cette hypothèse, les chercheurs ont utilisé des modèles de souris génétiquement modifiées pour développer certaines lésions (plaques amyloïdes et agrégats de la protéine tau) retrouvées dans la maladie d'Alzheimer. En appliquant de nouvelles modifications génétiques chez ces animaux, avant l'apparition des premiers symptômes, ils sont parvenus à reproduire l'augmentation du nombre de récepteurs A2A observée dans le cerveau des patients. Résultats : les animaux ont développé précocement des troubles de la mémoire, ce qui n'était pas le cas des modèles de « souris Alzheimer » dont la quantité de récepteurs était « normale ». *« Ces symptômes étaient concomitants avec l'apparition de lésions caractéristiques de la maladie (l'accumulation de protéines tau) et la perte des synapses, ce qui confirme bien que la surexpression de ces récepteurs a un rôle dans l'installation de la maladie »*, souligne Marc Dhenain, directeur de recherche CNRS au laboratoire des maladies neurodégénératives de l'université de Paris-Saclay, qui n'a pas participé à l'étude.

En réponse à l'augmentation pathologique des récepteurs A2A, les auteurs ont par ailleurs observé un dysfonctionnement de l'activité des cellules microgliales, connues pour leur implication dans les processus inflammatoires qui conduisent à la perte des synapses. *« On pense ainsi que l'augmentation d'expression des récepteurs A2A modifie le dialogue entre les neurones et les cellules microgliales, qui deviennent plus inflammatoires et accélèrent ainsi la perte des synapses »*, suggère David Blum.

En 2016, la même équipe de recherche avait administré de la caféine à des souris malades. Ils avaient alors constaté qu'en se fixant sur les récepteurs A2A, la substance avait pour effet de bloquer leur activité. En confirmant, dans cette étude, le mécanisme par lequel les récepteurs A2A favorisent l'apparition de troubles de la mémoire, les chercheurs soutiennent ainsi l'intérêt d'utiliser la caféine dans le traitement de la maladie. *« On peut imaginer qu'en bloquant l'activité des récepteurs par une administration contrôlée de caféine, la perte des synapses, et donc des symptômes cognitifs, soit retardée »*, souligne le Dr Blum.

Avec son équipe, le chercheur cherche à évaluer, dans l'essai clinique de phase III au CHU de Lille, l'intérêt thérapeutique de la caféine auprès de 248 patients atteints d'une forme précoce à modérée de la maladie d'Alzheimer. *« Une partie des patients est actuellement traitée pour une période de six mois avec une dose de 400 mg de caféine, cette dose étant la consommation journalière maximale selon les recommandations de l'Agence européenne de santé, tandis que l'autre partie de patients reçoit un placebo. Concrètement, on leur administre deux gélules à avaler le matin »*, précise le Dr Blum. En comparant des biomarqueurs cérébraux, les évaluations comportementales et psychiatriques des deux groupes de patients, les chercheurs espèrent constater un ralentissement du déclin cognitif chez ceux traités à la caféine, les premiers résultats étant attendus pour 2026. *« Cette approche est plutôt symptomatique, car elle ne permet pas de réduire la quantité des récepteurs »*, souligne Marc Dhenain. *Cependant, si elle fonctionne, elle pourrait considérablement améliorer la qualité de vie en réduisant la progression de la maladie, un effet qui pourrait par ailleurs être optimisé par la combinaison de plusieurs approches thérapeutiques. »* ■

JO : en dépit des pluies répétées, la qualité de la Seine s'améliore

Anne-Laure Frémont

Les autorités ont annoncé vendredi les bons résultats de l'analyse de l'eau du fleuve, à deux semaines du début des Jeux olympiques.

Malgré la grisaille ambiante, l'horizon s'éclaircit pour les acteurs engagés dans le « plan baignade ». À moins de trois semaines de l'épreuve olympique de triathlon (le 30 juillet), les analyses publiées vendredi confirment une nette amélioration de la qualité de l'eau de la Seine à Paris.

Les relevés réalisés quotidiennement depuis début juin sur quatre sites de la capitale n'étaient jusque-là pas vraiment encourageants. Mais ceux couvrant la période du 3 au 9 juillet attestent que, *« malgré un débit qui reste plus de trois fois supérieur au débit habituel en été »*, la qualité de l'eau du fleuve *« est relativement bonne »* avec *« plus de 80 % des analyses conformes »*, indiquent la ville de Paris et la préfecture de région dans un communiqué. Au niveau du pont Alexandre III, futur point de départ du triathlon, les analyses étaient même conformes *« 6 jours sur 7 »* la semaine dernière.

Existence d'un plan C

De quoi rassurer un peu les organisateurs. Plus de 1,4 milliard d'euros ont été investis par l'État et les collectivités d'Île-de-France pour rendre la Seine baignable. Non seulement pour les athlètes olympiques mais aussi pour les Franciliens, avec l'ouverture, à partir de l'an prochain, d'une vingtaine de zones de baignade dans la région. Il faut pour cela s'assurer que deux types de bactéries, *Escherichia coli* et les entérocoques intestinaux – qui peuvent rendre malade même avec un temps d'exposition limité – ne dépassent pas certains seuils (respectivement 1 000 et 400 unités formant colonie (UFC)/100 ml).

D'importants travaux ont été réalisés pour y parvenir. Aujourd'hui, *« l'ensemble des objectifs du "plan baignade" ont été atteints »*, assure le préfet de région, Marc Guillaume, qui cite notamment la modernisation de deux usines de traitement des eaux usées, le raccordement au réseau d'assainissement des 260 bateaux amarrés dans Paris, ou encore la correction de la moitié des mauvais branchements en amont de la capitale (jusque-là, quelque 23 000 résidences de banlieue proche évacuaient leurs eaux souillées directement dans la nature). Plusieurs ouvrages colossaux ont également été construits pour retenir les eaux de pluie : si elles sont trop intenses, elles viennent en effet saturer les réseaux d'assainissement. Pour éviter que ces derniers ne débordent, les eaux usées sont alors volontairement déversées dans les cours d'eau, accentuant leur contamination.

C'est ce risque qui inquiète le plus. Car le temps maussade de la semaine qui s'achève a sans doute détérioré la qualité de l'eau. Il accentue aussi le débit du fleuve : vendredi, après les pluies de ces derniers jours, ce dernier a temporairement frôlé les 600 m^3/s au niveau d'Austerlitz, alors que les règlements permettent d'aller *« grosso modo jusqu'à 450 m^3/s »* pour autoriser la tenue des épreuves, selon le préfet.

« Je ne vous dis pas que l'on est très sereins, vu la météo, mais on n'a pas d'inquiétude sur la capacité à tenir les compétitions à date », a résumé vendredi sur RFI l'adjoint à la mairie de Paris chargé des JO, Pierre Rabadan. Le suspense durera jusqu'à la dernière minute. Si les autorités martèlent depuis toujours que le seul « plan B » consiste à reporter de un ou deux jours les épreuves de triathlon (30 et 31 juillet, 5 août), de « natation marathon » (8 et 9 août) et de paratriathlon (1er et 2 septembre), les organisateurs ont fini par admettre l'existence d'un « plan C ». *« Nous avons toute confiance dans les travaux engagés »*, explique-t-on au sein du comité d'organisation Paris 2024… *« Toutefois les événements climatiques exceptionnels nous appellent à la prudence. (…) Le règlement de la Fédération internationale de triathlon permet en ultime recours le basculement en format duathlon »* ; et *« pour garantir la tenue des épreuves de natation marathon »*, un site de « réserve » est prévu : il s'agit du stade nautique de Vaires-sur-Marne, où se tiendront déjà les épreuves d'aviron et de canoë-kayak.

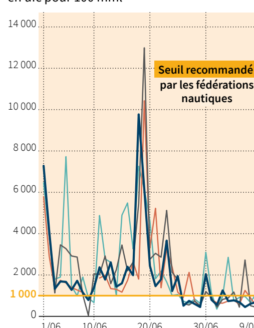
En attendant, la maire de Paris, Anne Hidalgo, a prévu de montrer l'exemple : elle devrait piquer une tête dans la Seine dès la semaine prochaine, *« si la météo le permet »*. Selon un courrier envoyé par une organisation partenaire de l'événement, le rendez-vous est fixé mercredi 17 juillet au matin, près de l'Hôtel de Ville. ■

La Seine devrait pouvoir accueillir les épreuves olymiques

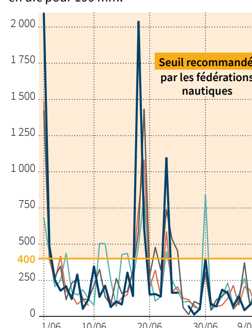
Points de suivi dans Paris entre le 1er juin et le 9 juillet



Taux d'***E. coli*** en ufc pour 100 mml



Taux d'**entérocoques** en ufc pour 100 mml



Sources : Ville de Paris et Eaufrance

» Lire aussi PAGE 14

Euro 2024 : nos coups de cœur et coups de griffe

Baptiste Desprez et **Christophe Remise** Envoyés spéciaux en Allemagne

L'Euro prend fin dimanche, à Berlin, avec la finale Espagne-Angleterre, après un mois de compétition inégale. Bilan sur et en dehors du terrain.

L'Euro se clôt dimanche avec un séduisant Espagne-Angleterre en finale (21 heures, M6, beIN Sports), mettant fin à un mois de compétition. De Paderborn à Dortmund, en passant par Düsseldorf ou encore Leipzig et Munich, les envoyés spéciaux du *Figaro* ont suivi l'événement au plus près. Découvrez ce qui leur a plu… et déplu. Sûr et en dehors du terrain. Carnet de voyage.

COUPS DE CŒUR

■ L'Espagne, pour l'amour du jeu

Un Euro au rabais ? Le niveau de jeu proposé aura été relativement faible *(voir par ailleurs)*. Un constat qui ne concerne pas l'Espagne, séduisante, chatoyante et qui s'est hissée jusqu'en finale. Le beurre et l'argent du beurre. Il faut dire que Luis de la Fuente a du matériel pour pratiquer un jeu de qualité, s'appuyant sur une formation espagnole qui priorise la technique au physique. La Roja a en tout cas régalé par sa maîtrise collective tout au long de la compétition. Du point de vue du jeu, c'est ce qui se fait de mieux en Europe, pas de doute. À voir si cela suffira pour l'emporter face à l'Angleterre, dimanche, en finale… Un collectif en or, et bien sûr des individualités. À commencer par le golden-boy Lamine Yamal, qui a inscrit l'un des buts de l'Euro face à la France (2-1) en demies. Et vous, que faisiez-vous à 16 ans ? Regarder l'Espagne jouer, c'est se réconcilier avec le beau jeu.

■ Un joli rassemblement des peuples

Le football se fait souvent tacler, à raison, avec parfois des comportements d'imbéciles notoires dans les tribunes, mais il faut aussi saluer la belle ambiance quand elle irradie une compétition. Ce fut le cas pendant un mois en Allemagne. La vague néerlandaise à chaque match, avec hommes, femmes et enfants… Idem avec les Allemands, les Anglais ou encore les Espagnols, le tout dans un esprit de fête, de partage et de communion autour d'une même passion. Même les Français étaient au rendez-vous. Si la société est de plus en plus fracturée, le football continue de rassembler.

■ Maignan, le digne successeur de Lloris

Prendre la suite d'un monument comme Hugo Lloris n'est pas chose aisée. Mike Maignan s'en est sorti comme un chef. À 28 ans, le portier de l'AC Milan a magnifiquement défendu le but français durant l'Euro en dépit d'une élimination en demi-finale. Si la France a fait peur à ses adversaires, il en est en partie responsable. Solide, tonique, charismatique, bon au pied et décisif, il a diffusé confiance à ses partenaires et crainte aux attaquants adverses. S'il continue sur cette lancée, il peut écrire son histoire avec la sélection et marcher sur les pas de ses mythiques prédécesseurs…

■ Le conte de fées de la Géorgie de Sagnol

Qualifiée à l'Euro pour la première fois, la Géorgie a fait souffler un vent de fraîcheur sur l'Allemagne. Guidés par son sélectionneur français Willy Sagnol, « les Croisés » ont allié la hargne dans les duels et leur appétence naturelle pour le jeu. Le tout, sublimé par le talent d'une poignée d'individualités, comme le Napolitain Khvicha Kvaratskhelia et le Messin Georges Mikautadze. *« C'est hyper-rafraîchissant, c'est le football qu'on aimait quand on était gamin. De vraies valeurs collectives »*, analysait pour *Le Figaro* le consultant beIN Sports Patrick Guillou, un proche de Sagnol. L'aventure s'est arrêtée en 8es, face à l'Espagne (1-4), mais la Géorgie avait déjà gagné son Euro après sa victoire 2-0 face au Portugal. La belle histoire de ce championnat d'Europe.



À seulement 16 ans, l'ailier espagnol, Lamine Yamal, a égalisé d'une superbe frappe face à l'équipe de France, lors de la demi-finale, mardi, à Munich, pour devenir le plus jeune buteur de l'histoire de l'Euro. ANNEGRET HILSE/REUTERS

COUPS DE GRIFFE

■ Saisons à rallonge, les sélections (et le public) paient le prix

On le dit, on le répète, joueurs, entraîneurs sont unanimes, les saisons de clubs sont trop longues, trop intenses, trop éreintantes. Le public a pu en attester à ses dépens à l'Euro. Dire que le spectacle n'a pas été au rendez-vous relève du doux euphémisme. Peu de buts, peu de show. Le constat est implacable. À part en suivant l'équipe d'Espagne, on s'est ennuyé ferme lors de ce championnat d'Europe. En grande partie, c'est dû à la fatigue des joueurs, rincés après des marathons en club. Et à une préparation rabotée, seulement 15 jours entre la date à laquelle les joueurs sont libérés et le début du tournoi. Pas assez pour retaper qui que ce soit. Il n'y a pas si longtemps, c'était un mois ! Visiblement, c'est une réalité qui échappe aux instances internationales. La preuve avec une Coupe du monde des clubs à 32 durant l'été 2025 ou une Ligue des champions avec encore plus de matchs. Toujours plus de matchs. D'argent. De compétitions bidons. La Fifa et l'UEFA font la sourde oreille. Bref, ça ne va pas s'arranger.

L'équipe de France a atteint les demies en dépit des piètres performances de Kylian Mbappé. HEIKO BECKER/REUTERS

■ Des stars carbonisées… et en sourdine

On attendait Kylian Mbappé, Cristiano Ronaldo, Robert Lewandowski, Kevin De Bruyne, Jude Bellingham ou encore Harry Kane pour enflammer l'Euro. On n'a rien vu. Les stars ont traversé le championnat d'Europe sans faire d'étincelles. Elles devaient guider leur nation respective vers le haut et émerveiller le public. Cela n'a pas été le cas. Toujours la même raison : l'accumulation des matchs en club. Certes, les Anglais Bellingham et Kane sont en finale, mais ils n'ont pas eu l'impact escompté. Pour ce qui est de Mbappé, la France a atteint les demies en dépit de ses piètres performances. C'était son (mauvais) clone en Allemagne. Idem pour Griezmann, jamais dans le coup. Les tauliers ont failli.

■ Macron a plombé la compétition

Le 9 juin dernier, l'équipe de France s'apprête à défier le Canada à Bordeaux pour son dernier match amical avant de rallier l'Allemagne trois jours plus tard. L'ambiance est à la fête, le soleil resplendit et tous les rêves sont permis. Moment choisi par Emmanuel Macron pour annoncer la dissolution de l'Assemblée nationale. Dans la panique, TF1 diffuse le match en différé, prémices d'un Euro plombé par la décision inattendue du président de la République. Pendant toute la compétition, le sujet s'est invité dans les points presse, agaçant Deschamps, obligeant les internationaux, la plupart âgés entre 20 et 28 ans, à se positionner, avec pour certains des discours raisonnés et d'autres des postures obligées. Une situation de chaos qui a pourri l'Euro et l'attente autour des Bleus. C'est pareil pour le Tour de France, en espérant que les JO redonnent le sourire.

■ L'Allemagne fait de la pub… pour la SNCF

Pour s'ouvrir l'esprit et comparer ce qui se fait ailleurs, il faut voyager. Cet été, les supporteurs français ont fait le court déplacement jusqu'en Allemagne et certains ont découvert une chose : la SNCF fait mieux son travail que la Deutsche Bahn. La compagnie ferroviaire nationale n'a cessé de subir les critiques pour les retards répétés tout au long de la compétition. Des fans de tous pays se sont plaints des trains annulés, retardés et des correspondances ratées occasionnant une arrivée sur les stades parfois très tardive. Même la sélection des Pays-Bas a raté son train avant la demi-finale contre l'Angleterre. Pathétique. La raison donnée par la « DB » ? Des intempéries, mais surtout un réseau qui vieillit mal. Nous en avons fait l'amère expérience pour un trajet Paris-Paderborn (lieu du camp de base des Bleus) à rallonge et une attente interminable sur le quai de la gare à plus de minuit. Un bonheur. En France, notre réputation de râleur nous précède, mais venez prendre le train en Allemagne et vous louerez le travail de la SNCF… ■

Les Français prêts pour un feu d'artifice sur le Tour

Armel Le Bescon Envoyé spécial à Pau

Les coureurs tricolores veulent s'illustrer le 14 Juillet mais il faudra être grimpeur avec l'arrivée au plateau de Beille dans l'Ariège, dimanche.

Il faut remonter à 2017 pour retrouver la trace d'une victoire française sur le Tour le jour de la fête nationale. Warren Barguil avait battu les cadors du peloton, Quintana, Contador, Landa à Foix à l'issue d'une grande étape de montagne. Hasard d'une vie, le Breton est revenu cette année dans cette équipe qui s'appelait à l'époque Sunweb. *« Cette victoire est l'une des plus belles de ma carrière. J'étais dans une période compliquée. J'avais été blessé deux mois avant le Tour et je voulais quitter l'équipe. Je voulais surtout remercier l'équipe de m'avoir donné ma chance d'être pro. »* Le Morbihannais participe à son 10e tour cet été sous les couleurs d'une formation devenue DSM-Firmenich. *« On sait que le 14 Juillet on peut marquer l'histoire. La nôtre par rapport à notre propre carrière et celle du Tour parce que c'est le jour de la fête nationale. J'avais coché cette étape car ma forme montait crescendo. J'avais été battu d'un boyau à Chambéry par Rigoberto Uran mais le déclic était là et je savais que j'aurais ma chance. »* Dans une grande étape pyrénéenne qui passait par les cols de Latrape, d'Agnès et le mur de Péguère, avec une échappée royale où l'enjeu du classement général prédominait entre Contador, Quintana et Landa. *« Sur une arrivée en bosse, je ne pense pas que j'aurais battu ces coureurs au sprint mais, à Foix, on était sur du plat. Et puis j'ai utilisé l'écran géant dans la ligne d'arrivée où j'ai vu Contador attaquer avant le dernier virage très technique. J'ai sprinté dans sa roue pour prendre ce dernier virage 2 ou 3 km/h plus vite que lui en faisant l'extérieur et je gagne. »* Le Breton, meilleur grimpeur de cette édition 2017, sut faire passer le frisson. *« Je portais le maillot à pois ce 14 juillet 2017 et je l'ai gardé, bien entendu. Collector. Cette victoire a changé ma vie. Je l'ai fait devant Gabrielle, ma femme, et émotionnellement, il n'y a jamais eu mieux. »* Avec 4 850 mètres de dénivelé, le grimpeur breton a encore de la ressource et surtout de la motivation pour ce 14 juillet 2024 : *« Cette 15e étape est une très belle occasion même s'il y a beaucoup de dénivelé depuis Loudenvielle. Mais on passe par le col d'Agnès, comme en 2017, et j'ai reconnu toutes les ascensions du jour au mois de juin. Je la connais très bien. Je ferai tout pour être devant et gagner une deuxième fois le 14 Juillet. »* David Gaudu, le grimpeur de la Groupama FDJ, partage les mêmes ambitions *« Tous les jours, il faut être au charbon mais peut-être que, sur une étape, ça va s'ouvrir. L'objectif, c'est d'aller gagner une étape en montagne. Le plateau de Beille en fait partie le 14 Juillet. »* Guillaume Martin, chez Cofidis, est dans le même état d'esprit et le jeune Lenny Martinez, petit-fils de Mariano qui avait remporté une étape le 14 juillet 1980 à Morzine, rêve de pareil exploit même si cette découverte du Tour à 21 ans s'apparente plus à un tableau en clair-obscur.

Faire preuve d'imagination

Seize coureurs français ont remporté une étape le jour de la fête nationale depuis la reprise de la Grande Boucle en 1947. Il y a les gens comblés comme Bernard Thévenet qui a tiré deux feux d'artifice en 1970 à la Mongie et en 1975 à Serre-Chevalier. *« Avant le départ de l'étape, on pense au 14 Juillet et on est motivé, mais une fois en course, on reste concentré et on évacue ce côté fête nationale »*, note le double vainqueur du Tour. Dans l'album des souvenirs, Bernard Thévenet rappelle ses émotions de la première : *« Ma victoire à la Mongie est la plus belle car ce 14 juillet 1970 m'a permis de penser que je pourrais faire carrière dans le vélo. »* Il avoue que, cette année, les Français devront faire preuve d'imagination avec une route qui passe par les cols de Peyresourde, de Menté, le portet d'Aspet. Puis, en quittant la vallée, il faudra encore escalader le col d'Agnès cher à Warren Barguil avant l'infamant plateau de Beille animé par l'envol des rapaces.

Dans un livre souvenir extrêmement drôle *Complètement Barteau* (avec Arnaud Ramsay - Éditions Solar) comme l'était le coureur, Vincent Barteau revient sur son 14 juillet 1989 victorieux à Marseille. *« Je vois toujours une foule énorme à mon arrivée sur le Vieux-Port. J'écarte les journalistes quand je franchis la ligne car je voulais embrasser Alain Gallopin, mon soigneur, qui m'avait jeté du massage la veille. En 1989, on fêtait en plus le bicentenaire de la Révolution, alors c'était grandiose. François Mitterrand m'avait appelé au téléphone en soirée à l'hôtel »*, rappelle le Normand. Une journée inoubliable pour Vincent Barteau qui avait faussé compagnie à une meute de trente échappés où les PDM de Sean Kelly voulaient lui faire la peau. Héroïque, le Normand. Dans la malle aux souvenirs, un album de photos de ce jour magique et un lion remis sur le podium. *« Il a moins morflé que moi »*, rigole Barteau *« alors qu'il a 35 balais maintenant, le lion. »* Ils sont nombreux nos Français à espérer la mascotte ce 14 juillet.

Tour de France. Vendredi, le Belge Jasper Philipsen (Alpecin Deceuninck) s'est imposé au sprint à Pau lors de la 13e étape. Il a devancé son compatriote Wout Van Aert, l'Allemand Pascal Ackermann et l'Erythréen Biniam Girmay. Au classement général, le Slovène Tadej Pogacar conserve le maillot jaune, avec 1 min 06 d'avance sur le Belge Remco Evenepoel et 1 min 14 sur le Danois Jonas Vingegaard.

Samedi, 14e étape : Pau-Saint-Lary-Soulan Pla d'Adet (151,9 km) ; **Dimanche, 15e étape :** Loudenvielle-plateau de Beille (197,7 km). ■

JO Paris 2024 : la magnifique revanche de Manaudou et Robert-Michon

Cédric Callier

Battus en 2021 pour être porte-drapeaux, le nageur et la lanceuse de disque ont cette fois remporté - logiquement - la mise en vue du 26 juillet prochain.

Le 26 juillet prochain, lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris 2024, Mélina Robert-Michon et Florent Manaudou porteront haut le drapeau bleu-blanc-rouge. Un choix qui n'a rien de surprenant tant la discobole et le nageur faisaient figure de favoris auprès des 622 (571 titulaires et 51 remplaçants) athlètes qualifiés pour la grand-messe olympique appelés à voter entre mardi et mercredi.

D'ailleurs, tel un symbole de leur pleine légitimité, même les battus du scrutin ont immédiatement tenu à leur rendre hommage, comme la judokate Romane Dicko : *« Je ne suis pas triste car c'est vraiment un beau duo. Mélina et Flo, cela va être une belle équipe. Je suis très contente de ce choix car nous allons avoir des porte-drapeaux géniaux et j'ai tellement hâte d'être sur ce bateau le 26, derrière eux. »* Néanmoins, une question se pose : comment ces recalés de 2021 – les deux ayant déjà été candidats à ce rôle avant les JO de Tokyo – sont-ils parvenus à devenir les successeurs de leurs bourreaux à l'époque, à savoir Clarisse Agbégnénou et Samir Aït Saïd ?

Les deux cas diffèrent totalement. Chez les femmes, il y a trois ans, Mélina Robert-Michon avait subi logiquement la loi de la reine des tatamis, détentrice à ce moment-là de cinq titres mondiaux et en route pour transformer l'argent de Rio 2016 en or dans le majestueux Budokan de Tokyo. Et, forte de son doublé olympique avec le titre décroché par équipes, Clarisse Agbégnénou avait parfaitement répondu aux attentes placées en elle, entérinant définitivement la justesse de son élection. Battue logiquement, la médaillée d'argent du lancer du disque lors des JO 2016 a su faire preuve de patience, pour s'imposer comme une évidence cette année.

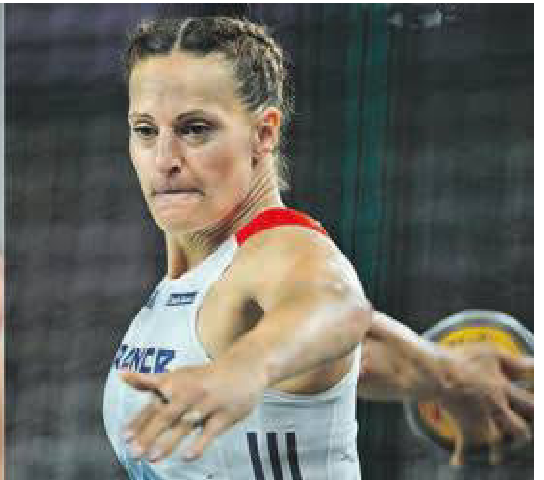
À 45 ans, âge qu'elle aura le 18 juillet prochain, Mélina Robert-Michon s'apprête à vivre à Paris ses septièmes Jeux. Une longévité exceptionnelle dans une discipline telle que l'athlétisme. D'autant plus dans un parcours jalonné de deux grossesses – en 2010 et 2018 –, elle qui fut finalement l'une des premières à démontrer qu'une carrière de sportive de haut niveau ne s'arrêtait pas au moment de devenir mère, avec de grandes réussites comme son titre de vice-championne du monde en 2013 et son actuel record de France avec un jet à 66,73 m, mais aussi de douloureux échecs - en particulier à Tokyo, il y a trois ans, où elle avait échoué à atteindre la finale. Dotée d'une résilience à toute épreuve, l'Iséroise est revenue pour Paris 2024, et son caractère enjoué, humble a fini par emporter les suffrages.

Une magnifique manière de boucler la boucle

Pour Florent Manaudou, l'histoire est tout autre. Annoncé comme le grand favori en 2021 face à Renaud Lavillenie, le nageur de 33 ans avait eu la surprise de voir le gymnaste Samir Aït Saïd lui passer devant. Un épisode qu'avait raconté dans son livre *Je ne regrette (presque) rien* le perchiste. *« Les membres du Cnosf* (Comité national olympique et sportif français) *m'ont appelé, tard, pour me dire qu'ils étaient désolés (...) mais que ce n'était pas moi. Je me souviens avoir répondu tout de suite : "C'est cool pour Florent." Et là, ils m'ont dit : "Ah non, ce n'est pas lui non plus !" J'étais dans l'incompréhension la plus totale. »* Mais peut-être est-ce de cette incompréhension, alors amplement partagée dans le mouvement olympien français, qu'est née la victoire cette année de Florent Manaudou…

Ne parvenant pas à se qualifier, Renaud Lavillenie n'a pu aller au bout de sa candidature, laissant un boulevard au champion olympique de 2012 avec pour seul adversaire véritable le fleurettiste Enzo Lefort. Et histoire de mettre toutes les chances du côté du frère de Laure, le Cnosf l'avait nommé capitaine du relais de la flamme, qu'il fut d'ailleurs le premier à porter à son arrivée dans l'Hexagone, du côté de Marseille, où il est licencié auprès du Cercle des nageurs. De capitaine à porte-drapeau, il n'y avait plus qu'un fil ténu et ce nouveau rôle sera une magnifique manière de boucler la boucle pour lui, comme il le confiait au moment d'annoncer sa candidature en mars dernier : *« J'ai fait beaucoup de choses déjà dans ma carrière, des titres, des records. Si je suis porte-drapeau, c'est vrai que j'aurais tout coché. Je serai comblé à la fin de ma carrière. »* ■





À gauche: **Florent Manaudou se prépare à prendre le départ des séries du 100 m nage libre lors des championnats de France de natation, le 18 juin, à Chartres. *À droite:* Mélina Robert-Michon lors des championnats du monde d'athlétisme, le 22 août 2023, à Budapest (Hongrie).** S. BOZON, BEN STANSALL/AFP

Keïta et Hanquinquant, les symboles

Le 8 mai, elle avait, comme Florent Manaudou, été mise à l'honneur lors de l'arrivée de la flamme sur le sol français. Relais entre le sculptural nageur et le rappeur Jul. Nantenin Keïta (39 ans) vivra ses cinquièmes Jeux. La para-athlète compte quatre médailles : l'or sur 400 m à Rio de Janeiro en 2016 dans la catégorie T13 (athlètes malvoyants), l'argent et le bronze à Pékin en 2008 sur 200 m et 400 m, le bronze à Londres en 2012 sur 100 m (elle est également triple championne du monde). La fille du musicien malien Salif Keïta s'est, tout au long du projet, impliquée.

À l'occasion de la première journée paralympique, en 2022, elle résumait : *« L'objectif des Jeux est que, au lendemain de Paris 2024, on sorte avec une France qui a un autre regard sur le handicap. Qui se dit que le sport pour une personne en situation de handicap, c'est possible, avec de plus en plus de personnes en situation de handicap qui viennent à la pratique sportive avec un bien vivre ensemble facilité. »*

Porte-parole investi

Elle conduira, le 28 août sur la place de la Concorde, la délégation française lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques avec Alexis Hanquinquant (38 ans). Champion en titre en paratriathlon (catégorie PTS4, amputé d'un membre inférieur), le Normand était avec la flamme sur les marches du Festival de Cannes. Le porte-parole investi, qui a décroché le titre de champion du monde six fois consécutives et vise un nouveau titre, assure : *« Je suis debout. Sur ma prothèse, fier. Je pars du principe que tout est possible. Tout le monde ne deviendra pas champion paralympique de triathlon mais on a tous une énergie, des envies, des choses à réaliser… »* ■ **J.-J. E.**

La flamme débarque à Paris en avant-goût des Jeux

Adrien Bez

Tout afflue à Paris, y compris la flamme olympique. L'incontournable torche débarque dans la capitale ce dimanche 14 juillet et lundi 15 juillet, trois mois après l'allumage à Olympie, en Grèce. Depuis Marseille, point de départ du relais, près de quatre cents villes et cinq territoires ultramarins se sont succédé pour l'entretenir. Elle reviendra à Paris le 26 juillet pour la cérémonie d'ouverture, après dix derniers jours de vadrouille en Île-de-France, mais il fallait bien passer un jour ou l'autre sur la terre d'accueil officielle des Jeux. Comme un avant-goût des festivités à venir.

Dans les artères de la Ville Lumière, ils seront plus de 450 à porter et à se transmettre le feu sacré. Chacun devra assumer 200 mètres de course avec ce témoin de 70 cm et 1,5 kg d'acier recyclé en main. Dimanche, le parcours se concentre sur les incontournables du centre de Paris. Lundi, place aux quartiers périphériques. Aucun arrondissement n'est oublié par les organisateurs, histoire de *« montrer toutes les facettes de la ville »*.

Le 14 juillet, jour de fête nationale, comment ne pas saisir l'opportunité de raccrocher la flamme olympique au défilé sur les Champs Élysées ? C'est là, face à la tribune présidentielle, que la flamme olympique entamera son itinéraire au moment même où la Patrouille de France et le refrain de *La Marseillaise* clôtureront la cérémonie militaire. Il sera 13 heures. Le préambule d'un parcours prestigieux, royal même, à travers les rues et monuments les plus célèbres de la capitale, du Grand Palais à l'Hôtel de Ville, en passant par le Louvre, la Sorbonne, l'Assemblée nationale, l'Opéra, la Madeleine, la Maison Victor Hugo ou encore la Bastille.

Hommage devant le Bataclan

Il ne faudra pas manquer, sur le parvis de Notre-Dame de Paris, le tableau artistique réalisé par la brigade des sapeurs-pompiers. Un joli clin d'œil, près de cinq ans après le terrible incendie dont la cathédrale se relève tout juste. Devant le Bataclan, l'hommage rendu par un violoncelle de la garde républicaine aux victimes de l'attentat du 13 novembre 2015 promet d'être particulièrement émouvant. Sur l'ancienne place de Grève, un peu après 21 heures, nous prêterons l'oreille au concert de l'orchestre de Radio France, avant l'allumage du chaudron.

Après une nuit passée sous les lustres de la salle Saint-Jean de l'Hôtel de Ville, la flamme repartira tôt lundi matin de l'Arena Porte de la Chapelle, dès 8 h 15. Au programme : Montmartre et le Sacré-Cœur, le métro aérien, la Fondation Louis Vuitton, la gare Montparnasse, la place d'Italie, la passerelle Mornay et bien sûr la place du Trocadéro, où le dernier porteur pourrait bien être un gros poisson. La procession s'offrira notamment un french cancan inédit des artistes du Moulin Rouge, place Blanche, une démonstration de souffleurs de conques, au jardin Solitude, un spectacle de cerfs-volants, sur le port de l'Arsenal, ou encore un pique-nique géant, aux Buttes Chaumont.

Pour voir du (très) beau monde, l'Insep est un immanquable de la journée du lundi. Aux alentours de 17 heures débutera un relais collectif d'anciens porte-drapeaux et de légendes ayant marqué leurs disciplines. L'occasion de saluer Marie-José Pérec, Laura Flessel, David Douillet, Stéphane Houdet ou encore Sandrine Martinet. La torche s'invitera aussi à Roland-Garros un peu avant midi, sous l'égide de la Fédération française de tennis et de François Jauffret, ancien demi-finaliste du Grand Chelem parisien. Pour le reste, les amateurs de ballon rond ne voudront pas manquer le champion du monde Blaise Matuidi dimanche à 18 h 45, rue de Dunkerque, et les amoureux de ballon ovale joueront des coudes pour apercevoir Gaël Fickou sur la promenade Germaine-Sablon lundi à 12 h 22. L'identité des derniers porteurs de chaque journée est encore un secret bien gardé. Marseille avait réussi à ménager le suspense jusqu'au bout, et c'est le rappeur Jul, icône de la Cité phocéenne, qui avait allumé le chaudron. Une chose est certaine, Eddy de Pretto, Jain et Ofenbach se produiront sur la scène du concert Coca-Cola place de la République, pour conclure deux jours de spectacles, fresques, festivités et animations en tous genres.

« La flamme olympique portera un message d'espérance, souhaite Anne Hidalgo, maire de Paris, dans un message publié sur le réseau social X (ex-Twitter). *À l'image de l'esprit parisien, ce peuple qui rayonne par sa diversité et son désir de liberté. Un peuple qui sait s'unir par tous les temps et qui garde le regard tourné vers l'avenir. »* ■

» Lire aussi PAGES 12 ET 17

EN BREF

Rugby : Auradou et Jegou inculpés pour viol aggravé

Les joueurs de l'équipe de France Hugo Auradou et Oscar Jegou ont été inculpés, vendredi, de viol aggravé par le parquet de Mendoza, à l'issue d'une audience de mise en accusation. Ils encourent jusqu'à vingt ans de prison. Les deux joueurs « resteront en détention » pendant l'étude de la demande de placement en résidence surveillée déposée par la défense. La rencontre face à l'Argentine, samedi à Buenos Aires (21 h, Canal+), est devenue anecdotique pour le XV de France, épilogue d'une tournée cauchemardesque.

Wimbledon : Alcaraz défendra son titre

L'Espagnol a fini par se défaire des griffes de Daniil Medvedev 6-7 (1/7), 6-3, 6-4, 6-4 et sera au rendez-vous de la finale, ce dimanche, contre Novak Djokovic ou Lorenzo Musetti. La finale dames opposera, ce samedi, la Tchèque Barbora Krejcikova (32e mondiale) à l'Italienne Jasmine Paolini (7e).

LES CLÉS DE LA VILLE À GRENOBLE

Troisième ville-centre la plus dense de France, Grenoble s'engage en faveur de la transition environnementale. Renforcement de la place de la nature, opérations de réhabilitations, aides à la rénovation énergétique…coup de projecteur avec la première adjointe au maire, chargée de l'urbanisme, Margot Belair et de nombreux invités, acteurs du territoire. **Par Olivier Marin** @OlivierMarin1

Située au pied des montagnes, entre le Drac et l'Isère, Grenoble (160 000 habitants), est la commune-centre de la deuxième agglomération de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Constituée de parcs naturels, musées, universités, centres de recherche réputés…la ville se distingue aussi par les téléphériques sphériques appelés « les bulles », qui relient la ville au sommet de la colline de La Bastille.

Charte locale habitat et construction

À l'instar de nombreuses villes, Grenoble a élaboré une charte locale de l'habitat et de la construction. Parmi les objectifs : informer, impliquer les habitants aux projets, veiller à la qualité de l'air, préserver la ressource en eau, renforcer la place de la nature, prévoir la réversibilité des programmes immobiliers, rendre les chantiers plus supportables pour les riverains, établir le bilan carbone de chaque opération. « À Grenoble, on se pose toujours la question de la réhabilitation avant la démolition reconstruction » souligne **Margot Belair**, chargée de l'urbanisme à la Ville. Parmi les projets emblématiques : l'ancienne Cité de l'Abbaye. A terme, il est prévu, 135 logements en accession, une résidence étudiante, un centre de santé, des locaux dédiés aux services. Autres exemples : l'un des premiers immeubles de bureaux à majorité bois, qui se situe à l'entrée de Grenoble et la Presqu'île ou encore le pôle enfance Les Trembles, place des Géants avec là aussi l'utilisation du bois.

Accompagner de nouvelles pratiques

« Nous mettons en place des ateliers de projets, en lien avec la Métropole qui réalise un gros travail autour de la bio climatisation. Nous souhaitons décliner le travail d'urbanisme favorable à la santé à l'échelle des quartiers » ajoute Margot Belair. L'équipe municipale veut montrer la voie. « Les projections climatiques à Grenoble, nous prédisent plus de 40 jours de canicule par an en 2050. Tandis qu'aujourd'hui, en moyenne cela représente 5 jours par an. L'un des grands enjeux de notre mandat est de ne plus avoir un Grenoblois ou Grenobloise situé(e) à plus de cinq minutes d'un espace vert ou de fraîcheur. Nous y sommes quasiment, il reste deux zones à transformer » assure l'adjointe à l'urbanisme.

Le logement au cœur des enjeux

« Nous devons produire tous types de logements : sociaux, mixtes, intermédiaires, en bail réel solidaire, en accession libre, et bien sûr pour les étudiants » indique Margot Belair qui déclare être particulièrement attentive à « la vacance de logements qui augmente ». Représentante du Conseil supérieur du notariat, maître Aurélie Bouvier, notaire à Meylan, dresse un panorama du marché de l'immobilier ancien grenoblois. Parmi les chiffres clés : moins 23 % de ventes sur un an. Des prix médians qui s'affichent à 2 500 €/m² pour un appartement (-2,2% sur un an).



De g. à d. : JL.Porcedo; O.Marin; M.Belair; S.Levy- Valensi; P.Courbé Dubost; A.Bouvier

Des prix de maisons qui tournent en moyenne autour de 320.000 euros. Parmi les quartiers porteurs, l'Ile Verte, quartier historique qui confirme d'une année sur l'autre sa vitalité (3 500 €/m² en moyenne). Les quartiers de la Presqu'île, Europole, Championnet sont également cités. En matière de location, certains secteurs géographiques sont concernés par le dispositif d'encadrement des loyers qui doit être expérimenté. « C'est un véritable outil de régulation qui limite les abus » se félicite la première adjointe.

En avance sur les projets urbains

À l'occasion de la séquence « La vie ensemble », **Jean-Luc Porcedo**, président du pôle Transformation des territoires de Nexity, livre ses analyses sur l'état de l'immobilier neuf : « Quelle que soit la destination, sociale ou privée, dans la maison individuelle ou dans le collectif, les besoins en logements sont énormes sur l'ensemble du territoire. Il y a le travail sur la densité, sur la réhabilitation, sur la régénération urbaine qu'il faut réaliser. » Lors de l'émission, il rappelle que le village olympique des Jeux de Grenoble en 1968 a été transformé en logements pour les habitants. « Précurseur de la réversibilité du village olympique de Paris 2024, Grenoble a cette tradition d'être pilote, en avance sur les projets urbains » témoigne Jean-Luc Porcedo, qui a mené des études dans la région.

La nouvelle donne politique est-elle un frein aux aides à la rénovation énergétique ? **Pauline Courbé Dubost**, responsable des affaires publiques pour Hellio, se veut prudente, « Avec la dissolution, de nombreux projets de lois ont été suspendus. » L'heure est désormais à l'attente de clarifications. En attendant, Margot Belair rappelle qu'environ 2 000 logements par an ont été rénovés à Grenoble, grâce, notamment à l'accompagnement du dispositif « Mur Mur » qui permet de mener des travaux d'isolation de maisons ou de copropriétés.

À voir et à écouter !

À retrouver en vidéo sur : **immobilier.lefigaro.fr**

Les Francofolies, 40 ans, et toujours farouchement éclectiques

Olivier Nuc Envoyé spécial à La Rochelle

Le festival dédié à la chanson française stimule la curiosité en alternant artistes populaires et découvertes.

Comme chaque été, toute La Rochelle s'est mise en ordre de marche pour accueillir le plus grand festival de chanson française du pays. Créées en 1985 par l'animateur de France Inter Jean-Louis Foulquier, les « Franco » sont dirigées depuis 2005 par Gérard Pont, producteur de télévision (Morgane Production) et patron du Printemps de Bourges. L'homme, qui a adapté le festival aux contraintes du XXIe siècle, a annoncé, assez discrètement, qu'il allait passer la main. Ses collaborateurs Émilie Yakich et Dimitri Gavenc vont reprendre le flambeau. La première est celle à qui on doit le développement du Chantier des Francofolies. Le dispositif, mis en place en 2000, a permis de lancer et de développer des carrières aussi fracassantes que celles de Zaz, Zaho de Sagazan, Hoshi, Christine & The Queens, Juliette Armanet, Pomme, November Ultra, Feu! Chatterton, Bigflo et Oli ou Lomepal. Soit un éventail fourni des vedettes d'aujourd'hui, toutes passées par ce mécanisme unique au sein duquel des coachs aident les nouveaux venus à maîtriser les différents aspects du métier, de la scène à la promotion. Lauréat de la sélection 2020, Martin Luminet, qui a ressorti en juin un premier album remarqué, *Après Deuil(s)*. *« Ça m'aide à guérir dans la vie d'écrire des chansons,* confie cet auteur délicat et engagé. *J'écris parfois de manière un peu journalistique : je mélange des sujets qui me renversent émotionnellement et d'autres qui me taraudent intellectuellement. Soit ça me rend trop en colère, soit ça me rend trop triste et, du coup, j'ai besoin d'écrire dessus pour dénouer le sujet. Et puis mon grand-père a disparu et un amour a disparu dans ma vie aussi. Je me suis rendu compte que parler du deuil intime, amoureux ou familial, c'était une façon de parler des deuils collectifs : le deuil climatique, le deuil générationnel, et le deuil social. »*

Cette année, Martin Luminet est venu aux Franco participer à la création Éclectique, montée par Gaëtan Roussel aux côtés de Rachida Brakni, Renaud… L'an passé, il avait participé au spectacle d'Hervé Vilard. *« Je suis un pur produit des Franco. J'étais au Chantier l'année du Covid. Les équipes avaient déployé beaucoup d'énergie pour nous maintenir à flot. Ils avaient mis un point d'honneur à ce qu'il n'y ait pas de génération sacrifiée. Je suis resté proche de tous ceux de cette promotion, Terrier, Bandit Bandit, Fils Cara, Chien Noir… »*



Jeudi, le duo Arthur Teboul (chanteur et parolier du groupe Feu! Chatterton) et le pianiste de jazz Baptiste Trotignon a livré sa réinterprétation de quelques grands titres de la chanson française. ANTOINE MONÉGIER

Sting en clôture

C'est dans cette alternance entre artistes très grand public, comme Pascal Obispo et Patrick Bruel, sur la grande scène jeudi soir avec leurs tubes, et projets en développement que se niche la particularité des Franco. On ne s'y ennuie jamais, stimulé par l'originalité des propositions. Cette année, pour la première fois de son histoire, le festival a confié la clôture de sa soirée d'ouverture à une star anglo-saxonne. L'Anglais Sting, qui passe également par le Brive Festival et les Vieilles Charrues, a donné un concert extraordinaire mercredi 10 juillet. Accompagné par deux musiciens seulement, Dominic Miller à la guitare et le nouveau venu Chris Maas à la batterie, il est revenu à ses fondamentaux : le trio rock façon The Police. Après nous avoir égarés dans des projets aussi abscons qu'ennuyeux, et s'être gâché dans des collaborations hasardeuses avec Gims ou Mylène Farmer, Sting est venu rappeler pourquoi il est une des plus grandes stars de la planète. En mettant en avant ses nombreux tubes, le septuagénaire à la vigueur impressionnante a conquis le public. Voix impeccable, arrangements percutants, son puissant, le Britannique a laissé le charme agir. Un joli coup pour le festival, et une manière d'hommage à son fondateur, Jean-Louis Foulquier, de la part de son successeur, Gérard Pont.

Le jeudi 11 juillet, c'est davantage dans les petites salles qu'allèrent se nicher les curiosités de l'été. Mention spéciale à l'excellent Baptiste Hamon : après trois albums réussis, il continue son travail de vulgarisation de la country américaine. Entre compositions personnelles, reprises de standards du genre, et adaptations de titres légendaires de Dolly Parton ou de Johnny Cash, Hamon a convaincu le public que la country music n'était pas un genre ringard. Depuis que Beyoncé s'en est emparée et avant que Lana Del Rey sorte son propre album dans cette esthétique, il est bon de rappeler aux Français que ce style est dans l'air du temps.

Comment reprendre les standards de la chanson française sans les considérer comme des étendards? En allant écouter Arthur Teboul et Baptiste Trotignon. Le premier est le chanteur et parolier du groupe Feu! Chatterton. Le second est un grand pianiste de jazz et au-delà, féru de collaborations. L'un et l'autre ont été mis en contact par Jean-Philippe Allard, estimé producteur disparu en mai dernier. *« Jean-Philippe avait le don des idées improbables et pertinentes »*, dit Trotignon. Les deux musiciens ont monté un répertoire de 45 minutes en vue d'une représentation unique, dans le cadre du Piano Day, en mars dernier.

Pheonix et Jarre en final

« La première fois que je suis allé chez Baptiste, on a travaillé dans la cabane au fond de son jardin, où il y a deux pianos : j'avais l'impression d'aller chez le professeur, témoigne Teboul. *Sans trop réfléchir, on s'est mis à parler de reprises. »* Jouer des standards constitue les fondations mêmes de la formation d'un pianiste de jazz comme Trotignon. Pour Teboul, qui n'a jamais chanté que les textes qu'il écrit pour Feu! Chatterton, l'exercice est plus compliqué. *« Je n'avais pas les armes techniques*, reconnaît-il. *Il m'a fallu trois tournées de 120 dates pour devenir un chanteur. Ma seule force, c'était l'incarnation de mes propres histoires, et je ne pouvais plus me reposer dessus. »* Les deux complices établissent une liste de titres. *« On s'est rendu compte que c'était bien de trouver un équilibre entre quelques trucs du Panthéon, mais aussi des morceaux peu connus pour amener les gens à la découverte. On voulait à tout prix éviter le sticker "Hommage à la chanson française" »*, complète Trotignon. Ce dernier apporte sa pratique de l'improvisation, qui lui permet d'être, plus qu'un accompagnateur, une véritable voix qui échange avec celle d'Arthur Teboul. Nino Ferrer, Barbara, Brigitte Fontaine, Jacques Higelin, Serge Gainsbourg, Aragon, mais aussi des adaptations en français de titres de Radiohead et de John Lennon sont au programme. Un répertoire en adéquation avec un festival qui défend farouchement l'éclectisme et se terminera dimanche soir avec la French touch de Phoenix et la pyrotechnie de Jean-Michel Jarre, pionnier de la musique électronique française. ■

Vaison-la-Romaine voit la danse en grand

Ariane Bavelier

Sidi Larbi Cherkaoui a ouvert la 28e édition de Vaison Danses, festival qui invite les grandes compagnies internationales sous le ciel de Provence. Un enchantement.

Trois mille spectateurs assistaient dans le théâtre antique à l'ouverture du festival Vaison Danses ce 10 juillet. Trois mille alors que la population de cette perle du Vaucluse compte 6500 habitants. C'est dire si la danse tient au cœur des Vaisonnais. Pierre-François Heuclin, directeur artistique de la manifestation depuis 2018, sait concocter une programmation plurielle, qui fait la part belle à tous les types de danse, pourvu qu'elles soient assez fortes pour s'épanouir en grand sous le ciel de Provence.

Il y a ajouté le cirque, cher au cœur des Vaisonnais : en plus de ses ruines, son pont romain, son village médiéval qui grimpe à la falaise, Vaison s'enorgueillit d'une école de cirque. Elle a été baptisée Badaboum par les clowns qui l'ont fondée naguère. Ses élèves entrent parfois au Cnac ou à l'école de Montréal, un palmarès en soi. Pour beaucoup, la première européenne de *Kintsugi*, nouvelle pièce des excellents Canadiens de Machine de cirque, programmée ce 17 juillet, est attendue comme le must de l'été.

En ouverture, Sidi Larbi Cherkaoui donnait *Nomad* avec sa compagnie Eastman. *« Au même moment, le ballet de Genève dont il est directeur se produit à New York »*, déclarait Pierre-François Heuclin, pas peu fier de voir le petit Vaison jouer dans la cour des grands. *Nomad* est une rêverie devant un écran où figure en gros plan une terre craquelée de sécheresse. Un désert, celui qui attire l'amoureux des grandes solitudes, des nobles traversées à dos de chameaux, des mirages qui tremblent au lointain, des ciels infinis, des tourbillons du vent. Celui qui menace aussi l'humanité confrontée à la réalité du dérèglement climatique et à la folie des guerres atomiques.

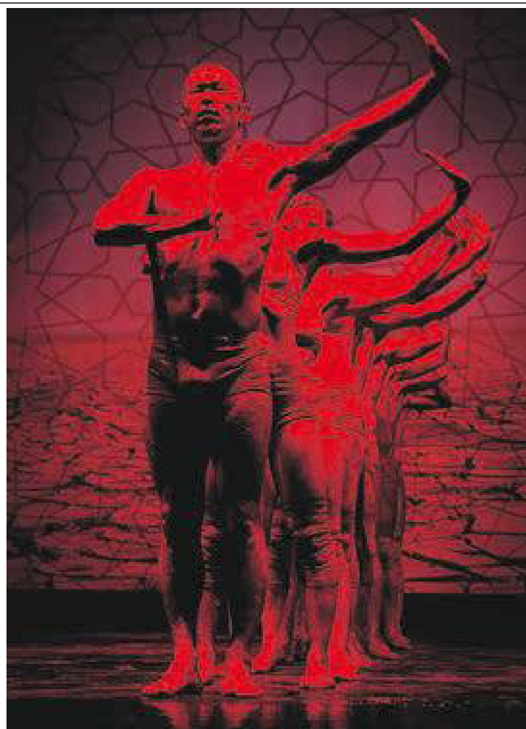
Flot puissant et indomptable

Cherkaoui convoque tout cela pour tisser une pièce entre fantasme et cauchemar, avec sa patte singulière et profondément humaniste. La danse est organique, quoique inventive : le chorégraphe forge un vocabulaire bien à lui à partir d'éléments empruntés au hip-hop, aux arts martiaux, à la danse contemporaine, avec des bras et des torsions comme des calligraphies sensuelles qui coulent dans les corps. Les danseurs chaussent de petites échasses qui prolongent l'invention : nouvelles proportions et nouveaux déséquilibres.

Sur une musique orientale, pétrie de volutes et de mélopées, Cherkaoui développe une chorégraphie assez figurative pour onze danseurs pris dans un flot puissant et indomptable : celui de l'éblouissement face au grandiose, de l'élan vers l'infini, celui de la peur aussi et de la soif de se retrouver entre gens de bonne volonté pour reconstruire quelque chose. La scène ce 10 juillet tenait nos vies en miroir et faisait prophétie.

Qu'en sera-t-il de la suite? Le 13 juillet, le public dansera, emporté par l'irrésistible *Soul Chain* de Sharon Eyal par la compagnie Tanzmainz avec laquelle la chorégraphe a beaucoup travaillé et, au ciel, les étoiles du Petit Prince riront de tous leurs feux comme dans les boîtes de nuit.

Le 20 juillet, elles descendront du ciel sur la scène; Ludmila Pagliero, Bleuenn Battistoni, étoiles des Italiens de l'Opéra de Paris, danseront Béjart, Petit, Noureev, Millepied et une création de Simone Valastro. Mourad Merzouki, enfin, signera le 24 juillet le final de cette 28e édition avec *Boxe Boxe Brasil*, hip-hop sur le ring, percutant et réjouissant, mené par le Quatuor Debussy. Un hit chorégraphique absolu. ■



***Nomad,* de Sidi Larbi Cherkaoui et sa compagnie Eastman.** STÉPHANE RENAUD

JO : un coin du voile se lève sur les cérémonies

Ariane Bavelier

Alors que l'on vient d'annoncer le nom du chorégraphe de la cérémonie d'ouverture des Paralympiques, le maître des festivités, Thomas Jolly, et le directeur du Cojop, Tony Estanguet, nous en disent plus sur les fêtes à venir.

À J-15, les héros sont rassemblés, fatigués mais fébriles. Tony Estanguet, patron de Paris 2024, Thomas Jolly, metteur en scène et maître des cérémonies, et Alexander Ekman, chorégraphe en charge de la seconde cérémonie d'ouverture des Jeux. Celle des Paralympiques, qui aura lieu le 28 août. Les 4000 athlètes arriveront par les Champs-Élysées et rejoindront la Concorde, où Ekman signe un show, sur une scène dressée autour de l'obélisque, bordée par 65000 spectateurs, pour 150 danseurs et 25 performers handicapés. *« Le même pourcentage que dans la société. L'idée est d'écrire un spectacle qui soit un accélérateur de leur inclusion »*, dit le chorégraphe suédois de 40 ans. Chorégraphe mais aussi scénariste. Il a défrayé la chronique en transformant la fosse d'orchestre du Palais Garnier en piscine à balles, pour *Play*, et en chorégraphiant un *Lac des cygnes* avec danseurs glissant et barbotant sur une scène inondée. *« La personne qui sait assembler de grands ensembles sur des sujets forts et de manière théâtrale et ludique, c'est bien Alexander. Il travaille sur l'ouverture des Paralympiques depuis 2022 »*, dit Jolly. Quels seront les ingrédients de sa scénographie ? *« Pour les interprètes, j'ai épluché les réseaux sociaux à la recherche de talents uniques. La place de la Concorde se suffit comme décor. Ma chorégraphie s'articule autour du sport et de comment il modifie les mouvements et les décors classiques. Il y aura de la vidéo »*, dit-il.



Alexander Ekman, chorégraphe en charge de la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques le 28 août, en répétition. CARL THORBORG

Ordre est donné de mettre le paquet. *« J'ai pris une claque monumentale en découvrant l'existence des Jeux paralympiques à Londres après la fin de ma carrière sportive*, ajoute Tony Estanguet, précisant que c'est la première fois qu'ils sont organisés en France. *Nous sommes donc aussi ambitieux pour leur cérémonie d'ouverture que pour celle du 26 juillet »*. On n'en saura pas davantage. Un show, un message. Comme pour les trois autres cérémonies que Thomas Jolly réglera lui-même.

Car ces Jeux de 2024 conjuguent, comme ils peuvent, malgré le contexte politique et le « bashing » ambiant, les valeurs de Coubertin actualisées au goût de nos mauvais jours. L'expression de « grande fête populaire » scandée comme un refrain depuis des semaines ne suffit plus à dissiper la malaise : *« Il n'y a pas d'un côté les réacs et de l'autre les woke. Il faut sortir de cette impasse-là*, affirme Thomas Jolly. *Ces fractures sont peut-être médiatiques et politiques, mais nous vivons tous ensemble dans ce pays, et l'universalité n'est pas qu'un joli mot. La France en est l'exemple, regardez le Louvre, premier musée au monde, où toutes les cultures de toutes les époques sont représentées. Les cérémonies surmonteront nos divisions si on se sent unis dans la diversité, qui est la devise de l'Europe. Les Jeux portent un message de réconciliation autour de nos différences, sources de richesse plutôt que de conflit. C'est d'ailleurs ce que raconte Paris, villemonde et grand laboratoire du vivre-ensemble. Regardez seulement la Pyramide posée en pleine cour du Louvre ! »*

A-t-il modifié son scénario ? Impossible ! Trop de va-et-vient avec l'Élysée, le ministère de l'Intérieur pour la sécurité, rien ne s'improvise. Mais Jolly, superviseur artistique des quatre cérémonies – monopole inédit qui permet une continuité entre toutes –, insiste sur la conviction du message qu'elles portent. Cet homme de théâtre, épris d'effets spéciaux à un niveau de pyrotechnie qui défie l'entendement, a travaillé sa copie en mettant les deux fêtes d'ouverture en miroir, au cœur de Paris, et les deux de fermeture, au Stade de France.

Le même collectif d'auteurs, regroupant un cinéaste, un écrivain, un auteur de théâtre et un historien, dont les noms n'ont pas encore été dévoilés, a construit, depuis octobre 2022, la dramaturgie de ces spectacles à regarder comme une saga. L'emballage suit : mêmes artistes designers, compositeurs, costumiers pour travailler sur toutes. Quelle narration ? *« Autour de l'idée, forte politiquement, de paradoxes pour les Paralympiques »*, dit Jolly en égrainant quatre : *« Primo, la place de la Concorde, celle de la guillotine, malgré son nom aujourd'hui pacifique. Secondo, son architecture Louis XV, avec un obélisque de l'Égypte antique. Tertio, les Champs-Élysées, à la fois plus belle avenue du monde, où la foule manifeste liesse ou mécontentement, et le séjour des héros vertueux aux enfers. Enfin, les athlètes paralympiques célébrés pendant quinze jours pour leurs performances extraordinaires, mais après, pour certains, prendre le métro restera compliqué. »*

Pour la cérémonie du 26 juillet, le secret reste de rigueur et la charte de confidentialité résiste. Céline Dion ? Aya Nakamura ? Des noms sont sans cesse lancés auxquels le Cojop ne réagit pas. L'effet waouh exige la surprise. *« Notre ambition est très élevée et la question n'est pas de savoir s'il y aura plus de performeurs, plus de blagues, plus d'artistes connus que pour les cérémonies passées, mais de voir la fameuse créativité française à son meilleur »*, dit Estanguet. *« Le rôle d'une cérémonie, c'est de donner aux 15000 athlètes de 200 pays l'envie d'offrir le meilleur et d'embarquer le public dans ce sillage. »* Jolly soulève à peine un coin du voile lorsqu'on le pousse dans ses retranchements pour savoir s'il vaudra mieux regarder la cérémonie du 26 juillet en live, et, si oui, comment (sur les 326000 places à disposition sur le site, dont 220000 gratuites déjà envolées, restent celles à 2700 et 1600 euros) tandis que les badauds se heurtent déjà depuis quelques jours à une Seine encagée sur toute sa longueur. Ou bien à la télévision, devant laquelle 1,5 milliard à 3 milliards de spectateurs sont attendus, entre 19 h 30 et 23 heures : *« Sur place, on communiera à la ferveur, mais nous travaillons avec OBS Studios à un story-board pour proposer un objet télévisuel particulier. C'est Jean-Paul Goude qui m'a soufflé l'idée, parce qu'il avait été déçu par les images captées pour la cérémonie du bicentenaire de 1789. Sur la Seine, du pont d'Austerlitz au pont d'Iéna, il y aura du spectacle sur le fleuve avec 12 bateaux artistiques en plus des 160 pour les délégations, sur les quais, sur les ponts, sur les toits et, qui sait, même… en sous-marin ! »* Jolly a les yeux qui pétillent. Estanguet se défend contre les rumeurs de coûts explosés : *« On a sécurisé l'enveloppe budgétaire. La cérémonie d'ouverture, largement bénéficiaire, permet de financer les autres. Pas un centime n'est au frais du contribuable. »*

« Les Jeux portent un message de réconciliation autour de nos différences, sources de richesse plutôt que de conflit »

Thomas Jolly
Directeur artistique des cérémonies olympiques

La fête prendra-t-elle ? Les Jeux organisés pour la première fois dans une ville, et non dans un stade construit exprès, jouent l'effet carte postale au détriment du confort des Parisiens. L'invitation qui leur a été faite d'intégrer le parcours du marathon, les nombreuses places encore à vendre pour les manifestations sportives ne suffisent pas à les garder en ville. Les affiches, placardées tôt dans le métro pour les pousser à télétravailler loin des festivités, n'ont pas arrangé les choses. *« C'est quand même extraordinaire de les avoir chassés. Quand on fait une fête chez soi, certes on pousse les meubles, mais on reste là pour recevoir les invités »*, dit Jolly. ■

» Lire aussi PAGE 14

Sept tendances qui vont marquer les voyages en Afrique en 2024

Marine Sanclemente Le Cap (Afrique du Sud)

Le continent représente 3 % à 5% du tourisme mondial, soit environ la fréquentation de l'Italie. Mais il est l'un des marchés les plus prometteurs… Tour d'horizon des idées qui nous font vibrer cette année.



MATTHEW DYSON, ROGER DE LA HARPE/AFRICA IMAGERY, MARK WILLIAMS

De haut en bas : **côté déco, le style vintage est dépassé : place au design ultra-contemporain, comme au Kateka Lodge, dans le parc Kruger, en Afrique du Sud. Les stars des safaris ne sont plus les « big five » mais d'autres animaux sauvages telles les hyènes *(notre photo)*. Autre grande tendance : les femmes s'imposent, de l'accueil au guidage en passant par la démonstration des savoir-faire, comme dans la réserve nationale Masaï Mara, au Kenya.**

Pister les hyènes et les fleurs sauvages plutôt que les grands fauves. Combiner l'intelligence artificielle aux études de terrain pour sauvegarder les espèces. Remiser la déco néocoloniale et porter haut les œuvres de la nouvelle scène artistique… De l'Afrique du Sud à la Tanzanie en passant par l'Angola, le Gabon, l'Ouganda ou le Ghana, émergent de nouvelles façons d'appréhender la découverte. Le voyage en Afrique fait sa révolution !

1. Les « big five » aux oubliettes

Et si les «ugly five» rendaient ringards les « big five » ? Exit les lions, léopards, éléphants, rhinocéros et buffles - ces cinq mammifères stars des safaris -, les hyènes, gnous, marabouts, vautours et phacochères font figure de nouvelles vedettes. Tel est le pari de plus en plus d'établissements 5 étoiles du parc Kruger, à l'instar du paisible Jock Safari Lodge. *« Environ 80 % des touristes qui arrivent en Afrique de l'Est (Kenya, Tanzanie…) ou en Afrique australe (Afrique du Sud, Botswana, Namibie…) viennent pour la faune sauvage »*, pointe Louis Strauss, le directeur de l'hôtel. Si le safari demeure la porte d'entrée de nombreux voyages en Afrique, la surfréquentation de certains parcs nationaux oblige les professionnels à revoir leur copie. *« Nous avons un travail d'éducation à faire pour expliquer aux clients qu'il n'est pas possible de voir les animaux en toute saison, notamment en période de reproduction*, ajoute-t-il. *L'objectif est de pouvoir leur offrir des alternatives excitantes. »* Porter un autre regard sur ce qui nous entoure est aussi ce qui a poussé Michael Lutzeyer à fonder la Grootbos Private Nature Reserve. Dans ce lodge situé à 2h15 au sud du Cap, tous les codes du safari sont réunis. Mais ce sont les fleurs qu'on admire ici. Plus de 953 espèces ont à ce jour été identifiées sur la propriété, dont sept nouvelles pour la science, rassemblées dans un superbe *«florilegium»*. *« Je veux que les gens partent de chez nous en se disant que, finalement, le monde va bien »*, explique ce rêveur passionné de botanique. Preuve que la beauté se trouve aussi dans l'infiniment petit.

2. L'intelligence artificielle comme alliée

Avant que les balades fleuries ne détrônent le traditionnel safari, la préservation des espèces reste une problématique majeure pour le tourisme en Afrique. Dans cette étude délicate des mouvements de la faune, la technologie s'avère être un outil précieux. Pour surveiller des zones ciblées ou des migrations à l'échelle du continent, l'intelligence artificielle est devenue une arme infiniment précieuse. *« L'utilisation d'un logiciel a été d'une aide significative face à la baisse du nombre d'éléphants recensés ces dernières années »*, affirme Prince Ngomane, responsable de la durabilité pour Tswalu, lodge au sud de la Kalahari Reserve, en Afrique du Sud. Parmi les solutions offertes aux gardes forestiers et aux hôteliers, l'entreprise Earth Ranger est sur toutes les lèvres. Leur méthode : collecter des données de milliers de sources (dont des images de la Nasa) pour les combiner à des études de terrain et délivrer des rapports en temps réel. Une ressource précieuse pour lutter contre la déforestation, le braconnage et le commerce illégal d'espèces sauvages. *« Au-delà de la partie visible de l'iceberg, ces logiciels permettent aussi de calculer précisément ce que ces changements rapportent*, conclut Brett Wallington, cofondateur de l'agence de développement durable Paragon Impact. *En espérant que cela incite de nombreux professionnels du tourisme à agir concrètement davantage. »*

3. L'ultracontemporain en ligne de mire

La tendance, côté design, se confirme : la décoration néocoloniale n'a plus le vent en poupe. Oubliées les palettes de beige et de kaki, le mobilier cossu et les trophées de chasse, l'heure est à l'innovation. *« Les voyageurs qui n'ont jamais séjourné dans un lodge contemporain ont toujours une petite appréhension en arrivant chez nous*, constatent les propriétaires du Sanctuary Olonana. *Mais ils repartent tous conquis ! »* La décoration de cet établissement ultramoderne lové le long de la rivière Mara, au Kenya, a fait l'objet d'une curation pointue dans des galeries d'art sud-africaines. *« Il faut arrêter de vouloir maintenir l'Afrique dans ce style vintage qui semble aujourd'hui un peu dépassé »*, ajoutent Trevor et Tasmin Savage, cofondateurs de Kateka, à l'ouest du parc Kruger. Dans le bâtiment principal ainsi que dans les six villas, une grande attention a été portée à la consommation d'énergie (toits recouverts de panneaux solaires, système de filtrage et de récupération des eaux, éclairage intelligent…) et, plus étonnant encore, au bien-être. Au programme : sauna infrarouge, bains glacés, cours de yoga, séances de renforcement, massages énergétiques et cuisine équilibrée, à dominante végétarienne. Développer une offre alternative au safari est aussi primordial pour le groupe Lemala qui, pour l'ouverture de son nouveau resort Osonjoi (prévue début 2025), s'est inspiré de l'esprit du hygge. Reste à savoir si philosophie danoise et exploration africaine feront bon ménage…

4. L'art au centre

L'année 2024 marque un événement important : l'ancien silo à grains dans lequel s'est établi le Zeitz Mocaa, plus grand musée d'art contemporain africain au monde, célèbre les 100 ans de sa construction. Un coup de projecteur de plus sur Le Cap, dont la récente Art Fair l'a déjà fait changer de sphère. *« Depuis dix ans, l'émergence de l'art contemporain a permis aux voyageurs d'envisager les voyages en Afrique sous un nouvel angle »*, se réjouit Michael Jacobs, concierge artistique du Silo, l'hôtel le plus luxueux de la ville. *« Jusqu'alors, les artistes africains faisaient majoritairement des portraits, parce que c'est ce qu'on attendait d'eux. Mais un changement est en train de se produire et on observe de plus en plus d'œuvres surréalistes ou abstraites, ainsi que des peintures de paysages sans aucune revendication politique. »* Dans sa charmante maison victorienne du quartier de Kloof Nek, le galeriste Christopher Moller confirme la tendance : *« Travailler avec la génération Z et les millennials bouleverse tous les codes établis. Contrairement à la génération précédente, ils parlent de la condition humaine avant d'évoquer leur identité. »* Pour Gabrielle Tesfaye, artiste interdisciplinaire originaire du Tigray, dans le nord de l'Ethiopie, l'enjeu se trouve désormais du côté de l'espace public. *« Dans des régions qui ont traversé des guerres, des génocides ou des épisodes douloureux, l'art à ciel ouvert ouvre la conversation*, affirme-t-elle. *Mais, surtout, il permet de donner de la visibilité aux créateurs pour porter l'héritage de la narration. »*

5. Les nouvelles destinations en vogue

Aussi effervescente qu'imprévisible, l'Afrique est un terrain où les destinations se font et se défont perpétuellement. Aucun exemple ne semble plus parlant que l'Angola qui, après avoir connu une longue période d'instabilité et vu sa faune décimée par la guerre, s'ouvre à nouveau. D'importants investissements de réintroduction ont été réalisés dans le parc national d'Iona par l'ONG African Parks. La rivière Cubango, source du delta de l'Okavango, est quant à elle dans le viseur de nombreux opérateurs fluviaux, tels qu'Explorations Company, qui y lancera un itinéraire à la fin de l'année. *« Nous avons enfin la possibilité d'offrir à nos clients un niveau de service élevé dans des territoires totalement inexplorés »*, se félicite la fondatrice Nicola Shepherd, qui propose également un circuit inédit au Tchad, du plateau de l'Ennedi au parc national de Zakouma. Le Gabon, grand oublié de l'Afrique sauvage, n'est pas en reste. Son gouvernement vient de créer treize parcs nationaux, et la Bezos Earth Foundation s'est engagée à restaurer 30 % des zones sauvages (avec un investissement de 30 millions de dollars). En dépit de certains troubles politiques récents, l'Ouganda se maintient. *« La force de ce pays est de concentrer un échantillon de tous les paysages africains en un seul territoire : la savane, la forêt tropicale, les lacs… Avec, en bonus, de nouveaux hôtels fantastiques »*, pointe Daniel Dieraert, directeur de l'agence Signature Africa. Une sérieuse concurrence pour son voisin rwandais, avec un rapport qualité-prix bien meilleur, notamment au niveau du permis d'observation des gorilles (800 € contre 1500 €). Côté villes, Accra, au Ghana, se positionne comme la nouvelle capitale branchée de l'Afrique de l'Ouest, avec une communauté créative en pleine effervescence et un nouveau front de mer signé par l'architecte David Adjaye.

6. Place aux femmes

D'après l'Association des guides professionnels d'Afrique australe, plus de 95 % des accompagnateurs de safari seraient des hommes en 2024. L'autonomisation des femmes demeure pourtant une problématique centrale pour le continent, et le Botswana fait figure d'élève modèle en la matière grâce à des ambassadeurs de choix. African Bush Camps, par exemple, a initié un programme de deux ans pour certifier des guides et augmenter les opportunités d'emploi et de développement. Son African Guiding Academy combine travaux pratiques et cours théoriques dans différents domaines : connaissance de la faune, éducation à la préservation des territoires, manipulation du matériel photographique… Un itinéraire de neuf nuits à travers trois pays (Botswana, Zimbabwe, Zambie), Women Empowerment Safari permet même aux voyageurs de soutenir financièrement l'initiative. Plus au nord, dans le delta, le Chobe Game Lodge dispose, quant à lui, d'une équipe de guides exclusivement féminines. Parallèlement, dans les plaines du Serengeti, en Tanzanie, l'ensemble du Dunia Camp d'Asilia Africa est géré par des femmes, qu'elles soient rangers, gestionnaires ou chefs, et des unités antibraconnage exclusivement féminines, comme les Brave Ones du Zimbabwe et les Black Mambas en Afrique du Sud, font des prouesses dans la conservation. *« Les femmes ont tendance à faire preuve de plus d'empathie, d'intuition et d'anticipation pour répondre aux besoins des clients*, s'enthousiasme Graham Vercueil, responsable de la formation des rangers chez AndBeyond. *On a tous à y gagner. »*





7. Le safari pour tous

Comment faire un safari quand on est en situation de handicap ? C'est la question que s'est posée Patrick Suverein, propriétaire d'une réserve de chasse dans le parc national de Kisumu, en Afrique du Sud, après s'être retrouvé en fauteuil roulant suite à des complications opératoires. *« Quand on a voulu voyager, on a réalisé que c'était impossible. Pas à cause du fauteuil en lui-même, mais à cause du manque d'infrastructures ! Les seuls endroits disponibles étaient vraiment médiocres et déprimants avec leurs barres en plastique dans toutes les pièces »*, se souvient Elly, sa femme. Le couple de retraités décide alors de transformer leur domaine en hôtel 5 étoiles accessible aux personnes à mobilité réduite, le Ximuwu Lodge. Land Cruiser avec sièges pivotants et coulissants, piscine équipée d'élévateurs discrets, sièges d'hélicoptère et cabines de soin adaptées… L'expérience est semblable à n'importe quel établissement pour personnes valides, avec un service de conciergerie dédié, Able2travel, qui s'occupe des transferts depuis Le Cap ou Johannesburg. Pour les voyageurs français, Nomade Aventure vient de lancer une gamme de séjours adaptés en partenariat avec Myriam et Pierre Cabon, couple « handi-valide » derrière le média d'aventures Wheeled World. Parmi les neuf destinations opérées, deux itinéraires sont proposés en Afrique. Plutôt Tanzanie ou Namibie ? Le rêve de safari n'a jamais semblé aussi accessible. ■



Tous les programmes
dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag



« Fancy Dance » : réserve de violence

Constance Jamet

Lily Gladstone illumine ce premier film de fiction d'Erica Tremblay, qui renouvelle le regard porté sur les Amérindiens.

En 2023, la grande fresque américaine de Martin Scorsese *Killers of the Flower Moon* révélait au grand public le charisme de Lily Gladstone. La comédienne amérindienne irradiait sous les traits d'une héritière autochtone empoisonnée par sa belle-famille blanche en vue de récupérer ses terres. La force tranquille de l'actrice de 37 ans opère à nouveau dans *Fancy Dance*. Ce premier long-métrage de la documentariste Erica Tremblay, acheté par Apple TV+, a été une des sensations du Festival de Sundance.

L'actrice y campe Jax, une arnaqueuse à la petite semaine et dealeuse au casier judiciaire fourni, qui vit avec sa nièce Roki en territoire Seneca-Cayuga, en Oklahoma. La mère de l'adolescente s'est volatilisée sans laisser de trace. Sa disparition, comme celle de tant de femmes indigènes, ne mobilise pas les forces de police. Lorsque Roki est placée chez son grand-père blanc, Jax la kidnappe et l'embarque dans un road trip désespéré pour marcher sur les traces de l'absente et tenir son ultime promesse : amener Roki au pow-wow annuel où elle devait participer à la traditionnelle danse mère-fille.

Meurtrissures des premières nations

Erica Tremblay signe un récit d'une simplicité viscérale sur cette épidémie de violences faites aux femmes. Pour supporter l'acharnement de l'administration, qui traite les Amérindiens en citoyen de seconde zone, la communauté et les coutumes ancestrales forment un dernier rempart. *Fancy Dance* capture le quotidien des habitants de la réserve : les jeux, les trocs, les trafics, les deuils impossibles et silencieux. Lily Gladstone met son jeu sans artifice et son visage si expressif au service de dialogues laconiques, empreints de colère ravalée. À l'image d'une héroïne qui sait, depuis longtemps, que les dés de son existence sont pipés. « *Je ne connais pas une personne autochtone qui ne porte le deuil d'un parent ou d'une connaissance tuée ou portée disparue*, explique Lily Gladstone. Fancy Dance *raconte la lutte, la ténacité de ceux qui les aiment, qui ressentent cruellement leur absence. En territoire indien, il y a deux pandémies : les sévices faits aux femmes et le retrait des enfants à leur famille. Il faut que l'art expose les perversions de notre système.* » Aux yeux de la comédienne, *Fancy Dance* complète d'ailleurs *Killers of the Flower Moon*. Deux œuvres qui explorent les meurtrissures des premières nations et l'héritage du colonialisme américain.


APPLE TV+

Lily Gladstone *(à droite)* avec Isabel DeRoy-Olson, un surprenant miroir.

Le personnage de Jax lui a aussi « *rappelé ses cousins et leur dualité entre leur vie quotidienne et leur profond respect des traditions* ». « *Le défi de Jax doit maintenir ce qui reste de sa famille à flot. Elle fait partie d'une longue lignée de femmes qui s'occupent des autres, préservent nos langues ancestrales, notre lien avec notre terre et nos connaissances sur les plantes médicinales.* » Lily Gladstone trouve en la jeune Isabel DeRoy-Olson, qui joue l'intrépide Roki, un surprenant miroir. Elles bougent dans une symétrie quasi parfaite devant et derrière la caméra. Même manière de se mouvoir, de s'asseoir. Elles ont à nouveau fait alliance dans *Under the Bridge*, le thriller de Disney+, où elles jouent d'ailleurs le même personnage, à deux âges différents. ■

« Fancy Dance »
Film sur Apple TV+
Notre avis : ●●●○

TF1

21.10 Les douze coups de midi
Jeu

Prés. : Jean-Luc Reichmann. 2h35. La 5000ème : le Maître des Maîtres. Inédit. Ce soir, Jean-Luc Reichmann célèbre la 5000e émission. À cette occasion, les 100 plus grands « Maîtres de midi », s'affrontent pour tenter de devenir « le Maître des Maîtres ».

23.45 Toulouse : le grand feu d'artifice. Emission spéciale. En direct.

France 2

21.10 Fort Boyard
Divertissement

Prés. : Olivier Minne. 2h14. Inédit. Le Père Fouras ouvre une cellule interdite baptisée « Le repaire des bannis ». Olivier Minne est quant à lui entouré de Claude Dartois, Marine Lorphelin, Pascal Bataille, Mario Baravecchia, Lorene Vivier et Maëlle. Ensemble, ils jouent pour l'association ARSLA.

23.24 Fort Boyard : toujours plus fort !

France 3

21.13 Dans l'ombre des dunes
Téléfilm. Dramatique

Fra/Blg. 2022. Réal. : Philippe Dajoux. 1h31. Avec Bruno Salomone. Un policier parisien part retrouver sa femme, partie se réfugier dans son village natal, dans l'espoir de sauver son couple. C'est alors qu'un meurtre épouvantable est commis.

22.44 Meurtres à... Série. Policière. Meurtres dans les Landes.

Canal+

21.10 Rugby : Test-match
Sport

2e match : Argentine - France. En direct. Le XV de France de Fabien Galthié revient en Argentine pour une nouvelle confrontation au stade José-Amalfitani de Buenos Aires.

23.07 Samedi sport. Mag. En direct.
23.28 Limbo. Film. Policier.

Arte

20.55 Yellowstone : Nature extrême
Documentaire

EU. 2019. Réal. : Thomas Winston. 1h30. Avec ses geysers et son volcan en demi-sommeil, le Yellowstone offre d'étonnants contrastes.

22.25 «Madama Butterfly» au Festival d'Aix-en-Provence. Opéra.

M6

21.10 Ce soir on chante pour les pompiers à Carcassonne
Divertissement

Prés. : Elodie Gossuin et Jérôme Anthony. 2h05. Depuis Carcassonne, Elodie Gossuin et Jérôme Anthony présentent un bal des pompiers XXL.

23.15 Ce soir on chante pour les pompiers à Montpellier. Div.

C8

19.21 La folie du camping-car. Doc.

21.08 La tournée triomphale des idoles
Concert. 2h09. Première partie. Dans ce spectacle, les idoles des années 1960 à 1980 interprètent leurs plus grands succès devant un public enthousiaste.

23.17 La tournée triomphale des idoles. Concert. Deuxième partie.

W9

17.10 La petite histoire de France. Série.

21.10 Le meilleur du Marrakech du Rire
Spectacle. 1h40. Les sketches cultes. Au fil des années, certaines prestations sont devenues cultes. Voici une occasion de retrouver un florilège de ces meilleurs spectacles.

22.50 Le meilleur du Marrakech du Rire. Spectacle. Destination Marrakech

TMC

19.15 Burger Quiz. Jeu.

21.15 Rendez-vous chez les Malawas
Film. Comédie. Blg/Fra. 2019. Réal. : James Huth. 1h50. Avec Christian Clavier. Pour les besoins d'une émission de télévision, quatre célébrités différentes doivent passer du temps dans une tribu d'Afrique isolée.

23.05 90' Enquêtes. Magazine.

France 5

20.30 Une maison, un artiste. Doc.

21.00 Echappées belles
Magazine. Prés. : Anto Cocagne. 1h34. Naples gourmande. À Naples, la cheffe cuisinière Anto Cocagne découvre combien la nourriture, aussi authentique que généreuse, occupe une place essentielle.

22.34 Echappées belles. Magazine. Jordanie, un rêve de voyageur.

RMC Découverte

19.45 Travaux XXL : piscines et lagons. Documentaire.

21.10 Europapark : la techno des manèges à sensation
Documentaire. Fra. 2023. Réal. : Emanuele Marzari. 1h10. Depuis un siècle, la famille Mack façonne des montagnes russes dans ses ateliers.

22.20 Méga loisirs : constructions XXL. Documentaire.

Histoire TV

20.20 Mystères d'archives. Doc.

20.50 Enquêtes au Moyen Age
Documentaire. GB. 2015. Réal. : Jeremy Freeston. 1h30. 2 épisodes. L'archéologue britannique Tim Sutherland se penche sur l'histoire du chevalier Cumbrian, mort en 1368, retrouvé dans un cercueil de plomb, le corps recouvert de cire d'abeilles.

22.20 Enquêtes au Moyen Age.

L'essentiel du dimanche

TF1 21.10 Apprentis parents
Film. Comédie. EU. 2018. Réal. : Sean Anders. 1h58. Avec Mark Wahlberg. Pete et Ellie sont en train de se faire construire une maison suffisamment grande pour y accueillir des enfants. Ils se renseignent sur les procédures d'adoption et se voient confier trois enfants, Juan, Lita et Lizzy.

France 2 20.40 Le concert de Paris
En direct. Prés. : Anna Sigalevitch. 3h10. Trois moments d'exception ponctuent la soirée : le «Concert de Paris», l'arrivée de la flamme olympique sur le parvis de l'Hôtel de Ville, l'allumage du chaudron puis le feu d'artifice de la Ville de Paris depuis le Champs-de-Mars.

France 3 21.13 Les enquêtes de Vera
Série. Policière. GB. 2020. Saison 10. Avec Brenda Blethyn. Le testament du sang. Un homme d'affaires est retrouvé mort dans sa maison par les huissiers venus prendre possession de la propriété. Il a été abattu par balles.

Canal+ 21.05 Gabart, quand gagner ne suffit plus
Doc. Première diffusion. Une immersion intime et spectaculaire de quatre ans dans la vie de François Gabart. Génie de la voile, François Gabart a remporté toutes les grandes compétitions.Mais face aux épreuves de la vie, il doit apprendre à se réinventer.

Arte 21.00 Working Girl
Film. Comédie romantique. EU. 1988. Réal. : Mike Nichols. 1h48. Avec Melanie Griffith. Tess McGill, une secrétaire new-yorkaise ambitieuse et dégourdie profite de l'absence de sa patronne, une femme d'affaires aux dents longues, pour diriger sa société.

M6 20.50 Football : Euro 2024
Sport. Finale : Espagne - Angleterre. En direct. Sur la pelouse de l'Olympiastadion de Berlin, l'Espagne, bourreau de la France, affronte l'Angleterre, pour le titre de champion d'Europe 2024. Attention, risque de prolongations et de tirs au but en cas d'égalité à la fin du temps réglementaire.

LE FIGARO TV Île-de-France

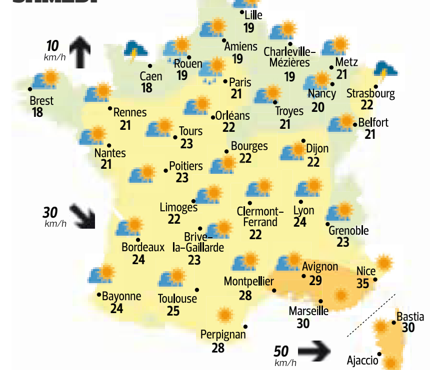
SAMEDI
20.00 Libre à vous, talk présenté par Guyonne de Montjou. Avec : Amélie de Bourbon-Parme.
20.30 Collections Madame Figaro, magazine.
21.00 Habillé(e)s pour l'hiver, documentaire. 2011.
22.00 INÉDIT : Le Figaro la nuit, magazine présenté par Thibaut Gauthier. Avec : Patrick Pelloux.

DIMANCHE
20.00 Libre à vous, talk présenté par Guyonne de Montjou. Avec : Régis Jauffret.
20.30 Collections Madame Figaro, magazine.
21.00 INÉDIT : La malédiction de la Grande Arche, documentaire.
22.00 Le Figaro la nuit, magazine présenté par Thibaut Gauthier. Avec : Benjamin Castaldi.

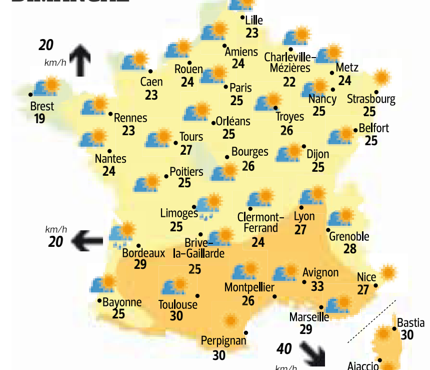
Pour regarder le Figaro TV ?
Canal 34 de la TNT en Île-de-France ou sur les box
SFR 468 | Orange 345
Free 904 | Bouygues 305

ÉPHÉMÉRIDE St-Henri
Soleil : Lever 06h02 - Coucher 21h50 - Premier quartier de Lune

SAMEDI



DIMANCHE

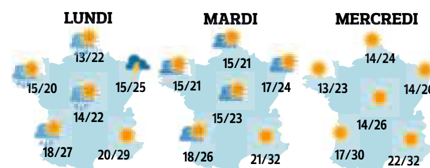


T (en °c)



LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	23/28	AMSTERDAM	14/16	ATHÈNES	26/37
BARCELONE	23/26	BELGRADE	27/39	BERLIN	16/23
BERNE	14/21	BRUXELLES	12/18	BUDAPEST	23/35
COPENHAGUE	16/18	DUBLIN	12/18	LISBONNE	16/24
LONDRES	12/18	MADRID	18/33	PRAGUE	20/24
RABAT	21/23	ROME	23/34	TUNIS	24/34



MOTS FLÉCHÉS N° 3882

- IL RONGE
- ABSENCE DE NOBLESSE
- DEVISE À PÉKIN
- EFFET DE CHOC
- ABSURDE
- MÉMORISER
- TAMISE
- RESTAURANT DU CÔTÉ DE ROME
- LE MANGANÈSE
- DEVENU PLUS RÉSISTANT
- IL EST RUDE EN SIBÉRIE
- INSECTICIDE
- PRÉCISE UNE POSSESSION
- VAUT *KSI*
- FÈS Y EST IMPÉRIALE
- MOT QUI RENVOIE
- COLLINES MOUVANTES
- SAM AUX USA
- MONTS BRETONS (D')
- DÉNOMBRER
- CABINETS PARTICULIERS
- QUI A BÉNÉFICIÉ D'UN ZOOM
- DURCIR LE COL D'UN VÊTEMENT
- AFFAIRE À DÉFENDRE
- GRANDS AIGLES
- DOTÉ D'ENTAILLES
- L'ACTINIUM
- PERROQUET
- DISQUE VIDÉO
- APPRÉCIATION POSITIVE
- PLACE FORTE GAULOISE
- BASE DE CALCUL
- ÇA FAIT MAL !
- GROUPE DE TÊTES CHERCHEUSES
- LA FIN DES FAIMS
- CONÇUE
- RAYMOND, PHILOSOPHE
- COIN PERDU
- S'ÉPANCHE
- MONTRENT LEUR PLAISIR
- MORDANTS
- FIGÉE PAR LA TENSION
- ACTIONNÉ
- DÉNANTIR
- PAPILLON AUX VIVES COULEURS
- EN VÉRITÉ
- DÉPARTEMENT
- RENOUVELER LE BAIL
- ÉCOLE ANGLAISE
- RENDRE GAI
- MODULATION DE FRÉQUENCE
- ARTÈRE D'IMPORTANCE
- CAPITAL
- MORCEAU MIS EN BOUCHÉE
- ENZYME
- CHANSON À TEXTE
- QUATRE À SIX TITRES
- TROUS D'AÉRATION
- FLÂNE (S')
- SOUDARDS
- VILLE DE THERMES
- QUELQUES MÈTRES EN CHINE
- MARQUE DE PASSAGE
- ANIMAL PARESSEUX
- PLAGE AZURÉENNE
- IL PORTE L'HABIT DEPUIS PEU
- ÉTOFFE D'AMEUBLEMENT
- MAGAZINE
- AXE DE L'ORBITE D'UN ASTRE
- AU GOÛT DU JOUR
- CAPACITÉ
- SECONDES ÉTUDES
- ASSÈCHE LE TERRAIN
- CRI DE CELUI QUI ENCAISSE
- DIEU ATMOSPHÉRIQUE
- ABRI DE TORTUE
- LE GOLFEUR S'Y RÉFÈRE
- CORRESPONDANCE ÉLECTRONIQUE
- ATTRIBUTS MASCULINS
- N'EST JAMAIS LE MOT DE LA FIN
- TASSÉE
- DU SABLE ET DES CAILLOUX
- METS D'ÂNE
- SAINT DU PAS-DE-CALAIS
- DÉDUIT
- IL SERT À MONTRER
- ÉRAFLURE
- BAC À RAFRAÎCHIR
- JUNIOR
- EXTORQUA
- RÉGION INDUSTRIELLE EN ALLEMAGNE
- MÉDIAS
- SUPPORTS DE GLACES
- INSÈRE UN SCION
- UNITÉ D'ANGLE
- TOTALEMENT HORS DE PROPOS
- CELA AIDE À RÊVER
- PRÉPARERAIENT
- BERCEAU POSSIBLE D'ABRAHAM
- EN ADMIRATION
- RITUEL NIPPON
- DU BOIS BRÛLÉ
- LIBRE-SERVICE
- REMORQUE UN NAVIRE
- CONSACRÉ
- RHÉSUS
- ALLER
- APPRIS PAR CŒUR
- LA BAGARRE DU MILIEU
- BEAU COMME PHILIPPE IV
- HONORABLE BRITANNIQUE
- REFLÉTANT
- JUS DE POMME ALCOOLISÉ
- TORTURER
- IL COIFFE LE HAMBURGER
- TRANSMET
- COUPÉE PAR LE SOMMET
- VANITÉ AFFICHÉE
- QUI S'Y FROTTE S'Y PIQUE
- UNE CUISSON À LA VAPEUR (À L')
- INGÉNIEUR FRANÇAIS
- PLATEAU DE LAVE
- C'EST LE MATIN QU'ON LE VOIT ROUGIR
- MÉLANGE D'ÉPICES INDIEN
- BEL INSECTE
- IL RAYONNAIT SUR CLÉOPÂTRE
- RIPAILLER
- SCOOTER
- FLEUVE BIÉLORUSSE
- IL RESTE AU FOND DU PRESSOIR
- BRUIT À RÉPÉTITION
- DÉFAIT LE CACHET
- ABRASIF
- REBOISER
- TÉLÉPHONE
- AU CŒUR MÉTALLIQUE
- NÉ
- CRITIQUER
- INAPPROPRIÉ
- RETENTISSANTS
- TIRE LES FILS
- FABRIQUE DE MINISTRES
- LABO DE PHYSIQUE
- ART MARTIAL
- FEMELLE DE GRISON
- ARME DE DUEL
- CLOÎTRÉE
- CRU DE CHAMPAGNE
- ARBRE TROPICAL
- PARALYSIE TEMPORAIRE
- ACHAT ILLÉGAL
- DÉMOLIT
- ORGANES DIGESTIFS
- IL REÇOIT LE FILM
- ATTAQUANT
- MATIÈRE DE VAN
- SALUT LES COPAINS !
- ON Y ÉCHANGE DES COUPS
- JOIE DE SCOUT
- FILET LUMINEUX
- IL DONNE BONNE MINE
- ÉLU DE BIGORRE
- BOUQUINER
- MONTURE QUI RÉJOUIT LES ENFANTS
- BRIDE
- FIGURE GÉOMÉTRIQUE
- PARTIE DE PÊCHE
- ROI PARTHE
- CRIER SOUS LES CORS
- EXPRIMER SA MAUVAISE HUMEUR
- BOULETTES ÉPICÉES
- PROCHE DU SUD
- CLOCHETTE D'OVIN
- INDISPOSER
- ERBIUM SYMBOLISÉ
- OUTIL DE GRAPHISTE
- DÉNOUÉ
- SOCIÉTÉ
- APPÂT ACCROCHÉ À L'HAMEÇON
- COURS
- DÉCOURONNEMENT
- UN OUI
- DES LIEUX À NE PAS FRÉQUENTER
- MIS EN ÉVEIL
- LES MUSULMANS S'EN FONT UNE FÊTE
- OS MINCE PROPRE AUX POISSONS
- PASSÉE POUR LA PREMIÈRE FOIS
- HONORER D'UN GESTE
- APRÈS LA CANINE

SUDOKU

RCI-JEUX

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne, et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9.

GRILLE 4785

FACILE

9	7	3			6	4	2	
		8						9
5		6		2	1	8		
		2				7	4	8
	8		6		3		5	
4	9	5				3		
		4	3	1		6		5
8						2		
	5	9	7			1	3	4

GRILLE 4786

DIFFICILE

			4	7	8			
3								2
6								5
			6	8	7			
		4		3		5		
		1				2		
	1		9		2		4	
	3						5	
4								7

GRILLE 4787

DIABOLIQUE

1						7	2	
2			9	7			6	
5			8					
				6	3		5	
	4						3	
	6		5	4				
					5			9
	5			1	7			4
	8	1						6

RCI-JEUX.com

DIRE DES GROS MOTS / ADMETTRE – KILOEURO / AU-DESSUS DE – ASSEMBLAGE DE CÂBLES OU DE CORDES – GRILLÉ AU SOLEIL / AXE ROUTIER – LAISSÉ À D'AUTRES / CAPTIVÉE, ÉBLOUIE – AU PIED DE LA LETTRE / LIMITE – MESSAGE D'INTERNAUTE / ANTIQUE VACHE – ENTAILLÉE AU SCALPEL – PAS UN VIANDARD / EXCLAMATION – DISTANT, VOIRE MÉPRISANT – UN VRAI PANIER DE CRABES – BOISSONS SANS CAFÉINE / RUISSELET

IL EST QUALIFIÉ / FORAGE – IL RÊVAIT DE VOLER / ANNULÉ

CÉPAGE DE QUALITÉ / SOUFFLE BRUYANT – CHAIR DU SALMIS / SAUCE BLANCHE – CARCASSE / CHOSE PRÉCIEUSE – RUINEUSE / PAGAYERA – LE FIN DU FIN / MUSARDE

CÉLÈBRE AMOUREUSE – TRAVAIL QUI MET DE L'ORDRE – PRODUIT D'ESPAGNE / A ÉTÉ À MÊME – TRÈS ITALIEN EN MUSIQUE

DIALECTE DE LA HAUTE ÉCOSSE – PRESQUE AU NIVEAU DU *SOL* – COLÈRE D'ANCIENS / AMATEUR DE LARDONS – ÉLÈVES OFFICIERS / DIFFUSE – ILS TOURNENT SUR UN CHANTIER / *ET CETERA*

BATTERIE ÉLECTRIQUE / PENDANT – CONTENANT DE POTION MAGIQUE / RIGUEUR – HOMME DE SOULÈVEMENT / QUART CHAUD – SAUMON D'EAU DOUCE – ATTAQUER EN JUSTICE

ELLE EST CHOUETTE / CHOPER DES NOIX – DISSÉMINÉE ÇÀ ET LÀ – PRINCE DE SANG / UN PEU DE CHLORE

EMBAUCHÉE / UN GARS MENAÇANT – CHICANER, CHINOISER, CHIPOTER – MONTE-CHARGE – DEMEURE EN PROVENCE / SITUÉE À L'ÉTUDE

INTÉRIEUR D'UN CANON / BOHÉMIENNE – DÉFERLEMENT / ÉVIDER À L'IMPRIMERIE – REMISE, GUÉRIE – D'ACCORD ! / BOUT DE REQUIN

IL SE FRANCHIT EN COURANT / PIGE – MESURE EN RÈGLE / QUI A DÉJÀ SERVI – RÉPÉTER EN ENFONÇANT LE CLOU – IL PARFUME LA SALADE / FARANDOLE – LINGUISTE ET ROMANCIER ITALIEN

DÉCOR DE TABLE / ÎLE D'ITALIE – HOME DES GRENOUILLES – BLONDE DE BISTROT / EXASPÉRÉE – DOCTEUR EN ABRÉGÉ – LUCARNE OUVERTE SUR LE MONDE

PRÉPARATION D'ALCHIMISTE – COUTUME ARCHAÏQUE / BUREAU DU BRICOLO

DURÉE / SAUT ARTISTIQUE – UN ROUQUIN PLEIN DE PANACHE – PARQUER / DE PETITE NATURE – PUNCH PAS FORCÉMENT CRÉOLE

CROIT AUX LENDEMAINS QUI CHANTENT – TOMBÉE DANS LE PANNEAU – QUI VIENT DE LA LUNE

CARRÉ DE JARDIN / HÔTELIER RUSTIQUE – CALES AU GARAGE – AMUSE-BOUCHES / BIEN MAL FORMULÉ

BOXEUR AMÉRICAIN / PIONNIER – DISTINGUÉ / RÉPAND PARTOUT – APPELÉ PAR UN SIGNAL / VIEIL ANDIN

MONTAGE DE PLANS / SON HUILE PURGE – BON PLI À LA BELOTE / ESPION INFILTRÉ – MAGISTRAT MUNICIPAL / FAMILLE EN KILT – MÉGAOCTET

DEVANCER AU SCORE / ÇA PRÉSENTE BIEN – PAYS À LA BANNIÈRE ÉTOILÉE – QUI EN REDEMANDE – CHEVAL FISCAL / COUSETTE – PHUKET ET OKINAWA S'Y TROUVENT – JEU À CLÉ / COUPURE DE PIÈCE

IL COLLECTIONNE LES SUCCÈS – TUNIQUES DES YEUX / RANDONNÉE EXTRÊME – DE LA MARINE / INTERJECTION ENFANTINE – REVENDEURS DES RUES – VIEUX TRAVESTI (D') / LONGUE TIGE

FAUTEUR DE TROUBLES / JUSTE SUFFISANT – CHAUSSURE LÉGÈRE / POÈME À LYRE – ILS SE MAINTIENNENT PAR HABITUDE

QUI RENFERME UN BIJOU / ADMIRATIVE – QUI TOUCHE UN SALAIRE / ROUE À GODETS – FUSIONNE – CONDAMNÉE AU MONOLOGUE – CROCHETS DE BOUCHERIE

ANCIEN ESPAGNOL / ATTÉNUE LA MOITEUR – POIL DUR / MANIFESTATION JUVÉNILE – POÈTE HELLÉNIQUE / JOUEUR DE BRIDGE – TRAPU / CHANCE D'ANTAN

FÉTIDE EN PHARMACIE / LUTH D'IRAN – FAUX CUIR / IL JETTE UN FROID – COMMISSION SPÉCIALE / À LE – FLAIRE LE GIBIER / IL RÈGNE EN MAÎTRE – MOYEN DE TRANSPORT FRANCILIEN

DEVANT LE *HOC*, PAS DEVANT LE HIC – APPROVISIONNÉ EN LIQUIDE / NÉGATION – COMPLICES DES VOLEURS / NOTE DU CHEF

ON PEUT Y TROUVER VOTRE NOM – SA FOURRURE PREND SOUVENT L'EAU – MILITAIRE ATTIRÉ PAR LE SUD

SUPPRIMÉE – ELLES ALIMENTENT LA LOCO – PRODUCTEURS DE SOIE

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6656

HORIZONTALEMENT

1. Il était bien dans ses bottes. – **2.** Perçoit les sommes dues. – **3.** Ne disait rien de bon. – **4.** Assure de sa présence à l'ascension. Attire la claque. – **5.** Ancien désherbant. Vieille auvergnate. – **6.** Saint patron des Bretons. Communique sa bonne humeur. – **7.** Sort du rouleau à tapisserie. Huile issue du pétrole. – **8.** Mères d'huile. – **9.** Ramant. – **10.** Piaf à l'hôtel. D'or à moto. – **11.** Classe les grands maîtres de l'échiquier. Hasard de la vie. – **12.** Enclins aux plaisirs charnels.

VERTICALEMENT

1. Concisions de l'écriture. – **2.** N'est pas près de s'épuiser. – **3.** Attaqué dans un coin. Saillie de la hanche. – **4.** Coupe court. Elles montent et descendent dans le bois et là aussi ! – **5.** Élément de la chaîne. Bleue à lames. De l'or serti dans l'émeraude. – **6.** Belle blonde wagnérienne. Peut prendre des couleurs d'arc-en-ciel. – **7.** Édicule d'urgence. Célébré avec beaucoup de pompes. – **8.** Fait de la restauration sur casseroles. Pour la Terre entière ou seulement au Maroc.

	1	2	3	4	5	6	7	8
1								
2								
3								
4						■		
5				■				
6					■			
7			■					■
8							■	
9								
10					■			
11				■				
12								

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6655

HORIZONTALEMENT **1.** Pédiluve. – **2.** Acuminés. – **3.** Rhô. Tirs. – **4.** Rose. STO. – **5.** Hg. Laser. – **6.** Ère. Los. – **7.** Samien. – **8.** Ippon. Zl. – **9.** Ahaneras. – **10.** Silo. Èze. – **11.** Teenager. – **12.** Essenine.

VERTICALEMENT **1.** Parrhésiaste. – **2.** Échographies. – **3.** Duos. Empalés. – **4.** Im. El. Ionone. – **5.** Lit. Alène. An. – **6.** Unisson. Régi. – **7.** Vertes. Zazen. – **8.** Essor. Misère.

SOLUTIONS DES JEUX DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

Mots fléchés n°3881

■	B	■	A	■	M	■	O	■	G	■	S	■	O	■	P	■	R	■	S	■	H	■
M	O	I	S	S	O	N	N	E	R	■	E	S	C	A	R	P	O	L	E	T	T	E
■	U	N	E	■	D	O	C	T	E	S	■	A	■	H	E	R	E	■	M	O	■	R
A	D	E	P	T	E	■	L	■	C	I	G	U	E	■	P	I	S	T	E	U	R	S
■	E	S	T	A	M	P	E	S	■	A	R	R	O	G	A	N	T	E	■	T	U	E
R	U	P	I	N	■	O	■	C	E	L	A	■	L	A	■	C	I	L	I	E	■	A
■	R	E	S	C	A	P	E	■	P	■	I	N	E	R	M	E	■	L	O	■	D	U
I	S	R	A	E	L	■	L	H	A	S	S	A	■	D	E	■	C	E	D	R	E	■
■	■	E	■	R	E	L	I	U	R	E	S	■	D	E	C	O	R	■	E	U	R	L
F	E	E	S	■	A	E	R	E	■	L	E	C	O	N	■	P	A	R	■	H	■	I
■	C	■	A	N	■	G	A	R	B	O	■	C	L	I	M	■	C	A	P	R	I	N
N	O	T	I	O	N	S	■	T	E	N	U	■	L	A	I	E	■	C	L	■	P	■
■	L	A	N	C	E	■	C	A	C	■	N	B	A	■	E	X	P	L	O	R	E	R
H	O	U	■	I	■	F	I	■	A	L	A	I	R	E	■	P	I	E	T	E	■	I
■	G	R	A	F	F	I	T	I	S	■	U	T	■	M	I	R	E	R	■	B	O	A
B	I	E	N	■	I	R	R	E	S	I	S	T	I	B	L	E	S	■	C	A	E	N
■	S	A	N	R	E	M	O	■	E	V	■	E	T	A	L	S	■	S	O	T	■	T
E	T	U	I	S	■	E	N	T	A	R	T	R	E	S	■	S	O	U	M	I	S	E
■	E	X	E	A	T	S	■	A	U	E	R	■	M	E	L	E	■	C	A	R	I	S

Sudoku n°4783

7	1	4	6	2	5	3	9	8
5	9	3	8	4	1	2	6	7
6	8	2	9	7	3	4	5	1
3	7	6	1	8	2	5	4	9
4	2	8	5	9	6	7	1	3
9	5	1	7	3	4	8	2	6
8	6	7	2	5	9	1	3	4
2	3	9	4	1	8	6	7	5
1	4	5	3	6	7	9	8	2

Sudoku n°4784

5	4	9	8	1	2	7	3	6
3	2	8	6	9	7	4	1	5
7	6	1	3	4	5	2	9	8
4	1	7	5	6	3	8	2	9
8	5	3	7	2	9	6	4	1
6	9	2	4	8	1	3	5	7
9	3	6	1	7	4	5	8	2
2	7	4	9	5	8	1	6	3
1	8	5	2	3	6	9	7	4

Kemaru n°4

1	4	3	2	5	4	3	2	1	5	4	2	1	3
3	2	1	4	3	2	5	4	3	2	1	3	5	2
1	4	5	2	1	4	1	2	1	4	5	4	1	3
2	3	1	3	5	2	3	4	5	3	1	3	2	4
1	4	2	4	1	4	5	2	1	2	5	4	1	5
2	3	1	5	3	2	3	4	5	3	1	2	3	4

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité

Courriel : carnetdujour@media.figaro.fr

sur notre site : carnetdujour.lefigaro.fr

Téléphone : 01 56 52 27 27

Le Carnet du Jour vous accueille du lundi au vendredi de **9h** à **13h** et de **14h** à **18h (excepté les jours fériés)** et tous les dimanches de **9h** à **13h**.

Vos annonces doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Tarifs :

du lundi au jeudi : 26 € TTC la ligne, jusqu'à 25 lignes
24 € TTC la ligne, à partir de 26 lignes
vendredi ou samedi : 29 € TTC la ligne, jusqu'à 25 lignes
27 € TTC la ligne, à partir de 26 lignes

Les lignes comportant des caractères gras sont facturées sur la base de deux lignes ; les effets de composition sont payants ; chaque texte doit comporter un minimum de 10 lignes.

Retrouvez nos annonces sur :
carnetdujour.lefigaro.fr
www.dansnoscoeurs.fr

fiançailles

Le baron François de CURIÈRES de CASTELNAU et la baronne, née Stéphanie Chastenet de Géry,

M. Yves ASSIER de POMPIGNAN et Mme, née Anne-Laurence Genin,

ont la joie de vous annoncer les fiançailles de leurs enfants

Paul et Marion

naissances

M. Édouard BERNOT et Mme, née Capucine Sallard Lalanne-Berdouticq,

partagent avec
M. et Mme Daniel Lalanne-Berdouticq,
M. Jérôme Sallard Lalanne-Berdouticq,
Mme Aude Clouet d'Orval,
M. et Mme Jacques Bernot

la joie d'annoncer la naissance de

Charlotte

à Paris, le 19 juin 2024.

communications

Le château Archambeau-Laloin
entre Chambord et Blois,
38, rue Lucien-Mignat,
41500 Suèvres,

vous propose des activités tout au long de l'été :

concerts de piano
poésie et littérature,

au pied du château habillé de mille et une roses...

À partir du samedi 29 juin 2024, tous les après-midi, à 14 heures.

www.chateauarchambeau.com

hommages

Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine).

En mémoire de

Hélène TOUTÉE

qui nous quittait dans sa 99e année, au mois d'avril 2023,

les Petits Frères des Pauvres ont une pensée reconnaissante pour leur bienfaitrice.

deuils

Mme Alvère de Bégon de Larouzière et ses enfants,
le comte et la comtesse Olivier de Bégon de Larouzière et leurs enfants,

le comte et la comtesse Roland de Bégon de Larouzière et leurs enfants,
la comtesse Aymar de Bégon de Larouzière, née Marie-Paule Chognot et ses enfants,

ses neveux en union avec la baronne Claude Bich (†), sa sœur,

ont la tristesse de faire part du décès du

comte Éric de BÉGON de LAROUZIÈRE

survenu le 8 juillet 2024, dans sa 84e année.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 17 juillet, à 14 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris (20e).

L'inhumation aura lieu le jeudi 18 juillet, à 16 h 30, au cimetière de Montmartre, Paris (18e).

Paris (16e).

M. Jean-François Betbeder, son époux,

Dominique de La Gorce,
Bernard de La Gorce,
Chantal de La Laurencie,
Véronique de La Gorce,
ses frères et sœurs, leurs conjoints et leurs enfants

font part du rappel à Dieu de

Mme Jean-François BETBEDER
née Geneviève de La Gorce,

le 10 juillet 2024, munie des sacrements de l'Église.

Elle a rejoint son fils Patrick.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-d'Auteuil, à Paris (16e), le mercredi 17 juillet, à 10 h 30.

Le colonel (h.) Régis de Bouët du Portal, son époux,

sœur Florence de la famille monastique de Bethléem,
le lieutenant-colonel (e.r.) et la comtesse Patrick de Bouët du Portal, ses enfants,

Olivier, Paul, Vianney, Blandine, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de la

comtesse Régis de BOUËT du PORTAL
née Béatrice de Lambilly,

le 11 juillet 2024, à l'âge de 94 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 17 juillet, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Guidel (Morbihan).

Christian (†) et Dominique Bourgois,
Jean-Manuel (†) et Hélène Bourgois,
Olivier Bourgois et Alice Goldet,
Delphine et Jean-Louis de Turckheim,
Laurent et Barbara Bourgois,
ses frères, sœur, belles-sœurs et beau-frère,

Étienne et Nicolas (†), Mathieu, Victoire, Ève, Karel, Joséphine, Pauline, Armance, Sébastien, Martin, Émilie, Raphaël, Paul et Aurore, ses neveux et nièces,

ont la tristesse de faire part du retour à Dieu de

Danièle BOURGOIS

le 8 juillet 2024, dans sa 90e année.

La cérémonie religieuse aura lieu dans la chapelle familiale Saint-Jean, à Antibes, le mardi 16 juillet, à 16 h 30.

L'inhumation se fera le mercredi 17 juillet, dans l'intimité.

Tarbes (Hautes-Pyrénées).

Patrick et Édith Butor, son fils et sa belle-fille,
Pauline et Adrien,
Louis-Dominique et Julie,
Grégoire et Julie,
ses petits-enfants,
Lilas, Jeanne, Côme, Alix, Charlotte et Marius, ses arrière-petits-enfants,
Yola Cazaux, son accompagnatrice,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Marie-Magdeleine BUTOR
née Allard,

le mercredi 10 juillet 2024, à l'âge de 96 ans.

Elle a rejoint Dominique, son époux, dans l'Amour et la Joie du Père.

La cérémonie religieuse sera célébrée par l'abbé Antoine Mérillon, ce samedi 13 juillet, à 14 h 30, en l'église Saint-Jean de Tarbes.

L'inhumation aura lieu dans la sépulture familiale, à Luzancy (Seine-et-Marne).

Selon sa volonté, ni fleurs ni couronnes. Elle souhaitait des dons à ceux qui sont dans le besoin.

La famille remercie par avance toutes les personnes qui, par leur présence ou leurs marques de sympathie, s'associeront à sa peine.

M. Patrick Butor,
55, rue de Bellechasse,
75007 Paris.

M. Cyril d'Houdain,
Mme Ariane Perreau,
M. et Mme Frédéric d'Houdain, en union avec Philippe (†) et Fabrice (†) d'Houdain, ses enfants,
Guillaume, Arnaud, Maxime, Romain, Damien, Charlotte, Paul, Jean, Inès, Nicolas, Pauline, Alix, ses petits-enfants, leurs conjoints,
ses dix arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

Hélène CONSTANS
née Lesage,
veuve du
contre-amiral Pierre Constans

survenu le 10 juillet 2024, à l'âge de 97 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Léon, à Paris (15e), le lundi 15 juillet, à 10 heures.

L'inhumation suivra, à 15 h 30, au cimetière de Bonneville-la-Louvet.

M. Julio Ribeyro

a l'immense chagrin de vous annoncer le décès de sa mère,

Alida CORDERO de RIBEYRO

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 15 juillet 2024, à 17 h 30, en l'église de la Madeleine, à Paris (8e).

Jacques Dupuis, son époux,

Brigitte, Christine, Frédéric, ses enfants, et leurs conjoints, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Alain et Françoise Chatoux, son frère et sa belle-sœur,

vous font part du rappel à Dieu de

Josiane DUPUIS

le 9 juillet 2024, dans sa quatre-vingtième année.

La célébration religieuse aura lieu en l'église Saint-Remi de Gif-sur-Yvette, le vendredi 19 juillet, à 10 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière Rougemonts Sud de Gif-sur-Yvette, à 11 h 30.

Tours.
Piriac-sur-Mer (Loire-Atlantique).

Anne Poisson, sa sœur,
Édith et Béatrice de Miollis,
Solange Reneaume,
ses belles-sœurs,

ses plus de 150 neveux et nièces

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Marc de GOY
née Armelle de Miollis,

survenu le 10 juillet 2024, dans sa 91e année, à Piriac.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Piriac-sur-Mer, le mercredi 17 juillet, à 14 heures.

Sa femme Katherine, ses enfants,
Mathilde, Louise et Martin, ses petits-enfants,
Grenade, Auguste, Castille, Lutèce, Gabrielle, Marguerite et Philippine,

ont la douleur de faire part du décès de

Claude GUILBAUD

le lundi 8 juillet 2024, à Figari.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 15 juillet, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, à Paris (6e).
Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Marie-France Klein, son épouse,
Frédéric, Patrick, Cédric, Marie-Virginie et Aymeric, ses enfants,
ses onze petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre KLEIN
facteur de pianos,
chevalier des Arts et des Lettres,

survenu le 5 juillet 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame, à Puiseaux (Loiret), le lundi 15 juillet 2024, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

kleinmv@gmail.com

Dinard (Ille-et-Vilaine).

Le colonel Étienne Jacques, son époux,
Mme Thierry Huet de Froberville,
M. et Mme Xavier Jacques,
M. et Mme Christophe Jacques,
M. et Mme Denis Valicon, ses enfants,
ses 12 petits-enfants,
ses 11 arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Mme Étienne JACQUES
née Marguerite Babeau,

le 8 juillet 2024, dans sa 89e année, munie des sacrements de l'Église.

La messe d'obsèques aura lieu le mardi 16 juillet, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Dinard.

L'inhumation se tiendra le mercredi 17 juillet, à 11 heures, au cimetière Saint-Chéron, à Chartres (Eure-et-Loir).

Marie Leprince-Ringuet, son épouse,

Nathalie Pello,
Sylvain Leprince-Ringuet,
Nicolas et Elodie Leprince-Ringuet,
Virginie Leprince-Ringuet,
ses enfants,

Josselin et Haiyan,
Hippolyte et Isis,
Octavian et Lucie,
Yquem et Andaine,
Chloé, Thomas, Margaux,
ses petits-enfants,
Ariane, son arrière-petite-fille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Alain LEPRINCE-RINGUET
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 9 juillet 2024, à l'âge de 86 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 16 juillet, à 15 heures, en la chapelle Saint-Louis de l'École militaire, 13, place Joffre, à Paris (7e).

Neuilly-sur-Seine.

La comtesse Arnaud d'Abzac,
Mme Gérard de Querzize,
le comte et la comtesse Jean de Meaux,

ses neveux et nièces,
Mme Montcé Lopez

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Gérard LLEWELLYN
née Marie de Meaux,

le 10 juillet 2024, dans sa 89e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre, à Neuilly-sur-Seine, le mercredi 17 juillet, à 10 h 30.

Françoise et Michel Teboul,
Chantal Mauduit, ses enfants,
Emmanuel et Alexandra Teboul, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès, à son domicile, de

Mme Gaëtan MAUDUIT
née Alberte Sabard,

le jeudi 11 juillet 2024, dans sa quatre-vingt-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 16 juillet, à 14 h 30, en l'église de la Sainte-Trinité, à Paris (9e).

L'inhumation aura lieu le jeudi 18 juillet, à 14 h 30, au cimetière d'Écueillé (Indre), dans le caveau familial.

« Je quitte ceux que j'aime pour rejoindre ceux que j'ai tant aimés. »

1, square La Bruyère,
75009 Paris.

M. François Moreau, son époux,
Vincent, Jean-Yves, Hubert, Thierry, ses fils,
Karine et Rebecca, ses belles-filles,
Maximilien, Capucine, Tristan, Alexis, Solène, Gauthier, Apolline, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Cécile MOREAU
née Moret de Rocheprise,

le 10 juillet 2024, à l'âge de 86 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Brémur-et-Vaurois (Côte-d'Or), le lundi 15 juillet, à 14 heures.

Péronne (Saône-et-Loire).

Isabelle et Jean-Éric Dullin,
Claude-Agnès Neyrand et Charles-Henri Bonnard,
Benoît Neyrand,
Claire Aton-Neyrand,
France et Frédéric de Parisot de Bernécourt,
ses enfants,

ses seize petits-enfants et leurs conjoints,

ses dix-huit arrière-petits-enfants,

les familles Spillmann, Laviron, Mirmand, Neyrand,

M. Hubert Hoppenot (†), ses enfants et petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Antoine NEYRAND
née Françoise Spillmann,

survenu le 10 juillet 2024, dans sa 93e année, à Sennecé-lès-Mâcon.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Madeleine, à Péronne, le mardi 16 juillet, à 15 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Péronne, à l'issue de la cérémonie.

En union avec son épouse, Marie-Françoise Rougeau-Van Peteghem (†),

Pascal et Virginie,
Thierry et Maria,
Laurence, Nathalie,
ses enfants,

Constance, Claire, Léa et Tess, ses petites-filles,

toute sa famille

et tous ceux qui l'ont connu, aimé et estimé

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Claude ROUGEAU
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
croix de la Valeur militaire,
croix du Combattant,
chevalier des Palmes académiques,

survenu à Lille, le mardi 9 juillet 2024, dans sa 91e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 16 juillet, à 10 heures, en l'église Sainte-Catherine, 14, rue Sainte-Catherine, à Lille.

Réunion aux portes de l'église à 9 h 45.

L'offrande en fin de célébration tiendra lieu de condoléances.

À l'issue de la cérémonie, l'inhumation aura lieu au cimetière du Sud, à Lille.

M. et Mme Jean Simon,
Mme Jacqueline Seurret,
le docteur et Mme Dominique Simon,
ses frères, sœur et belles-sœurs,

François et Sylvie Simon,
Juliette Simon,
Marie et Frédéric Feyt,
Bertrand et Anne-Marie Seurret,
Marc et Nelly Seurret,
Éric Simon,
Jean-Paul Simon,
Philippe Simon,
Charles Simon,
Odile Simon et Vlad Bogdanas,
ses neveux et nièces,
leurs enfants et petits-enfants,

les familles Simon, Levallois, Iung, Choisy et Renouf

ont la grande tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Colette SIMON
collaboratrice du président de l'Unaf (Union nationale des associations familiales) de 1976 à 1996,

le 8 juillet 2024, à Paris, à l'âge de 86 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 15 juillet, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Carentan (Manche), suivie de l'inhumation dans le caveau familial, au cimetière de Carentan.

La famille remercie le personnel de la maison de retraite des sœurs augustines, à Paris (13e), pour son accompagnement pendant ses dernières années.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue de Villersexel,
75007 Paris.

Lavercantière (Lot).

Anne, France et Joëlle, ses filles,

Jean-Christophe, Natasha, Sara et Lucas, ses petits-enfants,

Stan, Julie, Mathias et Amaury, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Dorothy, Helen TRUFFAUT
née Robertson,
veuve de
Michel Truffaut

survenu le 5 juillet 2024, dans sa 103e année, à Lavercantière.

Annette Vallet, née Varlet, son épouse,

Laurent et Agnès Vallet, son fils et sa belle-fille,
Sophie Vallet, sa fille,
Henry Vallet,
George Vallet,
ses petits-fils,
Richard et Josette Vallet, son frère et sa belle-sœur,
ses neveux, sa nièce et leurs enfants
ainsi que toute sa famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Hubert VALLET
notaire honoraire,
ancien délégué au Conseil supérieur du notariat,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 8 juillet 2024, à l'âge de 85 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 16 juillet, à 10 h 30, en la basilique Saint-Remi de Reims.

Cet avis tient lieu de faire-part.

souvenirs

Le 10 juillet 2023, Dieu rappelait à Lui

Vianney le BIHAN

en union de pensée pour lui, et pour

Isabelle le BIHAN
(1948-2023).

De la part de Jean-Yves le Bihan et sa famille,
Clotilde, Victoire, Pascal, Marie-Claude, Michel, Isabelle, Arnaud, Ana.

Il y a neuf ans, le 14 juillet 2015,

Auguste CHANCEL

nous quittait.

Le 29 janvier 2023, sa chère et tendre épouse,

Odile CHANCEL

nous quittait également.

« Heureux ceux qui croient sans avoir vu. »
Jean 20, 24-29.

Il y a neuf ans,

Janine GREE-THEAS

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée pour elle.

Le mardi 12 juillet 2022,

Bernard RAVEL-CHAPUIS
commerçant à Montmorot (Jura),
magasin Bazar Land et à Besançon (Doubs),
magasin Interpeau,

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu et ont apprécié sa personnalité, aient une pensée pour lui.

Marie-José et Thomas.

Il y a trente ans,

Jean TOUZELET
(1918-1994),
spécialiste de rollographie et de discographie historiques du compositeur Maurice Ravel,

nous quittait.

L'association 1901 **les Amis de Maurice Ravel** remercie tous ceux qui auront une pensée pour lui.

amisdemauriceravel@gmail.com

La tentation révolutionnaire de la gauche



CHRONIQUE
Mathieu Bock-Côté

Dimanche dernier, la France était sidérée par le résultat des élections législatives : alors qu'il était bien vu de redouter une majorité RN, elle découvrait la gauche au premier rang, elle-même surprise de sa victoire, et réclamant immédiatement les pleins pouvoirs. Une fois la gueule de bois surmontée, les partis du bloc central ont cherché à imposer un contre-récit politique : la « victoire » de la gauche serait en trompe-l'œil. La France serait majoritairement à droite, et il serait absurde d'en confier les commandes à la gauche radicale. Ce n'est pas faux, à condition de rappeler qu'il faut intégrer dans ce calcul les votes du RN, et les députés qui le représentent – ils sont soudainement réhabilités implicitement, sans le dire, dans l'arc républicain, et dans un nouveau barrage anti-NFP. C'est sur cette majorité anti-gauche nouvelle qu'on s'appuie dès lors pour réclamer une reformation du bloc central. Un régime, pour se maintenir, est capable de toutes les contorsions.

La gauche, elle, est toutefois restée sur sa première impression. Elle croit avoir gagné et veut désormais passer à la prochaine étape. Qu'on se comprenne bien : elle sait qu'elle n'est pas majoritaire, mais elle n'a jamais cru devoir l'être pour gouverner. Sa légitimité ne dépend pas du système démocratique, ou des procédures électorales, mais de son intime conviction d'incarner le sens de l'histoire. Le reste est affaire de circonstances. Elle doit prendre le pouvoir, démocratiquement ou non. De toute façon, ne se confond-elle pas avec la démocratie authentique ? Et dès lors qu'elle prend le pouvoir, elle ne veut pas le rendre. À défaut d'abolir les élections, elle veut engager des réformes qui marqueraient autant de ruptures irréversibles, sur lesquelles un prochain gouvernement ne pourrait pas revenir. Dans un tel scénario, le pouvoir conquis doit permettre l'application intégrale d'un programme où la politique doit construire une société radicalement nouvelle, au nom de la planification écologique et socialiste, et faisant tomber les dernières digues contenant l'immigration de masse.

« La gauche incarne le bien contre le mal : pourquoi consentirait-elle le moindre compromis fondamental avec la part déchue de l'humanité, qu'elle nomme la droite ? »

La gauche radicale a absorbé la gauche « modérée » : c'est le Bad Godesberg inversé de la gauche française. Mais que faire des opposants qui ne semblent pas accepter la révélation qui anime la gauche de droit divin ? Il faut les intimider, en les faisant taire (c'est la fascisation rhétorique du macronisme), ou les éliminer politiquement autant que possible. Par exemple en frappant d'un interdit moral la droite nationale. Par exemple en rangeant les opinions qu'elle désapprouve dans la catégorie des propos haineux qu'il est possible ensuite de poursuivre devant les tribunaux. Par exemple en fermant les médias qu'elle accuse de tenir une ligne illégitime. Tout cela est lié à une psychologie bien particulière. La gauche incarne le bien contre le mal : pourquoi consentirait-elle le moindre compromis fondamental avec la part déchue de l'humanité, qu'elle nomme la droite ? Au peuple des urnes, toujours décevant, car traversé par les préjugés usés mais tenaces du monde qu'elle veut renverser, elle préfère les avant-gardes – celles d'aujourd'hui sont assimilées aux minorités révoltées.

Mais voilà, la société, je l'ai dit, se crispe contre le Nouveau Front populaire. Elle refuse viscéralement la rupture révolutionnaire qu'on veut lui imposer de force. Voyons-y l'instinct de survie de l'homme ordinaire. La gauche interprète cette opposition comme une crispation réactionnaire du système, et se croit en droit de sortir du cadre légal généralement accepté pour pousser son avantage. Elle est prête, demain, à passer au troisième tour dans la rue. À la différence de la « droite », qui a une définition institutionnelle du politique, et croit encore à la vie privée et aux libertés propres à la société civile, où toutes les interactions sociales ne sont pas idéologisées, la gauche s'épanouit dans la conflictualité maximale et la politisation de l'intimité – ce qui se ressent dans sa conception de l'existence, d'ailleurs. C'est ce qui lui donne un avantage structurel dans les conflits sociaux. Elle exulte dans la manifestation.

Héritière des partis révolutionnaires du siècle dernier, elle dispose de ses propres miliciens violents, les antifas, au point même de les intégrer dans sa coalition électorale. Elle profite aussi de l'appui d'organisations syndicales et associatives nombreuses, qui renouent en ce moment avec le mythe de la grève générale ou, du moins, qui sont prêtes à paralyser le pays pour faire pression sur Emmanuel Macron et avoir un premier ministre issu du NFP. Sans oublier les politiques qui en appellent à marcher sur Matignon, témoignant par-là d'une conception insurrectionnelle du politique. Nous sommes ici dans une mystique de la conquête du pouvoir qui se réinscrit dans la tradition révolutionnaire. Seuls les esprits légers y verront une comédie. ■

« La Ve République n'est pas une démocratie du compromis »

» Lire aussi PAGES 5 À 8



FABIEN CLAIREFOND

ARNAUD TEYSSIER

À l'issue de ces élections législatives, qui marquent le retour du régime des partis, l'historien* analyse les issues possibles dans le cadre du régime politique imaginé par le général de Gaulle. L'adoption du scrutin proportionnel compromettrait définitivement nos institutions, avertit-il.

Propos recueillis par
Alexandre Devecchio

LE FIGARO. – À l'issue du second tour des élections législatives, l'Assemblée nationale est divisée en trois blocs qui semblent irréconciliables. Est-ce inédit dans la Ve République ?

ARNAUD TEYSSIER. – Oui, et c'est une situation qui est susceptible de durer, dans la mesure où l'un des trois « blocs » fait l'objet d'une répudiation de principe par les deux autres. Elle ne prendra fin que le jour, s'il survient, où le Rassemblement national aura définitivement pris possession de tout l'espace politique situé à droite.

Cela dit, il me semble que les réactions au second tour ont été souvent confuses, ou paradoxales. Il a été beaucoup question d'un « échec » pour le RN : mais parce que l'on met en rapport le résultat final avec les prédictions un peu folles des instituts de sondage à l'issue immédiate du premier tour, et parce que Jordan Bardella s'est sans doute montré trop présomptueux dans ses espérances. Mais le mouvement a beaucoup progressé en sièges – donc en poids politique – et, surtout, il est le seul à s'identifier à un parti en parfaite cohérence idéologique. Objectivement, il est le premier parti, groupe politique, de l'Assemblée – il pèse presque deux fois plus que LFI. Ses moyens humains et financiers sont renforcés. Il a franchi une étape de plus dans sa progression laborieuse, mais presque mécanique, vers le pouvoir. Et il n'aura pas à assumer les responsabilités dans les temps difficiles qui s'annoncent…

Enfin, il est clair que la majorité virtuelle de l'Assemblée se situe à droite, et non à gauche, contrairement aux prétentions de tel ou tel. Au NFP, seuls les socialistes ont progressé, mais ils n'ont fait que retrouver quelques plumes après la saignée des élections précédentes. En outre, beaucoup doivent leur siège à des électeurs qui ne sont pas leurs soutiens naturels. *« Le pays est à droite. On doit gouverner à droite »* : ce propos de Gérald Darmanin, au soir du second tour, tranchait par sa netteté sur la confusion ambiante et sur les clameurs de la place de la République.

La constitution d'un gouvernement passera sans doute par des accords d'appareil ou par des coalitions. Est-ce compatible avec l'esprit de la Ve République, qui a été pensée pour dégager des majorités fortes ?

Non. Le scrutin majoritaire, le parlementarisme rationalisé s'inscrivent dans un même esprit : dégager des majorités de gouvernement qui expriment la volonté profonde du peuple sans prétendre, pour autant, représenter avec exactitude et proportionnalité les différentes tendances qui se partagent l'opinion. C'est la démocratie de la volonté qui doit l'emporter sur celle du compromis. De Gaulle et les constituants de 1958 pensaient que la démocratie était fragile et qu'elle ne pouvait surmonter les obstacles et survivre aux crises qu'en se projetant inlassablement dans l'action. En outre, ce type de coalition conduit généralement à donner le pouvoir à des figures de circonstance ou à des formations-charnières, sans vraie légitimité électorale propre.

« C'est l'adoption du scrutin proportionnel qui compromettrait définitivement nos institutions et nous renverrait directement à la IVe République en rendant structurelle et inéluctable la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui »

Est-ce le retour du régime des partis, la Ve République revisitée ?

Oui. Mais des partis fort affaiblis et plongés, pour beaucoup d'entre eux, dans une réelle confusion idéologique. Il n'y a toutefois rien d'irrémédiable : bien des outils constitutionnels demeurent, pour qui veut gouverner dans la clarté. Il suffit d'y recourir à nouveau, avec pertinence et au moment choisi. C'est l'adoption du scrutin proportionnel qui compromettrait définitivement nos institutions et nous renverrait directement à la IVe République en rendant structurelle et inéluctable la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Le danger est réel, car une grande partie des dirigeants politiques en rêvent : avec le scrutin proportionnel, ce sont les partis, et non les électeurs, qui choisissent les élus qu'ils veulent sauver. Et les ententes et les coalitions se font après l'élection, dans le dos des électeurs, contrairement aux alliances ou accords préalables qui se font avant le scrutin dans le système majoritaire.

Cela va-t-il accroître le sentiment de dépossession démocratique d'une partie des Français ? Au-delà du contexte actuel de tripartition, comment en est-on arrivé-là ? Est-ce l'aboutissement d'un long processus ?

Le sentiment de dépossession ne peut que s'accroître. Alors que, on le sait, c'est une des raisons profondes qui ont provoqué le succès électoral croissant du RN. Comment en est-on arrivé là ? Tout le monde, dans le fond, le sait bien. En se refusant obstinément à désigner les problèmes et à nommer les choses, en laissant le fossé se creuser entre la France la plus urbanisée et la France profonde, entre la France des métropoles et celle de la diagonale de l'angoisse. Mais aussi, et on le dit moins, en laissant l'État entrer en friches, alors que c'est lui, selon le mot de Pierre Legendre, qui, dans notre pays, a toujours *« arbitré la guerre civile »*. La droite a contribué au phénomène en confondant l'État et les déficits, dont la nature réelle est pourtant bien connue et n'a pas grand-chose à voir avec le train de vie de l'administration ou le nombre de fonctionnaires…

En procédant à une dissolution, sans engager sa responsabilité, le président de la République a-t-il respecté l'esprit des institutions ?

La lettre, c'est certain. La dissolution est un des outils dont l'exécutif dispose pour tenter de dénouer une crise de confiance. Mais ce n'est pas vraiment conforme à l'esprit gaullien : de Gaulle aurait plutôt usé du référendum pour s'adresser directement et personnellement au peuple. Et il ne l'aurait pas fait de manière plébiscitaire, mais en posant une vraie question, sur un vrai sujet, engageant l'avenir. En choisissant le bon moment, et dans le cadre d'un débat public clair. C'est toujours chose possible, mais il est bien tard.

En cas d'ingouvernabilité prolongée, la démission du président de la République peut-elle permettre de résoudre la crise ?

Ce n'est pas certain, même si, en France, c'est bien l'élection présidentielle qui est l'ultima ratio. En temps normal, cette option fait partie de celles dont dispose le chef de l'État, dans sa relation directe avec le peuple. Mais Emmanuel Macron n'a pas de vrai successeur et ne peut pas lui-même se représenter : il partirait donc sur un aveu d'échec – sauf si, compte tenu de sa jeunesse, il avait le projet de revenir un jour. Tout cela est affaire de psychologie, et de maîtrise de l'Histoire. Mais on ne peut qu'être saisi par l'angoisse devant notre affaiblissement politique et institutionnel, et nos fractures profondes, face aux défis terribles qui se présentent à nous. Seule l'action pourrait nous délivrer de cette angoisse. Mais elle est aujourd'hui entravée. ■

** Auteur notamment de « L'Énigme Pompidou-de Gaulle », paru chez Perrin en 2021 et réédité en poche en 2024 (coll. « Tempus »).*

LE FIGARO

Dassault Médias (actionnaire à plus de 95 %) 23-25, rue de Provence 75009 Paris
Président-directeur général Charles Edelstenne
Administrateurs Thierry Dassault, Olivier Costa de Beauregard, Benoît Habert, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS (société éditrice) 23-25, rue de Provence 75009 Paris
Président Charles Edelstenne
Directeur général, directeur de la publication Marc Feuillée

Directeur des rédactions Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Télévision), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences).

Directeur artistique Pierre Bayle
Rédacteur en chef Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news Bertrand Gié
Éditeurs Robert Mergui, Anne Pican

FIGAROMEDIAS 23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité
Président-directeur général Aurore Domont
Direction, administration, rédaction 23-25, rue de Provence 75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7 h à 18h ; sam. de 8 h à 13 h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11 .
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.



Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. **Taux de fibres recyclées :** 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation :** Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de :
Édition nationale
1er cahier 24 pages
Cahier 2 Économie 6 pages
Sur certaines éditions :
Supplément 4
Magazine 88 pages
Cahier TV 60 pages
Supplément 5 Madame 92 pages

Zineb Mekouar : « Il y a urgence à sauver les abeilles et, à travers elles, le monde vivant »



PAR
Éric de La Chesnais

L'écrivain franco-marocaine dessine dans son roman, « Souviens-toi des abeilles », un lien entre la fragilité de cet insecte vivant en colonies et celle des humains...



FRANCESCA MANTOVANI/GALLIMARD

***« La langue arabe marocaine, ou darija, utilise de nombreux proverbes en rapport à la terre, à la nourriture, aux thématiques agricoles qui sont en fait des métaphores de notre rapport à la vie »*, souligne Zineb Mekouar.**

Le deuxième roman de Zineb Mekouar s'intitule *Souviens-toi des abeilles* (Gallimard). Dans ce livre, elle évoque les problèmes de la vie moderne après avoir observé la nature et s'être immergée dans la vie des paysans. Née à Casablanca, où elle a grandi jusqu'à ses 18 ans, elle vit à Paris depuis 2009. Ce qui ne l'empêche pas de retourner dans son pays natal pour y puiser son inspiration. Pour ce roman, elle est allée dans le plus vieux rucher collectif au monde, celui du Saint dans le Haut-Atlas, menacé de disparition par la sécheresse et les pratiques agricoles modernes...

LE FIGARO. - Les abeilles sont-elles en danger, y compris dans le Haut-Atlas, au Maroc ?
ZINEB MEKOUAR. - Les abeilles représentent la vulnérabilité du vivant et, aujourd'hui, à cause de la sécheresse notamment, elles sont en danger un peu partout. Au cœur du Haut-Atlas, une tradition ancestrale existe concernant l'apiculture, avec des ruches traditionnelles, faites de roseaux tressés, et un immense rucher collectif, fait de bois et de terre : le rucher d'Inzerki ou rucher du Saint, décor dans lequel se déroule l'intrigue de mon histoire. Je pense que nous sommes tous d'accord pour dire qu'il y a urgence à sauver les abeilles et, à travers elles, le monde vivant et notre humanité. Le titre de mon deuxième roman, *Souviens-toi des abeilles*, est une métaphore en quelque sorte ; j'aurais pu l'appeler « Souviens-toi de toi ». Ce roman traite aussi du rapport à la famille, c'est un huis clos avec très peu de personnages, le grand-père, la mère, le père et le fils, Anir. Entre eux, tout comme dans le bourdonnement des abeilles qui laisse peu à peu place au silence, les non-dits ont pris le pas sur la parole. Pourquoi ? Quel secret enfoui a fait perdre le rythme à cette mère qui s'est emmurée dans la folie après une nuit tragique ? Que s'est-il passé et comment retrouver le bourdonnement des abeilles, la parole qui libère les hommes ? C'est un va-et-vient que je fais dans ce livre entre la fragilité des abeilles et la nôtre, car nous sommes si petits, si fragiles aussi, même si nous avons parfois tendance à l'oublier. Je voulais remettre, par ce roman, l'homme à sa juste place, à l'échelle des êtres vivants, non pas au centre de la nature, mais avec elle.

Comment avez découvert le rucher du Saint, le plus vieux rucher collectif au monde ?
J'ai découvert l'endroit par hasard, au détour d'une conversation. C'est un lieu majestueux, venant de la tradition amazighe et berbère des « greniers collectifs ». Celui-ci est spécifiquement dédié au miel, et les apiculteurs de toutes les régions y venaient en transhumance. Malheureusement, l'eau manque aujourd'hui. Lorsque j'y suis allée, je me suis rendu compte que la sécheresse entraînait l'exode rural forcé, et que ce savoir-faire se perdait. J'ai voulu en faire un livre, à la fois très contemporain mais aussi intemporel, puisque l'on y trouve des émotions toutes humaines, un dysfonctionnement familial, l'impuissance d'un père, d'un fils à sauver sa mère... et puis le temps qui se fige, avec cette chaleur et cette nature indifférente, indomptable, de plus en plus aride. Dans le roman, tout ce qui est en rapport au rucher, aux abeilles, aux traditions est vrai. J'ai fait beaucoup de recherches grâce notamment à l'aide d'universitaire et j'ai rencontré la population locale. Cependant, l'histoire, l'intrigue est totalement inventée.

Combien de temps avez-vous passé sur place ?
J'y suis allée plusieurs fois, en restant quelques jours à chaque fois. La générosité avec laquelle la population m'a accueillie, la chaleur avec laquelle les habitants m'ont ouvert leurs portes, raconté leurs traditions, partagé leur miel me resteront longtemps en mémoire. Je les remercie à la fin du roman.

Quelles seraient les mesures à prendre pour éviter que les ruchers ne se taisent pas les uns après les autres ?
Le manque d'eau est malheureusement de plus en plus réel et touche fortement le pourtour méditerranéen, et le monde, par régions entières. De nombreux États font de l'eau la priorité de leurs politiques publiques. Mon roman est là pour témoigner d'une réalité, d'un savoir-faire ancestral, empreint d'oralité, qui, effectivement, peut se perdre si nous ne faisons rien. J'ai pu rencontrer le ministre de la Culture marocain qui va, entre autres, porter candidat le rucher d'Inzerki au Patrimoine mondial de l'Unesco. C'est une nécessité de sauvegarder le lieu et le savoir-faire. Par ailleurs, nous avons, chacune et chacun, la possibilité, par des gestes quotidiens, d'être conscients de notre rapport à la terre, au vivant.

Pourquoi trois parties dans votre roman : terre rouge, terre ocre et terre blanche ?
En allant sur place, j'ai été frappée par les couleurs, le rouge, l'ocre, le vert aussi, par endroits. Et le bleu du ciel, éclatant - sans appel. J'ai voulu partager avec les lecteurs cette expérience sensorielle. Et le manque d'eau qui assèche la terre, l'effrite. Cela a un effet sur les couleurs qui, avec le soleil éclatant et qui frappe le sol, les yeux, se confondent dans la blancheur de la lumière. C'est très beau et en même temps crépusculaire.

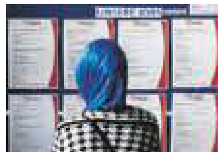
Vous êtes une écrivain engagée. À travers votre roman, qu'avez-vous voulu dénoncer ou mettre en avant ?
Je considère mon écriture comme engagée. J'écris pour digérer le monde, montrer comment la grande histoire peut modeler nos vies, j'écris aussi le quotidien, avec sa douleur, ses joies. Tout cela à « hauteur d'homme », pour reprendre la philosophie camusienne. Les thèmes de mon deuxième roman sont celui de la transmission, entre un grand-père et son petit garçon, dans un monde qui disparaît peu à peu sous leurs yeux mais aussi celui de l'amour maternel meurtri : comment fait-on lorsque la mère, la terre ne peuvent plus nourrir l'enfance ? C'est cette question qui sous-tend le livre, avec le personnage central d'Aïcha qui, tour à tour, nous parle du rapport à la liberté, à la folie, au fait d'être étranger sur une terre qui n'est pas sa terre d'origine mais qu'elle connaît mieux que tous les villageois.

« C'est un va-et-vient que je fais dans ce livre entre la fragilité des abeilles et la nôtre, car nous sommes si petits, si fragiles aussi, même si nous avons parfois tendance à l'oublier. Je voulais remettre, par ce roman, l'homme à sa juste place, à l'échelle des êtres vivants, non pas au centre de la nature, mais avec elle »

Votre premier roman s'intitulait *La Poule et son Cumin*, pourquoi utilisez-vous des thèmes agricoles pour écrire vos histoires ?
Souviens-toi des abeilles est ancré dans la terre du sud du Maroc tandis que mon premier roman, *La Poule et son Cumin*, est très urbain, se passant entre Casablanca et Paris. Il dépeint la volonté d'une jeunesse à s'affranchir des carcans et des assignations à résidence, que ce soit au Maroc ou en France. Le titre de mon premier roman est la traduction littérale d'une expression marocaine qui veut dire un peu « le beurre et l'argent du beurre ». La langue arabe marocaine, ou darija, utilise de nombreux proverbes en rapport à la terre, à la nourriture, aux thématiques agricoles qui sont, en fait, des métaphores de notre rapport à la vie. Pour mon deuxième roman, je me suis plongée dans ces thématiques, en montrant le côté majestueux de la terre mais aussi son côté âpre, avec des conditions de vie difficile. L'indifférence de la nature à l'humanité, en somme. C'est ensuite nous qui y mettons le sens que l'on veut.

Quel sera le thème de votre prochain roman ?
Je suis encore en pleine réflexion. Le troisième sera, je pense, empreint de Méditerranée - cette manière d'être au monde si chère à mon cœur ! ■

LE FIGARO économie



ALLEMAGNE

POLÉMIQUE SUR UNE BAISSE D'IMPÔT DES IMMIGRÉS QUALIFIÉS PAGE 27

TRANSPORT

SNCF RÉSEAU PREND SOIN DES RAILS POUR ÉVITER LES ANNULATIONS DE TRAINS LORS DES JO PAGE 28



M. NORBERT/STOCK.ADOBE.COM ; R. MILAN/H. LUCAS VIA REUTERS CONNECT ; J. KALAENE/DPA VIA REUTERS CONNECT ; N. GUYONNET/H. LUCAS VIA AFP

Le blocage des prix agite la filière alimentaire



Jean-Luc Mélenchon menace d'imposer un décret dès l'été. Les industriels et les distributeurs s'organisent pour empêcher une telle mesure et la contester en justice. PAGE 26

Pour financer la guerre, Poutine augmente la fiscalité

Pour financer la guerre en Ukraine, chaque rouble compte. Le président russe, Vladimir Poutine, a signé vendredi plusieurs décrets visant à augmenter les impôts pour les hauts revenus et les entreprises. Le Kremlin, qui doit combler son déficit budgétaire de 32 milliards de dollars, cherche la moindre marge de financement pour l'aider à perpétrer son *« opération spéciale »*. Car l'État dépense sans compter : le budget militaire est estimé à 140 milliards de dollars cette année (6,7 % du PIB) contre 60 milliards en 2023.

Le déficit fédéral a atteint 0,5 % du PIB sur les six premiers mois de 2024, selon le ministère des Finances, et il devrait monter à 1,1 % sur l'année. Un niveau qui reste certes bien inférieur à la plupart des principales économies mondiales, à la différence que Moscou, sanctionné par les Occidentaux, ne peut pas se financer sur les marchés internationaux. Pour tenter de compenser ce déséquilibre, l'État russe va donc instaurer de nouveaux seuils d'imposition pour les plus hauts revenus, à 18,20 % et 22 % et augmenter l'impôt sur le bénéfice des sociétés de 20 % à 25 %. Alors que l'inflation atteint 8,6 % et affecte le niveau de vie des Russes, les autorités se veulent prudentes. Ces nouvelles mesures ne concerneront qu'entre 3 % et 4 % des particuliers et des entreprises, a précisé le ministre des Finances, Anton Silouanov, en poste depuis 2012. Elles devraient rapporter environ 27 milliards d'euros supplémentaires. CLARA GALTIER

> FOCUS

LE TAUX DU LIVRET D'ÉPARGNE POPULAIRE ABAISSÉ À 4 %

Mauvaise nouvelle pour le bas de laine des Français modestes. Le taux du livret d'épargne populaire (LEP), réservé aux ménages avec de faibles revenus, diminue encore. Sa rémunération, basée sur l'inflation, vient d'être ramenée à 4 % à partir du 1er août, a annoncé le ministère de l'Économie ce vendredi. Elle culminait à 6 % il y a un an, avant de baisser à 5 % en février 2024. Le taux demeure malgré tout attractif, encore légèrement supérieur à celui du livret A, maintenu à 3 % au 1er août et ce jusqu'au 1er février 2025. Surtout, la baisse de rémunération aurait pu être plus forte encore, si le gouvernement s'en était tenu au strict calcul de l'inflation. *« Le ministre de l'Économie prend en compte la baisse de l'inflation avec mansuétude pour ne pas diminuer trop fortement l'épargne des ménages modestes,* analyse Philippe Crevel, directeur du Cercle de l'épargne. *La descente se fait de manière graduelle. Une application rigoureuse de la formule aurait abouti à un taux de 3,6 %. »*

Le taux fixé *« permet aux ménages détenteurs (d'un LEP) de continuer à bénéficier d'un rendement très protecteur pour leur épargne »*, juge la Banque de France dans un communiqué. Ce produit d'épargne réglementée, accessible sous conditions de revenus, est détenu par 11,4 millions de Français sur les quelque 19 millions éligibles. Son encours a gonflé de 3,95 milliards d'euros entre janvier et mai, selon la Caisse des dépôts (CDC). C'est toutefois moitié moins que l'an dernier à la même date, lorsque la rémunération était au plus haut. J. C.

le PLUS du FIGARO ÉCO

AÉRONAUTIQUE

Embraer en embuscade face au duopole Airbus-Boeing PAGE 28

LA SÉANCE

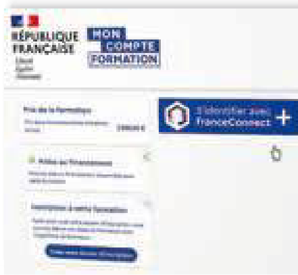
DU VENDREDI 12 JUILLET 2024

CAC 40	7724,32	+1,27%
DOW JONES	40064,11	+0,78%
ONCE D'OR	2365,00	(2365,00)
PÉTROLE (Brent)	85,790	(85,560)
EUROSTOXX 50	5050,38	+1,49%
FOOTSIE	8252,91	+0,36%
NASDAQ	20393,45	+0,90%
NIKKEI	41190,68	-2,45%

L'HISTOIRE

Réformé pour endiguer la fraude, le CPF en perte de vitesse

Le compte personnel de formation (CPF) marque le pas. Selon la Dares, 1 335 900 formations ont été suivies dans le cadre du dispositif en 2023. C'est 500 000 de moins que l'année précédente. Un recul imputable aux mesures de régulation prises par l'administration au courant de l'été 2022, en particulier le renforcement de la sécurité pour l'inscription en formation avec France Connect+. Ce tour de vis, censé endiguer la fraude au compte formation, a contribué à freiner la dynamique du dispositif. Alors que la dématérialisation du CFP devait favoriser sa démocratisation, les moins diplômés se font de plus en rares parmi les bénéficiaires. Leur taux d'accès à la formation diminue de 38 %, contre 23 % pour les autres. L'instauration d'un reste à charge de 100 euros, applicable depuis le 1er mai - sauf pour les chômeurs - ne devrait pas arranger les choses. Une formation sur dix reste partiellement à la charge du bénéficiaire, quand les droits ne suffisent pas à couvrir le coût de la formation. De quoi freiner les ardeurs des salariés. Les utilisateurs n'ont d'ailleurs pas attendu cette contrainte financière pour déserter certaines formations au cours de l'année 2023 : les cursus ayant trait aux créations d'entreprises, à la bureautique et aux langues ont enregistré des taux de fréquentation en baisse de 40 % en moyenne, à l'inverse des transports, qui restent la branche de formation la plus demandée. La préparation au permis de conduire de catégorie B demeure la reine des formations, pour la troisième année consécutive. ■ A. R.



Comptes certifiés : l'UE accuse le réseau X de « tromper » ses utilisateurs

Sur le réseau social X, des coches bleues sont censées certifier les comptes proposant des sources d'information dignes de confiance. Mais, pour la Commission européenne, le système mis en place depuis le rachat de la plateforme par Elon Musk induit une *« tromperie »* envers les utilisateurs et viole le Digital Services Act, ce nouveau règlement européen entré en vigueur l'an dernier pour mieux réguler l'espace numérique. *« N'importe qui peut s'abonner pour obtenir un tel statut "vérifié", ce qui nuit à la capacité des utilisateurs à prendre des décisions libres et éclairées sur l'authenticité des comptes avec lesquels ils interagissent. Il existe des preuves que des acteurs malveillants abusent de ce dispositif »*, a expliqué vendredi le commissaire au Numérique, Thierry Breton. Selon Bruxelles, la société enfreint également ses obligations de transparence concernant les publicités diffusées et l'accès aux données de la plateforme pour les chercheurs.

Selon les procédures de Bruxelles, X a maintenant la possibilité d'accéder à son dossier et le droit de se défendre. *« Mais si notre point de vue est confirmé, nous imposerons des amendes et exigerons des changements significatifs »*, a averti Thierry Breton. Si l'exécutif européen estime in fine que le groupe ne répond toujours pas à ses exigences réglementaires, elle pourrait décider de prendre une décision définitive de non-conformité puis des sanctions financières pouvant atteindre 6 % du chiffre d'affaires annuel mondial de X. La Commission européenne poursuit par ailleurs des investigations qui peuvent mener à deux accusations supplémentaires : diffusion de contenus illégaux et efforts insuffisants contre la manipulation d'informations. INGRID VERGARA

Olivia Détroyat et Manon Malhère

Industriels et distributeurs prêts à combattre le blocage des prix voulu par le NFP

L'annonce de Jean-Luc Mélenchon dimanche soir fait trembler la filière alimentaire. Lobbying auprès des élus locaux, contestation en justice… la riposte s'organise.

«Dès cet été, les mesures prévues par notre programme peuvent être prises par décret sans vote : l'abrogation de la retraite à 64 ans, le blocage des prix, l'augmentation du smic…» À peine connu les premières estimations du résultat des élections législatives, dimanche soir dernier à 20 heures, Jean-Luc Mélenchon, le fondateur de La France insoumise, brandit la menace depuis la place Stalingrad, à Paris. Dans la nouvelle Assemblée, le Nouveau Front populaire (NFP) aura plus de députés qu'Ensemble et que le Rassemblement national. Même sans majorité absolue, Jean-Luc Mélenchon rêve d'imposer un membre de son camp pour appliquer tout son programme.

En plaçant le blocage des prix en haut de sa liste des priorités, le Nouveau Front populaire donne des sueurs froides à tous les acteurs de la filière alimentaire, des agriculteurs aux distributeurs en passant par les industriels. *«Le blocage des prix, c'est une mesure dirigiste, communiste, qui va à l'encontre des consommateurs,* tonne le représentant d'une enseigne. *Et il entraînerait une crise agricole à coup sûr.»*

Les plus optimistes veulent croire que ce projet ne pourra pas voir le jour, le bloc NFP n'ayant pas le poids politique suffisant à l'Assemblée nationale. Mais la menace est réelle, car il suffit d'un décret ministériel pour bloquer les prix. Les détails du projet restent flous. *«On ne sait pas vraiment ce que les uns et les autres envisagent quand ils parlent de blocage de prix,* souligne Michel-Édouard Leclerc, porte-parole de l'enseigne fondée par son père. *On ne sait pas la crédibilité de ces programmes.»* Le NFP a bien prévenu qu'il s'agirait de produits de première nécessité, mais personne ne sait si cela se limiterait à l'alimentaire, l'énergie et les carburants, ou si la liste inclurait aussi des produits d'hygiène (dentifrice, couches…). *«Des prix bloqués, pour qui ? Pour quoi ? Sur quoi ? Comment ? Combien de temps ? Je veux bien qu'on m'explique»,* s'insurge Dominique Chargé, le président de la Coopération agricole.

Le projet est d'autant plus *«absurde»,* aux yeux des acteurs concernés, que la France sort de la crise inflationniste. Après une flambée de 20 % des prix alimentaires entre début 2022 et l'été 2023, ils reculent très légèrement d'un mois sur l'autre depuis septembre. Fin juin 2024, ils étaient inférieurs de 0,4 % par rapport à juin 2023. *«On sort de la crise inflationniste avec des prix qui baissent et on va prendre le risque de la relancer ?»,* s'interroge un observateur du secteur. *«Oui, bien sûr que je crains la mesure»,* confie Miloud Benaouda, à la tête de la filiale française du géant des pâtes Barilla dont les produits (pâtes, pains Harry's…) pourraient être les premiers concernés.

Les acteurs de la filière se préparent au combat si le NFP se trouvait en mesure de mettre sa menace à exécution. Les distributeurs avertissent du risque de hausse des prix sur les autres produits pour compenser les pertes financières. *«Dans un contexte de hausse des coûts, quelles entreprises de la distribution peuvent accepter de prendre sur leurs marges qui sont faibles, entre 2 % et 3 % en moyenne, pour compenser ces blocages de prix ? Les entreprises répercuteront sur les prix»,* avertit le représentant d'une enseigne alimentaire.

Les industriels sont nombreux à confesser qu'ils joueront sur leurs prix. *«Il n'y a pas de marge de manœuvre dans les filières alimentaires, donc nous ferons de la péréquation de marges sur d'autres aliments qui ne seraient pas jugés comme de première nécessité»,* explique un industriel des produits laitiers. *«Comme toujours, ce sont les investissements dans les usines et l'emploi qu'il faudra couper en premier»,* ajoute un fabricant de pâtes. Certains, même très engagés, craignent de devoir faire pression sur les agriculteurs. *«Actuellement, j'achète mon lait 490 euros la tonne. Ce n'est pas compliqué, si on me demande de baisser mon tarif de 10 centimes, je serai contraint d'aller le récupérer chez l'éleveur»,* prévient Emmanuel Vasseneix, le PDG de la laiterie Saint-Denis-de-l'Hôtel, connue notamment pour embouteiller le lait C qui le Patron ?!.

Tous marchent sur des œufs. Faire pression ouvertement dès aujourd'hui serait contre-productif, alors que le gouvernement s'apprête à démissionner et que les députés élus s'installent tout juste au Palais Bourbon. *«Il n'y a pas de bande passante»,* explique un observateur avisé. Des industriels des produits laitiers ont entamé un discret lobbying pour avertir des risques sur l'emploi. Des usines pourraient être menacées : un blocage des prix provoquerait une baisse des marges.

> **«Actuellement, j'achète mon lait 490 euros la tonne. Ce n'est pas compliqué, si on me demande de baisser mon tarif de 10 centimes, je serai contraint d'aller le récupérer chez l'éleveur»**
>
> **Emmanuel Vasseneix**
> PDG de la laiterie Saint-Denis-de-l'Hôtel

«Seuls 25 % des députés sont des nouveaux élus, nous connaissons bien tous les autres, qui sont sensibles aux enjeux d'emploi sur les territoires», explique le patron d'une coopérative laitière, qui s'apprête à engager des discussions avec les députés et élus locaux sur le sujet. L'Ania, qui regroupe les 19000 entreprises agroalimentaires de France, va activer son réseau de 17 agences régionales pour rencontrer le plus possible de parlementaires, notamment les moins aguerris aux sujets agroalimentaires. *«Nous comptons bien expliquer que c'est une aberration totale. Que va-t-on faire des 500000 emplois que nous représentons ? Les mettre à la poubelle ?»,* explique Jean-François Loiseau, président de l'Ania.

Une fois le futur gouvernement mis en place, tous se tiennent prêts à passer à l'attaque contre cette mesure. Habitués à se livrer à de virulents bras de fer sur les tarifs lors des négociations tarifaires, industriels et distributeurs sont prêts à faire front uni. *«Il faudra arriver avec des solutions,* poursuit le représentant d'une enseigne, bien conscient que le pouvoir d'achat restera la priorité des ménages et politiciens. *L'une d'elles est le panier anti-inflation sur les biens de première nécessité, solution qui serait bien plus intéressante pour les consommateurs qu'un blocage des prix.»* Sous l'impulsion du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, une initiative similaire avait été lancée en mars 2023 pour pousser les enseignes à appliquer le prix le plus bas possible sur un panier de produits.

Des industriels suggèrent, de leur côté, l'instauration d'un nouveau chèque alimentaire. Celui-ci serait toutefois difficile à financer, à l'heure où les comptes publics sont dans le rouge vif. En cas de décret, les acteurs de la filière n'hésiteront pas à le contester devant la justice. Chez les industriels de l'hygiène, une étude juridique du sujet a déjà été lancée. Ils s'estiment en mesure de faire annuler un décret de blocage des prix par le Conseil d'État. *«L'application du blocage des prix est très encadrée par la loi»,* martèle un industriel. ■



Après une flambée de 20 % des prix alimentaires entre début 2022 et l'été 2023, ils reculent très légèrement d'un mois sur l'autre depuis septembre.
FREDERIC SCHEIBER / HANS LUCAS

De Dioclétien à Orban, une méthode souvent testée mais jamais efficace

Anne de Guigné

Après deux années sous haute tension, la décrue de l'inflation se poursuit en France. En juin, les prix ont augmenté d'un iota par rapport à mai. Sur un an, l'inflation est limitée à 2,2 %, contre 4,5 % un an plus tôt, bien loin du pic à 7,3 % en février 2023. Surtout, les moteurs des hausses de tarifs ont changé du tout au tout. Désormais, ce sont les prix des services (+ 0,3 % en juin) comme des produits manufacturés (+ 0,1 %) qui grimpent légèrement, tandis que ceux de l'énergie (- 0,8 %) et de l'alimentation (- 0,2 %) diminuent. D'ici à la fin de l'année, le reflux devrait se poursuivre d'après l'Insee. *«Sous l'hypothèse d'un cours du baril de brent figé sur la période de prévision à 79 euros, l'inflation diminuerait en dessous de + 2 % à l'automne et s'établirait à + 1,9 % sur un an en décembre 2024»,* écrivent les conjoncturistes de l'institution dans leur dernière note.

Dès lors, lancer un mécanisme de blocage des prix dans ce contexte de détente inflationniste paraît relativement absurde. Le Nouveau Front populaire se garde d'ailleurs bien de communiquer les détails de son dispositif. Il a simplement repris à son compte l'un des éléments phare de la campagne présidentielle 2022 de Jean-Luc Mélenchon. À l'époque, l'inflation frôlait les 5 %, et le champion de La France insoumise se faisait applaudir dans ses meetings en promettant : *«Jour un, je bloque les prix !»* Le code du commerce permet une telle opération. Son article L 410-2 avance que le gouvernement peut prendre *«contre des hausses ou des baisses excessives de prix, des mesures temporaires motivées par une situation de crise, des circonstances exceptionnelles, une calamité publique ou une situation manifestement anormale du marché dans un secteur déterminé».* Les boucliers tarifaires sur l'électricité et le gaz, au cœur de la crise énergétique provoquée par la guerre en Ukraine, ont ainsi protégé un temps les consommateurs, contre la valse des prix. Ils ont toutefois coûté près de 100 milliards d'euros aux finances publiques.

Très populaires, les réflexions pour enrayer les hausses de prix sont aussi vieilles que l'économie. Les économistes estiment qu'elles ne peuvent être efficaces que si elles sont employées de manière très ciblée et temporaire. Un blocage massif, engrangeant sans coup férir un cycle de restriction de l'offre, provoquerait une explosion du marché noir et au final l'aggravation de l'inflation. *«Nous n'avons aucun exemple de pays qui, sur le long terme, a augmenté le pouvoir d'achat de sa population en baissant artificiellement les prix. De telles mesures tendent surtout à créer des pénuries»,* expliquait récemment au *Figaro*, Xavier Jaravel, professeur à LSE. L'exemple hongrois est frappant : à l'automne 2021, Vicktor Orban a bloqué les prix de produits de base comme les œufs, les pommes de terre, le sucre ou les blancs de poulets. Les producteurs et distributeurs ont compensé ce blocage en relevant les prix des autres produits. Conséquences : un an plus tard, l'inflation alimentaire s'envolait de près de 50 %.

> **2,2 %**
> **Inflation sur un an en juin, contre 7,3 % en février 2023**

La tentative du premier Front populaire représente un autre cas d'école. En août 1936, le cabinet Léon Blum faisait voter une *«loi tendant à réprimer la hausse injustifiée des prix».* Charge à des comités départementaux de surveiller les commerçants et de délivrer des avertissements à ceux qui dépasseraient les tarifs. Le résultat fut spectaculaire : en 1937, l'inflation s'envolait à 26 %, contre 8 % un an plus tôt. Cent quarante ans plus tôt, la Convention explorait le même chemin. Les députés gelèrent les tarifs de 39 articles essentiels afin de mener la *«guerre aux accapareurs».* Refusant de vendre leurs récoltes à vil prix, les paysans vidèrent du jour au lendemain les marchés des villes.

Le premier blocage des prix remonte même à l'Antiquité. Il est l'œuvre de l'empereur Dioclétien, qui fixa avec son édit du Maximum de 301 après J.-C., un prix plafond pour des dizaines de biens et services et promettait la peine de mort à quiconque dépasserait les seuils. De la valeur d'une mesure de riz décortiqué, en passant par celle d'un pigeon, au salaire mensuel d'un professeur de rhétorique, le texte encadrait toutes les transactions de la vie quotidienne de l'époque. L'édit provoqua un séisme économique : les pièces en or, thésaurisées par les particuliers inquiets, disparurent de la circulation et la monnaie s'effondra. Le marché noir et le troc explosèrent. Selon les contemporains, la promulgation de l'édit fut alors suivie d'une période de profonds troubles sociaux et de violences. ■



Jobcenter à Berlin est l'une des agences pour l'emploi d'Allemagne.
JENS KALAENE/DPA VIA REUTERS

L'Allemagne veut baisser les impôts des immigrés qualifiés

Pierre Avril Envoyé spécial à Erfurt

Cette proposition suscite une vaste polémique en particulier dans les Länder de l'ex-RDA, où l'AfD est très influente.

« Moins d'impôts pour la main-d'œuvre étrangère qualifiée » : cette proposition du ministre des Finances, Christian Lindner, destinée à renforcer l'attractivité de l'Allemagne et stimuler son économie anémiée, a déclenché dans le pays une polémique d'une ampleur rare s'agissant de politique fiscale. Les spécialistes étrangers désireux de travailler au service de la première économie européenne bénéficieraient d'un rabais respectif de 30, 20 et 10 % lors des trois premières années de présence professionnelle outre-Rhin, a détaillé le dirigeant libéral. Un avantage qui disparaîtrait à partir de la quatrième année.

Fruit d'un compromis interne avec son homologue écologiste de l'économie, Robert Habeck, cette mesure concoctée en petit comité a suscité un torrent de critiques dans l'opposition, les syndicats et au sein même de la coalition gouvernementale dirigée par Olaf Scholz. *« Tableaux à l'appui, voici ce que les immigrés paieront en moins »*, s'emporte le quotidien à grand tirage *Bild*, initiateur d'une campagne aux relents xénophobes. Soit des économies respectives de 4 000 et 8 273 euros attachées à des salaires annuels bruts de 48 000 et 72 000 euros, typiques des classes moyennes, détaille le journal populaire.

« Il faut veiller à ce qu'il n'y ait pas de malentendu social », a mis en garde le ministre du Travail, Hubertus Heil (SPD). Toutes couleurs confondues, les dirigeants politiques de l'est du pays, où l'AfD apparaît favori des prochaines élections régionales, s'inquiètent d'une récupération politique de l'extrême droite. *« Je comprends tout à fait que cela irrite les gens »*, a déclaré la ministre des Affaires sociales du land de Saxe, Petra Köpping (SPD).

570 000
Nombre de postes non pourvus en 2023

Pour leur part, les syndicats plaident en faveur d'une amélioration des conditions de travail tandis que les milieux d'affaires restent discrets. Pour certains experts, cette mesure, qui rompt avec le principe d'égalité de traitement à l'égard du travail, pourrait se révéler inconstitutionnelle.

Cette dernière fait partie d'une longue liste de quarante propositions destinées à doper la croissance, elles-mêmes associées au projet de budget 2025 marqué par l'austérité et le maintien de discipline budgétaire. Il s'agit, en quatre ans, de la troisième législation visant à résorber la pénurie de main-d'œuvre. En février 2020, le gouvernement Merkel avait tenté d'accélérer le processus de reconnaissance des diplômes et instauré un permis de séjour de six mois pour les personnes immigrées cherchant un travail et disposant de ressources financières propres. Trois ans plus tard, à l'automne 2022, le même ministre du Travail, Hubertus Heil, s'était vanté d'*élaborer « le droit de l'immigration le plus moderne d'Europe »* en abaissant notamment les seuils salariaux permettant d'embaucher des informaticiens étrangers. La maîtrise de l'allemand n'était plus exigée des candidats.

Mais pour les entreprises, le problème demeure. Le dernier rapport en date publié le 12 mai par l'Institut IW évalue à 570 000 le nombre de postes non pourvus en 2023 et à 49 milliards d'euros cette année la perte de capacité de production (74 milliards d'euros en 2027). En Thuringe, *« toutes les entreprises sont concernées, quels que soient le secteur ou la taille du secteur. Certaines ont dû fermer car elles n'arrivaient pas à couvrir leurs besoins en personnel qualifié. Et il ne s'agit pas uniquement d'informaticiens de haut niveau »*, s'alarmait récemment Andreas Günther, directeur général d'un réseau de concession automobile, lors d'une table ronde à Erfurt.

Dans ce land de l'ex-RDA le plus perméable aux discours anti-migrants, les milieux d'affaires sont pris entre deux feux. Selon la chambre de commerce régionale, *« aucune croissance de l'emploi n'est désormais possible sans main-d'œuvre qualifiée étrangère »*. En dix ans, de 2013 à 2023, le nombre de salariés de nationalité étrangère – dont une petite moitié d'anciens demandeurs d'asile arrivés dans les vagues de 2015 et 2022 – est passé de 11 460 à 73 730. Ils représentent désormais 9 % des employés de la région assujettis aux cotisations sociales, se félicite la DIHK – chambre de commerce et d'industrie – qui vient de lancer un programme d'aide au recrutement et à l'accueil pour les entreprises.

« Je m'étonne toujours de voir à quel point l'Allemagne est devenue si peu attractive pour les immigrés qualifiés. Ceci est lié à la bureaucratie et à notre culture de l'accueil », regrette Thomas Geisel, qui fut tête de liste aux européennes du nouveau parti BSW (gauche radicale). Selon une étude de InterNations, l'Allemagne est le pays le plus mal noté par les expatriés. L'AfD en revanche nie toute corrélation entre immigration et prospérité économique. *« C'est une illusion de croire que nous pouvons surmonter nos problèmes grâce à l'immigration alors qu'en Thuringe, plus de 30 000 jeunes n'ont aucune formation professionnelle »*, balaye l'étoile montante du parti, et élu régional, René Aust.

Face aux critiques, le gouvernement Scholz explique que les subventions d'impôts permettraient à l'Allemagne de combler ses désavantages *« concurrentiels »* face à d'autres pays européens, dont les Pays-Bas, qui les pratiquent déjà. Mais l'exécutif semble rétropédaler. Selon l'Institut IFO, cette initiative pourrait stimuler une compétition interne à l'UE, dont in fine l'Allemagne ressortirait perdante. ■

En sortant de la liste grise du blanchiment d'argent, la Turquie espère capter ces capitaux étrangers si cruciaux pour le pays

Clara Galtier

Le gouvernement turc table sur un regain de confiance des investisseurs pour enrayer la spirale inflationniste.

Dans un pays en pleine crise économique, la nouvelle était très attendue. C'est donc sans surprise que le gouvernement turc s'est empressé de révéler l'information, avant même l'annonce officielle. *« Nous avons réussi »*, fanfaronnait, le 28 juin, le ministre de l'Économie sur sa page X, pour annoncer le retrait de la Turquie de la liste des pays sous surveillance du Gafi. Ankara y avait été rétrogradé en 2021 par ce gendarme de la criminalité financière, accusé de faillir à son devoir de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités illicites.

« Le Gafi estimait que la Turquie ne surveillait pas assez ses banques, on ne connaissait pas toujours l'origine des fonds », commente la chercheuse et économiste franco turque du Cepii, Deniz Unal. Ankara était soupçonné entre autres de s'acoquiner avec des organisations armées telles que l'État islamique ou le Hamas. Le ministre turc de l'Intérieur, Ali Yerlikaya, a affirmé vouloir *« poursuivre avec détermination »* les coups de filet contre la criminalité organisée, qui se sont multipliés ces derniers mois. Saluant ce changement de statut, le vice-président Cevdet Yılmaz a assuré qu'il aura *« des conséquences extrêmement positives pour notre secteur financier. »*

La décision du Gafi, créé par le G7 pour protéger le système financier mondial, est en effet une aubaine pour l'exécutif turc qui a lancé il y a un an un plan d'action pour redresser l'économie en proie à une crise inflationniste. Effrayés par la flambée des prix et la chute de la lire, les investisseurs étrangers ont déserté le pays ces dernières années. Un drame, pour un État comme la Turquie, qui souffre d'un déficit commercial structurel, dû à sa dépendance aux importations d'énergie. Le gouvernement compte sur la confiance restaurée à l'international pour soutenir la devise nationale et canaliser l'inflation. Sur les trois premiers mois de l'année, les investissements directs étrangers (IDE) ont encore accusé une baisse de 52 % par rapport à la moyenne trimestrielle des trois années précédentes, pour un montant de 1,5 milliard de dollars, selon l'Association internationale des investisseurs.

Un remède peu efficace

La sortie de la liste grise devrait diminuer la prime de risque perçue par les investisseurs et réduire les coûts de financement pour la Turquie. Les perspectives étaient déjà en voie d'amélioration pour Ankara. En janvier, Moody's a révisé sa perspective sur la note souveraine de stable à positive. Fitch a aussi amélioré d'un cran sa notation en mars. Fin mai, les investisseurs ont afflué vers les obligations en livres turques à un rythme record, rapporte *Bloomberg*, enhardis par les promesses d'orthodoxie monétaire et les perspectives de baisse de l'inflation. Le montant de la dette publique turque en livres détenues par des étrangers a plus que triplé cette année, pour atteindre 8,2 milliards d'euros. Une renaissance.

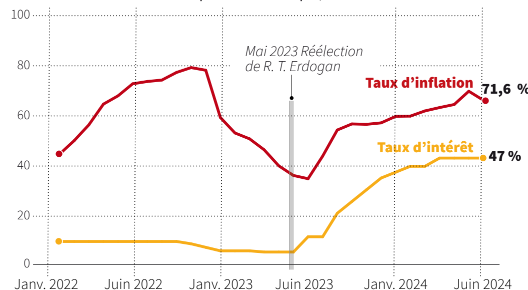
Erdogan a bel et bien décidé de rompre avec sa politique monétaire peu conventionnelle, axée sur le crédit à bas coût pour stimuler la croissance. Face à une hyperinflation sans précédent et le péril d'une crise de la balance des paiements, il s'était résolu en juin 2023, après sa réélection, à confier les finances du pays à Mehmet Simsek et Hafize Gaye, deux ex-banquiers d'affaires à New York, nommés respectivement ministre de l'Économie et gouverneur de la banque centrale. L'institution, qui a recouvré semble-t-il une certaine indépendance, a relevé son taux directeur de 8,5 à 47 %. Un remède de cheval encore peu efficace alors que les taux d'intérêt restent bien en deçà de l'inflation, rendant le processus de désinflation chaotique.

De plus, les chiffres officiels sont toujours très contestés. Certes, l'indice des prix a ralenti pour la toute première fois à 71,6 % sur un an en juin, contre 75,45 % en mai, après des mois de hausse continue. Mais les économistes indépendants du think-tank Enag soutiennent qu'il dépasse en réalité les 100 %. L'institut turc des statistiques a arrêté de publier la liste des prix de 400 articles qui constituent la base des calculs de l'inflation, depuis juin 2022. Une confédération syndicale a porté le litige devant la justice, sommant l'organisation de publier les chiffres.

Pour enrayer la spirale de la hausse des prix, le gouvernement turc n'a pas relevé le salaire minimum au 1er juillet, autour de 520 dollars, comme il l'avait fait les deux années précédentes. Les chiffres sont à peine croyables : le smic turc est passé de 2 500 lires à 17 500 lires. Avec les prix des loyers, transports et aliments qui ne cessent de grimper, le seuil de pauvreté remonte bien plus vite que les hausses de salaires et les Turcs souffrent plus que jamais. Dans les grandes villes, trouver un appartement décent avec un loyer en dessous de 20 000 lires est une gageure. ■

Forte hausse des taux depuis un an

Évolution du taux d'inflation en Turquie, en glissement annuel et du taux directeur de la Banque centrale turque, en %



Source : Banque centrale de Turquie

Jean-Yves Guérin

La filiale du groupe public chargée d'entretenir le réseau ferroviaire fait appel à l'IA pour échapper aux annulations de trains.



Grâce à des capteurs placés sur les rails, le centre de supervision de SNCF Réseau pour l'Île-de-France détecte les pannes en temps réel et gagne du temps pour faire intervenir les équipes de maintenance. SNCF RÉSEAU

SNCF Réseau prend soin des rails pour éviter les couacs lors des JO

Un mur d'écrans géants avec une multitude de chiffres, de pourcentages et d'acronymes incompréhensibles pour le béotien. Derrière leur bureau, trois collaborateurs en jean-tee-shirt ont les yeux rivés dessus tout en jetant régulièrement un coup d'œil sur leur propre ordinateur. Cela ressemble à une salle de contrôle des opérations d'une compagnie aérienne où l'on suit en direct les avions pendant leur vol. Mais, ici, c'est de trains qu'il est question. Accroché au mur, un tableau qui représente un TGV stylisé est là pour le rappeler. Bienvenue au centre de supervision de SNCF Réseau pour l'Île-de-France niché quelque part dans la gare du Nord.

La SNCF l'a beaucoup rabâché : pour transporter les 15 millions de touristes venus assister aux Jeux olympiques de Paris, elle fera circuler 15 % de trains en plus par rapport à un été classique. Dans les gares, une armée d'agents d'accueil sera là pour aider les spectateurs à trouver leur chemin. Ils seront même dotés d'une appli de traduction instantanée permettant d'échanger en plus de 130 langues. Et l'accord signé avec les syndicats, qui garantit 95 euros par jour aux agents mobilisés pendant les JO, devrait éviter des grèves pendant cette période. En revanche, on oublie trop souvent que le bon état du réseau ferroviaire sera clé pour que les Transiliens ou les TGV programmés durant la grande fête du sport roulent effectivement et ne soient pas en retard. Précisément la mission de cette équipe de SNCF Réseau qui fonctionne 24 heures sur24, 7 jours sur 7 avec 25 collaborateurs qui travaillent en 3 x 8.

«1000 annulations de train en moins l'an dernier»

« L'année dernière, nous avons évité 10 000 minutes de retard et 1 000 annulations de trains », souligne Étienne Bayle, responsable de la data au sein du centre de supervision chez SNCF Réseau. Car, aujourd'hui, plus de la moitié des équipements ferroviaires (rails, caténaires, alimentation ferroviaire…) en Île-de-France sont équipés de capteurs dont les données remontent en direct sur les ordinateurs installés dans ce centre de supervision. Vendredi à midi, c'était un système de sécurité sur les rails qui était défaillant près de Maisons-Laffite, sur la ligne L du Transilien qui permet d'aller à la gare Saint-Lazare à Paris. Et un faisceau électrique en panne à la gare Villeneuve-Triage, à côté de Villeneuve Saint-Georges, sur le RER D qui dessert notamment les stations Gare de Lyon et Châtelet-Les Halles dans la capitale.

« Ces remontées d'informations immédiates nous permettent de contacter plus vite qu'auparavant les équipes de maintenance pour traiter ces pannes qui peuvent faire prendre du retard aux trains voire provoquer leur annulation », explique Patrick Duwel, directeur de l'infrapôle Paris-Nord à SNCF Réseau. Depuis deux ou trois ans, ce centre de supervision dispose d'un nouvel outil qui l'aide à faire de la maintenance prédictive sur le réseau ferroviaire francilien : l'IA (Intelligence artificielle). En fait, grâce à ce système, on peut repérer qu'un équipement fatigue et le changer avant qu'il ne tombe en panne. Ainsi, cela a permis d'installer un nouveau moteur sur un aiguillage à Pontoise, le terminus de la ligne H et du RER C. Et d'éviter une trentaine de suppressions de trains qui auraient eu lieu si ce moteur avait cédé un jour sans crier gare.

« Ces dispositifs n'ont pas été créés pour les Jeux olympiques. Mais nous les avons renforcés à cette occasion pour qu'il y ait le moins de d'incidents possibles et qu'ils soient traités rapidement afin que nos clients aient à en pâtir au minimum », affirme Jean-Pierre Farandou, PDG du groupe SNCF, venu visiter ce centre de supervision vendredi. Concrètement, pour avoir plus de réactivité, cette cellule tournera pendant les JO et les Jeux paralympiques avec quatre agents en permanence contre trois habituellement. Les cadres de l'équipe se mettront aussi aux 3 x 8 durant cette période. Sur le terrain, les équipes de maintenance seront également renforcées. *« Notre objectif est d'intervenir dans les vingt minutes là où il y a une panne alors qu'habituellement nous le faisons en une journée »*, précise Rémi Rosat, directeur de la zone de production Île-de-France chez SNCF Réseau.

Des boîtes à outils ligne C

Pour y parvenir, SNCF Réseau a pris ses précautions. Ainsi, sur le tronçon parisien de la ligne C qui sera particulièrement sollicité pour aller au Parc des Prince ou à Roland-Garros, des boîtes à outils contenant notamment de grosses vis et des cartes informatiques sont positionnées tous les kilomètres le long des voies pour que les équipes de maintenance gagnent du temps. Et, pour être sûre d'être prête, la société a multiplié les tests au cours du premier semestre. *« Nous avons fait 70 exercices depuis le début de l'année dont une évacuation d'un train à la station Bibliothèque François Mitterrand* (sur le RER C) *en partenariat avec les pouvoirs publics »*, illustre Rémi Rosat.

Des tests qui permettent d'améliorer les process. Par exemple, de demander aux conducteurs qui n'y pensent pas spontanément de remonter très vite certaines informations comme la présence de femmes enceintes ou de personnes handicapée pour les évacuer en priorité. Dans un tout autre genre, SNCF Réseau a traité les rails dans les zones sensibles (Pierrefitte et Saint-Denis) où ils sont susceptibles de se déformer en cas de grosse chaleur. *« On ne s'est jamais autant préparé »*, résume Jean-Pierre Farandou. Plus que quelques jours à attendre et on saura si tous ces efforts permettent d'emprunter le Transilien sans souci alors que le plus grand événement sportif avec la Coupe du monde de football se déroule à Paris et en banlieue. ■

Embraer en embuscade face au duopole Airbus-Boeing

Véronique Guillermard

Sur un marché marqué par une pénurie d'avions neufs, le constructeur brésilien voit ses commandes s'envoler. Il étudie plusieurs options pour lancer un nouvel appareil.

À mi-course de 2024, la crise de l'offre persiste dans l'aéronautique, qui n'a pas renoué avec ses niveaux de production pré-Covid. Au premier semestre 2024, Airbus a livré 323 avions (+ 2 % par rapport à la même période de 2023). En raison des tensions au sein de son écosystème de sous-traitants, il a revu, fin juin, son objectif de livraisons 2024, à 770 appareils, contre 800 initialement. De son côté, Boeing n'a livré que 175 appareils (contre 266 un an plus tôt) au premier semestre. Plongé dans une profonde crise industrielle, le géant américain n'assemble qu'une vingtaine de 737 Max par mois. À cela se sont ajoutées les interventions à réaliser sur les moteurs Pratt & Whitney défectueux, équipant notamment des A320neo. Les compagnies aériennes ont dû immobiliser 670 appareils en avril dernier.

Dans une récente étude, le cabinet AlixPartners ne prévoit pas de retour au niveau de livraisons pré-Covid avant 2025-2027. Afin de sécuriser des créneaux de livraison, les compagnies continuent à anticiper leurs achats d'avions. Le carnet de commandes mondial a augmenté de 18 %, cumulant 15 500 avions fin 2023. Il représente neuf ans de production. Sur ce total, 8 640 sont des Airbus, 6 087 des Boeing et 828 des Comac chinois. Conséquence : des délais de livraison trop longs. *« Il n'y a pas de créneau de livraison disponible avant 2030 pour un A320neo commandé aujourd'hui »*, relève Pascal Fabre, managing director chez AlixPartners

Un casse-tête pour les compagnies, contraintes de revoir à la baisse leur plan de croissance. Frustré, John Kirby, PDG de United Airlines, a appelé, fin juin, à la fin du duopole Airbus-Boeing sur les avions de plus de cent places. Et pour l'émergence d'un troisième acteur, citant le brésilien Embraer.

Comac n'est en effet pas une alternative. Il n'a pas encore certifié son C919 hors de Chine. Au printemps, il a réactivé une demande (gelée pendant la crise sanitaire) de certification auprès de l'Agence européenne de la sécurité aérienne (Easa), dont des experts sont attendus en Chine courant juillet. Pékin espère obtenir le précieux sésame d'ici à 2025 ou 2026. L'Easa a douché cet espoir, *« l'avion étant trop nouveau* (bien qu'il intègre des technologies occidentales, NDLR) *pour savoir si ce sera facile ou difficile »* de le certifier aussi vite. Enfin, les cadences de production du C919 sont faibles : un exemplaire livré en 2022, trois en 2023, plus de dix en 2024 et 150 prévus en 2028.

Dans ce contexte, *« Embraer a une carte à jouer, en particulier sur le segment des A220, A319 et 737 Max 7, les plus petits avions court et moyen-courriers d'Airbus et de Boeing. Le brésilien a un immense avantage sur ces derniers : il peut livrer en moins de deux ans »*, développe Marc Durance, associé au cabinet Indefi. Le manque chronique d'avions *« peut inciter les compagnies à repenser leur stratégie pour être livrées plus rapidement »*, abonde Rémy Bonnery, associé au cabinet Archery Strategy Consulting.

Augmentation des cadences

La branche aviation commerciale du constructeur brésilien, qui produit aussi des jets d'affaires et des appareils militaires, compte une gamme de trois avions modernes, remotorisés et certifiés partout dans le monde. Les nouveaux 175-E2, mis en service en 2021, 195-E2, arrivé en 2019, et 190-E2 (2018) ont des coûts d'exploitation compétitifs et consomment 17 % de moins de kérosène que leurs anciennes versions. *« Il y a une forte hausse de la demande pour nos avions »*, a récemment confirmé Francisco Gomes Neto, PDG d'Embraer. En témoigne la hausse de 20 % du carnet de commandes, à 11,1 milliards de dollars en 2023. Ou encore le contrat géant signé, en mars, par American Airlines, une Major américaine, pour 90 175-E2, assorti d'une option sur 43 avions supplémentaires.

Embraer réussit à augmenter ses cadences, malgré les tensions au sein de la supply chain. Cette année, il prévoit de livrer entre 197 à 215 avions, dont entre 72 à 80 jets régionaux, contre 64 en 2023. Ce qui reste un volume modeste comparé à celui d'Airbus. En outre, s'il est numéro un mondial des jets régionaux, le brésilien ne répond qu'à une partie de la demande en moyen-courriers. Pour devenir une alternative plus puissante à Airbus et Boeing, il devrait rallonger son 195-E2 ou lancer un nouvel avion.

« Il n'est pas sûr que cela soit possible sans intervenir sur le fuselage et sans nouveau moteur : le 195-E2 est déjà une version rallongée du 190-E », relève Marc Durance. *« Embraer a la capacité technique de lancer un nouvel avion. Mais il n'a pas le capital pour cela. Il lui faudrait investir 5 milliards à 10 milliards, c'est risqué pour un constructeur qui pèse 5,2 milliards de chiffre d'affaires »*, estime Pascal Fabre. D'autant qu'Embraer vient de renouer avec les profits (10 % de marge) en 2023, après trois ans de pertes. Le groupe s'est relevé après l'abandon, en 2020, du projet d'alliance avec Boeing. Confronté à une double crise (Covid et Max, après deux crashs meurtriers), le géant américain a renoncé à racheter la division jets commerciaux, pour 4 milliards. Comac avait, alors, en vain tenté de convaincre Brasilia de lui faire une place au capital d'Embraer, contre un investissement de 1 milliard.

Embraer envisage plusieurs options, notamment des partenariats avec des pays tels que l'Inde, qui ont des ambitions dans l'aéronautique civile. Une décision pourrait être prise en 2025. Si le brésilien se lance, son nouvel avion ne sera pas mis en service avant 2030, au mieux. Les compagnies devront donc ronger leurs freins encore un long moment avant de voir la fin du duopole Airbus-Boeing… ■

Le roi suédois du lait d'avoine Oatly tente d'exister à l'ombre de Björg et Alpro

Olivia Détroyat

La marque favorite des hipsters américains se déploie peu à peu dans l'Hexagone. Débarrassée de ses problèmes de production, elle multiplie les innovations pour remonter la pente.

Sur les trois premiers mois de l'année 2024, les volumes de vente ont augmenté de 3,1 % dans le monde. OATLY

« Convaincre les gens de venir goûter. » Dix-huit mois après avoir ouvert une filiale dans l'Hexagone, Julie Duval, la directrice générale pour la France du spécialiste suédois du « lait » à base d'avoine Oatly, veut accélérer le développement de la marque dans les rayons. Début juillet, et ce pour cinq semaines, le groupe a investi un magasin éphémère en plein cœur du Marais parisien, pour vendre des glaces véganes, préparées à partir de sa céréale phare.

Son objectif est d'accueillir 60 000 personnes sur la période pour casser les idées reçues sur une boisson qui n'a pas encore totalement conquis les foyers français. Contrairement aux États-Unis où cette déclinaison végétale du lait de vache, arrivée en 2017, s'est transformée en véritable phénomène de société, Oatly devenant même la marque favorite des hipsters. Un succès qui a mené à l'introduction en fanfare du groupe à Wall Street il y a trois ans, à l'occasion d'une opération la valorisant plus de 12 milliards de dollars (9,8 milliards d'euros), pour un chiffre d'affaires atteignant à l'époque 421 millions de dollars.

La dynamique n'est pas la même dans l'Hexagone. *« Il y a encore en France cette idée que le végétal n'est pas assez gourmand*, explique Julie Duval. *C'est pourquoi nous avons choisi un produit plaisir comme celui de la glace pour mieux faire connaître l'intérêt nutritionnel et gourmand des produits à base d'avoine. »* D'abord distribuée dans nos frontières via les coffee shops et chez Monoprix, la marque est désormais disponible dans toutes les enseignes intégrées (Carrefour, Auchan, Casino…). Et elle se déploie peu à peu dans les enseignes d'indépendants (Intermarché, Système U, Leclerc…), plutôt dans les grandes villes.

5 % du marché français

Alors que des marques historiques comme Björg (groupe Ecotone) et Sojasun, ou un peu plus récentes comme Alpro (Danone), ont fait entrer les laits végétaux (soja, amande, coco, épeautre, riz) dans les rayons du pays il y a une trentaine d'années, Oatly ne pèse pour l'instant que moins de 5 % du marché français des boissons végétales. Mais le groupe espère à moyen terme détrôner Sojasun, pour se faire une place sur le podium derrière les leaders Björg et Alpro, qui détiennent respectivement environ 45 % et 17 % du marché.

Si la plupart des boissons végétales (amande, coco, riz, épeautre…) ont vu leurs volumes nettement décroître depuis deux ans, entre autres sous le poids de l'inflation, celles à base de soja et d'avoine continuent à progresser. Sous l'impulsion d'Oatly, qui mise sur sa référence phare « Barista » qui permet de faire des cafés lattés végétaux à la maison, les volumes de ventes du segment ont progressé de plus de 20 % l'an dernier en France selon le panéliste Circana, et encore de près de 7 % depuis le début de l'année.

Mais depuis son introduction en Bourse en 2021, le groupe suédois a eu du mal à gérer son succès. Notamment aux États-Unis où, après s'être implanté dans tous les Starbucks du pays et avoir connu une vague de fond dans les grandes surfaces, il n'a pas réussi à suivre en termes de capacités de production. Fin 2021, il avait ainsi annoncé revoir à la baisse son chiffre d'affaires, tout en projetant d'investir dans la construction de trois nouvelles usines, aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Chine. La première devait par exemple doper de 150 millions de litres de lait ses capacités de production à horizon 2023, pour répondre à la forte demande pour ses produits.

Des innovations en Europe

Las, comme pour d'autres acteurs du végétal, les conséquences des fermetures sanitaires des cafés et restaurants et de la politique zéro Covid en Chine jusqu'à fin 2022 ont contrarié ses projets. Ainsi que des vents contraires sur la teneur en sucre et le réel avantage nutritionnel de ses boissons avoinées. Si Oatly a réussi à maintenir peu ou prou son chiffre d'affaires, le groupe a creusé ses pertes brutes d'exploitation de 186 à 405 millions d'euros entre 2021 et 2023. Cette déroute s'est traduite par un véritable cauchemar boursier, Oatly ayant vu fondre sa valorisation de plus de 95 % à Wall Street, depuis son plus haut de juin 2021. Fin 2023, ses trois projets de nouvelles usines ont finalement été abandonnés pour se concentrer sur le développement des sites existants, et moins dépendre de certains façonniers.

Une décision prise sous l'impulsion du français Jean-Christophe Flatin, arrivé à la tête du groupe il y a un peu plus d'un an, et qui mise désormais sur un rythme de croissance plus soutenable, ainsi que sur des programmes de réduction de coûts, pour remettre Oatly sur les rails. Cette année, les dépenses d'investissement seront ainsi limitées à 75 millions de dollars. *« Nous avons désormais une chaîne d'approvisionnement solide »*, estime par ailleurs Julie Duval.

Pour ne pas dépendre que des boissons, le groupe a aussi multiplié les innovations en Europe ces derniers mois comme des berlingots et des tartinables à base de jus d'avoine, des « creamers » végétaux en dosettes - que le groupe commence à commercialiser auprès des hôtels en France - ainsi que deux nouvelles variétés de cafés froids à base d'avoine.

Les effets de ce nouveau régime commencent doucement à se faire sentir. Sur les trois premiers mois de l'année, les volumes de vente ont augmenté de 3,1 % dans le monde et de plus de 11 % en Amérique du Nord. Et le groupe estime cette année être en mesure de diviser au moins par 2,5 sa perte d'Ebitda ajusté. ■

Le Vision Pro d'Apple peine encore à trouver son public

Keren Lentschner

Lancé aux États-Unis depuis le mois février, le casque de réalité mixte de la marque américaine débarque en France.

Cinq mois après sa sortie aux États-Unis, le casque Vision Pro d'Apple débarque en France. Il est disponible depuis vendredi dans les Apple Store de l'Hexagone, de même qu'en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Australie et au Canada. Les Asiatiques, eux, peuvent l'acheter depuis le 28 juin.

Très attendu par les fans d'Apple et les curieux, il est présenté par l'entreprise comme un *« ordinateur spatial révolutionnaire »*, *« appareil électronique personnel le plus avancé à ce jour »*, le *« troisième âge »* d'Apple après le Mac il y a quarante ans et l'iPhone au milieu des années 2000. Disponible dans trois modèles, ce casque de réalité mixte est vendu entre 3 999 et 4 499 euros en fonction de son espace de stockage. Pour faire monter le suspense, des précommandes étaient disponibles depuis le 28 juin, permettant aux plus impatients de venir récupérer leur appareil à partir du 10 juillet sur rendez-vous et d'éviter ainsi d'éventuelles files d'attente.

Tarif élevé et défauts de jeunesse

Vision Pro, qui sert aussi bien à regarder un film ou un match à la façon d'un home cinéma qu'à travailler sur plusieurs écrans à la fois, permet aux utilisateurs *« d'interagir avec les contenus numériques comme s'ils étaient réellement présents dans leur espace »*, selon Apple qui planche sur ce produit depuis dix ans. La firme de Cupertino a investi plus de 15 milliards de dollars dans le développement de ce produit.

S'agissant d'un nouvel usage, la grande inconnue concerne l'adoption des consommateurs. Pour les convaincre de franchir le pas, Apple a prévu des démonstrations gratuites de 30 minutes sur rendez-vous dans ses magasins. En France, le Vision Pro permettra d'accéder à certains services de streaming vidéo comme M6+, TF1+ ou MyCanal pour les abonnés. Arte propose aussi sa plateforme de replay TV et un jeu vidéo, Inua. La start-up SeLoger a de son côté développé pour l'Apple Vision Pro une application de visite immersive de biens immobiliers.

Si les plus geeks louent le savoir-faire technologique derrière le produit, son prix constitue toutefois un frein pour de nombreux consommateurs. Un tarif comparable à celui de la 2e génération du HoloLens de Microsoft (3 849 à 5 049 euros) mais… sept fois plus élevé que celui du Quest 3 de Meta (549,99 euros). D'autres le trouvent trop lourd, inconfortable, provoquant des maux de tête, et sont déçus par le manque d'applications et de vidéos disponibles. Aux États-Unis, au terme des deux semaines légales pour le rendre, de nombreux acheteurs l'avaient rapporté en magasin pour se faire rembourser.

Au vu du démarrage décevant aux États-Unis, le cabinet IDC estime que les ventes dépasseront pas les 500 000 exemplaires cette année. Quelque 100 000 auraient été écoulés au cours du premier trimestre de commercialisation et les ventes devraient chuter de 75 % au deuxième trimestre. Sur quatre ans, les prévisions sont plus optimistes avec 6,9 millions de casques vendus anticipés d'ici 2028.

Seule une nouvelle version moins chère pourrait changer la donne, selon la plupart des spécialistes. Apple plancherait déjà sur un nouveau modèle autour de 1 500 dollars qui pourrait être disponible fin 2025, selon le journaliste de Bloomberg Mark Gurman, mais la société ne confirme rien. Son nom de code : « N107 ». La tâche n'est pas aisée. Apple doit réussir à réduire le coût de production de son casque sans compromettre l'expérience. Cela n'empêche pas la société de travailler aussi sur une 2e génération, plus légère et plus confortable, prévue pour la fin 2026. Apple doit encore se convaincre avant de pouvoir faire de son Vision Pro un « blockbuster ». ■

LA SÉANCE DU VENDREDI 12 JUILLET

LE CAC

	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12
ACCOR	39,51	+0,51	39,64	38,73	0,263	+14,19
AIR LIQUIDE	166,1	+1,63	166,5	164,02	0,114	-5,69
AIRBUS	133,36	+1,06	133,56	131,78	0,159	-4,59
ARCELORMITTAL SA	21,57	+2,62	21,67	21,32	0,372	-15,99
AXA	32,25	+0,56	32,64	32,07	0,156	+9,36
BNP PARIBAS ACT.A	62,44	+0,68	62,73	62,07	0,157	-0,24
BOUYGUES	32,1	+0,6	32,14	31,85	0,142	-5,92
CAPGEMINI	192,5	+2,48	193,1	187,4	0,18	+1,99
CARREFOUR	14,225	-0,28	14,3	14,13	0,178	-14,13
CREDIT AGRICOLE	13,575	+0,52	13,595	13,49	0,099	+5,63
DANONE	59,06	+0,78	59,1	58,68	0,11	+0,65
DASSAULT SYSTEMES	34,48	+1,5	34,59	33,89	0,095	-22,05
EDENRED	40,79	+0,25	41,06	40,1	0,196	-24,66
ENGIE	14,045	-0,81	14,27	13,89	0,258	-11,77
ESSILORLUXOTTICA	203,4	+1,7	203,7	200,4	0,082	+12
EUROFINS SCIENT.	49,02	+1,49	49,03	48,38	0,212	-16,89
HERMES INTL	2170	+2,5	2181	2119	0,06	+13,09
KERING	339,2	+2,37	341,7	333,4	0,217	-14,99
L'OREAL	412,6	+1,75	413,45	406,2	0,046	-8,44
LEGRAND	96,8	+2,05	97,28	94,78	0,118	+2,87
LVMH	724,8	+2,08	728,9	713,8	0,064	-1,2
MICHELIN	35,08	+1,36	35,21	34,69	0,149	+8,07
ORANGE	9,94	+0,3	10,04	9,914	0,192	-3,53
PERNOD RICARD	130,2	-0,19	131,5	129,6	0,144	-18,5
PUBLICIS GROUPE SA	99,38	+1,26	99,38	98	0,314	+18,31
RENAULT	50,18	+0,44	50,52	49,95	0,14	+35,97
SAFRAN	204,8	+0,24	204,8	201,3	0,116	+28,43
SAINT GOBAIN	78,98	+1,26	79,2	77,26	0,143	+18,48
SANOFI	94,4	+0,63	94,91	93,82	0,108	+5,17
SCHNEIDER ELECTRIC	234,9	+2,15	235,5	229,15	0,112	+29,22
SOCIETE GENERALE	23,605	+1,42	23,665	23,305	0,293	-1,75
STELLANTIS NV	18,636	+0,17	18,722	18,52	0,047	-11,87
STMICROELECTRONICS	39,455	+1,64	39,545	38,52	0,13	-12,8
TELEPERFORMANCE	112,05	+1,08	112,6	110,25	0,24	-15,15
THALES	154,2	0	154,7	153,15	0,05	+15,12
TOTALENERGIES	63,5	+1,08	63,94	63,22	0,131	+3,08
UNIBAIL-RODAMCO-WE	76,32	-0,16	76,94	75,24	0,223	+14,05
VEOLIA ENVIRON.	28,84	+0,14	29,06	28,6	0,176	+0,98
VINCI	105,75	+1,34	106,05	104,15	0,141	-6,99
VIVENDI SE	10,985	+0,87	10,99	10,83	0,26	+13,53

LES DEVISES

	MONNAIE	1 EURO=	
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6076	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,4834	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8403	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,5019	HKD
JAPON	YEN	172,87	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9747	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,089	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,386	TND
MAROC	DIHRAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	35,6793	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	51,96	EGP
CHINE	YUAN	7,8984	CNY
INDE	ROUPIE	90,9585	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	145,35	DZD

L'OR

	VEILLE	31/12
Lingot 1KG	71 134,9€	+18,33 %
Lingot 100g	7 124,39€	+18,29 %
Lingot 50g	3 568,2€	+18,26 %
Lingot ONCE (31,10g)	2 224,62€	+18,22 %
Lingot 10g	722,54€	+18,02 %
Lingot 2,5g	188,56€	+17,21 %
20Fr NAPOLÉON	443,86€	+18,34 %
20Fr SUISSE	438,9€	+18,34 %
SOUVERAIN	554,97€	+18,34 %
KRUGGERAND	2 366,12€	+18,34 %
50 PESOS	2 826,38€	+18,34 %
10 DOLLARS	1 156,72€	+18,34 %
20 DOLLARS	2 311,45€	+18,34 %

Droits TV de ligue 1 : week-end crucial pour les finances des clubs de foot français

Caroline Sallé

Un conseil d'administration de la Ligue de football professionnel se tient dimanche soir pour clore ce dossier.

Le jour sans fin du football français aurait dû s'achever vendredi. C'est encore raté. En fin de matinée, les clubs s'étaient rassemblés lors d'un collège pour trouver une issue à la commercialisation des droits TV du Championnat de France, qui n'ont toujours pas trouvé preneurs. Les négociations se sont prolongées dans l'après-midi, sans finalement aboutir. À un mois de la reprise du championnat, le 16 août, le ballon rond tricolore n'a pourtant plus le luxe de tergiverser pour éviter l'écran noir. Selon le quotidien *L'Équipe*, un conseil d'administration de la Ligue de football professionnel (LFP) devrait trancher la question de manière définitive dimanche soir.

Le temps de la réflexion s'étire alors que les options sur la table sont bien minces. Première option, une offre de la plateforme anglaise DAZN, qui a proposé 375 millions d'euros par an sur cinq ans, pour huit des neuf rencontres de chaque journée. Dans cette configuration, la Ligue doit trouver un autre diffuseur pour le match restant, prêt à débourser entre 75 millions et 125 millions d'euros. Il y a un autre obstacle à surmonter : les présidents de club se sont montrés frileux face à DAZN. Ils veulent des garanties financières plus solides. *« Lors du lancement de l'appel d'offres pour les droits TV en septembre dernier, la Ligue a validé tous les éléments apportés par DAZN et nous sommes prêts à discuter autour d'une table, avec la Ligue, des garanties financières »*, assurait la plateforme sportive il y a quelques jours au *Figaro*. L'épisode Mediapro a visiblement laissé des traces. En 2020, le groupe sino-espagnol avait interrompu le versement des sommes promises et depuis les patrons de clubs sont échaudés. L'appel de DAZN a été entendu. Jeudi, les représentants de la plateforme de streaming sportif détenue par le milliardaire Len Blavatnik via son groupe Access Industries (Warner Music, Deezer…) ont rencontré les équipes de la Ligue afin de tenter de les convaincre. Toujours selon *L'Équipe*, DAZN aurait fourni cette fois une garantie financière émanant directement de sa maison mère, Access Industries. *« Certains aspects de l'offre ont également été renforcés »*, confie-t-on chez DAZN.

663
millions d'euros
Montant moyen annuel des droits de diffusion télévisée des matchs de ligue 1 de 2020 à 2023

La deuxième option envisagée par la Ligue consiste à lancer sa propre chaîne en s'alliant à Warner Bros Discovery et son service de streaming Max. Il ne s'agirait plus simplement d'une chaîne 100 % ligue 1, mais d'une chaîne Ligue 1 Max comprenant également tout le catalogue entertainment de Warner Bros, (*Game of Thrones, House of The Dragon, Succession, Harry Potter…*) pour 28 euros mensuels.

La semaine dernière, certains présidents de clubs espéraient toujours une troisième option, le retour de beIN Sports dans le jeu. *« La stratégie de Vincent Labrune consistant à faire de beIN Sports l'acteur central de ce dossier n'a pas été très fructueuse jusqu'ici »*, fait remarquer un bon connaisseur. La possibilité d'un retour de Canal+, en revanche, est très improbable. Auditionné lundi par le régulateur de l'audiovisuel dans le cadre du renouvellement de la fréquence de Canal+ Sport, Maxime Saada, le président du directoire du groupe Canal+, a été clair concernant la décision de ne pas se positionner sur les droits TV de la ligue 1. *« Nous sommes souvent taxés d'énervement, de rancœur ou d'amertume mais le sujet est essentiellement économique »*, a rappelé le dirigeant. Après l'attribution des droits du championnat à Mediapro puis à Amazon, Canal+ a réinvesti les ressources dévolues à la ligue 1 dans d'autres compétitions à l'instar de la Champions League et d'autres accords de distribution comme Netflix ou Disney+. Conséquence : *« Nous n'avons plus les moyens aujourd'hui d'intervenir »* sur les droits TV de la ligue 1, a assuré Maxime Saada.

Pour la Ligue, la question qui doit être tranchée se résume simplement. Récupérer rapidement de l'argent frais – certes loin du montant espéré de 863 millions d'euros pour les droits domestiques – avec DAZN ? Ou en perdre, dans l'immédiat, en créant une chaîne adossée à Warner Bros Discovery ? Dans un cas, les clubs, dont certains sont exsangues, vont pouvoir renflouer – un peu – leur trésorerie en touchant des fonds quasiment sans délai. Dans l'autre, ils vont devoir investir dans une chaîne, en dépensant de l'argent qu'ils n'ont pas. Les coûts d'acquisition d'abonnés peuvent représenter plus d'une centaine de millions d'euros. La production des matchs coûte plus de 50 millions d'euros supplémentaires. En considérant que la jauge des abonnés monte progressivement, il semble peu probable que la Ligue gagne de l'argent la prochaine saison. Or, la manne des droits TV est vitale pour l'équilibre des comptes de certains clubs… ■



Un cadreur pendant la retransmission du match de ligue 1 Nantes-PSG, en février 2024, au stade de la Beaujoire.
STÉPHANE MAHE/REUTERS

L'ambitieux Ficade scelle le mariage entre TV et événementiel

Keren Lentschner

Ce spécialiste de la presse professionnelle rachète la chaîne économique B Smart à l'homme d'affaires Daniel Kretinsky.

Une nouvelle page s'ouvre pour la chaîne économique B Smart. Ficade, une entreprise spécialisée dans la presse professionnelle et l'événementiel, s'offre le jeune média qui était contrôlé par CMI, le groupe du milliardaire Daniel Kretinsky. Cela faisait cinq mois que les deux entreprises étaient en discussion.

Diffusée par les opérateurs Free, Bouygues et Orange, la chaîne avait été fondée il y a quatre ans par d'anciens journalistes et cadres de BFM Business, Stéphane Soumier, Valérie Bruschini et Pierre Fraidenraich, qui conservaient 49 % du capital, vendus également. Les vidéos de ses émissions étaient régulièrement relayées sur les réseaux sociaux et sur son site internet mais son audience TV restait limitée. L'une de ses émissions vedettes, Smart Bourse, présentée par Grégoire Favet, ne dépassait pas les 10 000 spectateurs en direct. Après avoir été accompagnée depuis ses débuts par Daniel Kretinsky, la chaîne – qui perdait près de 1 million d'euros par an selon La Lettre – n'occupait plus une place stratégique au sein du groupe CMI, isolée parmi une majorité de titres de presse écrite (*Elle, Marianne, Ici Paris, France Dimanche, Franc-Tireur, Femina…*).

Au sein du groupe Ficade, B Smart TV sera rebaptisée B Smart 4Change. *« Elle donnera la parole aux dirigeants et aux entrepreneurs, aux experts et aux intellectuels, aux porteurs d'innovation, à toutes celles et ceux qui par leur leadership marquent leur temps, leur industrie, leur filière »*, détaille son fondateur, Gaël Chervet, un ingénieur reconverti en patron de presse, qui a financé l'opération sur fonds propres. Cette acquisition, dont le montant n'a pas été divulgué, s'inscrit dans la stratégie de Ficade qui consiste à proposer à ses clients, PME et grandes entreprises, une palette d'offres toujours plus large pour *« leur permettre de rayonner dans leur écosystème »*, explique le dirigeant.

Créé en 2010, son groupe, dont c'est la dixième acquisition, reste méconnu du grand public. Avec 24 magazines (*Décideurs magazine, Le Monde du droit…*), une agence de notation (Leaders League), près de 80 événements organisés chaque année (Sommet du droit, Private Equity Exchange…) et un organisme de formation lancé il y a trois mois, il a progressivement étendu son champ d'action au-delà de son terrain d'origine, la presse professionnelle. Il est présent dans 12 secteurs parmi lesquels le droit, la finance, le patrimoine, l'immobilier, l'architecture ou encore les ressources humaines.

En rachetant en 2022 Leaders League, éditeur de magazines professionnels et de classements à destination des milieux d'affaires (cabinets d'avocats, banques, experts-comptables…), Ficade avait doublé de taille et repoussé les frontières de l'Hexagone, avec plusieurs bureaux à l'international (Madrid, Milan, São Paulo, Lima). Une recette gagnante pour le groupe qui génère 25 millions d'euros de chiffre d'affaires (en incluant B Smart) et une rentabilité *« à deux chiffres »*.

Mais il lui manquait « sa » chaîne TV, *« une vraie chaîne de télévision qui diffuse 24 heures sur 24 avec ce côté statutaire*, estime le dirigeant. *Les évolutions profondes qui s'annoncent nécessitent un média audiovisuel basé sur le temps long, sur l'analyse, un média liant expertise et contributions de haut niveau et qui répond aux questions des décideurs économiques et politiques dans un monde en mutation »*. Le groupe avait racheté en 2020 une web TV, Décideurs TV. Sa chaîne YouTube était devenue entretemps 4Change pour laquelle il avait reçu l'homologation de l'Arcom (ex-CSA) en décembre dernier. Mais elle manquait de notoriété auprès des décideurs. B Smart va donc lui permettre d'accélérer. *« Depuis trois ans, un quart de nos événements étaient déjà couverts par la présence sur place d'un studio TV*, confie Gaël Chervet qui compte désormais 250 salariés dont une soixantaine de journalistes. *Nos directs étaient relayés dans nos newsletters, sur LinkedIn… Nous allons pouvoir "éditorialiser" davantage encore nos événements grâce à notre chaîne. »*

« Nous allons pouvoir "éditorialiser" davantage encore nos événements grâce à notre chaîne »
Gaël Chervet Fondateur de Ficade

Pour Gaël Chervet, il n'y a pas de frontière entre ses différents métiers. Si l'information reste au cœur du savoir-faire de son groupe, il veut pouvoir vendre à ses clients des « prestations 360 » qui incluent la prise de parole dans un événement, de la publicité ou un portrait sous forme de publireportage dans un magazine et une intervention dans une émission TV. La preuve de l'interaction de plus en plus forte entre image et événementiel à l'heure des réseaux sociaux. La diffusion de vidéos sur YouTube, LinkedIn ou X, est, en effet, devenue incontournable lors de l'organisation de salons ou congrès afin de doper la visibilité des dirigeants et des événements.

Après s'être doté d'une chaîne de télévision, le groupe Ficade n'entend pas s'arrêter là. Dans un univers très concurrentiel, il veut continuer à ajouter des cordes à son arc. Il lorgne notamment son aîné, le groupe Infopro Digital (plus de 500 millions d'euros de chiffre d'affaires) qui s'est imposé aussi bien dans la presse professionnelle, l'événementiel que dans les logiciels métiers et les bases de données. *« Nous allons continuer à grandir en allant dans de nouveaux secteurs et en rajoutant des services, notamment dans le domaine de la tech »*, confie Gaël Chervet. Il réfléchit au lancement de logiciels de gestion et de bases de données pour ses clients. Il planche aussi sur un outil d'intelligence artificielle qui permettrait notamment de mieux cerner le profil de ses lecteurs et abonnés. Après dix acquisitions en quatorze ans, il veut continuer à grossir. *« Dans les médias, la croissance externe est nécessaire pour aller vite »*, lâche-t-il. ■